Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-51-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 51-2023
Objet : Décision modificative N° 2

Vu la délibération N° 10-2023 en date du 16 février 2023 portant adoption du Budget Primitif 2023,

Vu la délibération N° 21-2023 en date du 05 avril 2023 portant adoption du Budget Supplémentaire 2023,

Vu la délibération N° 38-2023 en date du 28 juin 2023 portant sur la décision modificative N° 1,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant la nécessité d'ajuster les recettes et les dépenses de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie en section de fonctionnement et d'investissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Approuve la décision modificative ci-dessous détaillée :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
DEPENSES					
42	822	6811	Dotation aux amortissements des immobilisations	+	216 959,45 €
42	411	6811	Dotation aux amortissements des immobilisations	+	53 993,52 €
			TOTAL GENERAL DES RECETTES		**270 952,97 €**
RECETTES					
74	020	73111	TH/TF/TFNB/CFE	+	207 000,00 €
74	020	7388	Autre Taxes	+	63 952,97 €
			TOTAL GENERAL DES DEPENSES		**270 952,97 €**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-51-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Suite de la délibération N° 51-2023

SECTION D'INVESTISSEMENT					
DEPENSES					
21	020	2135	Installation générales, agencements, aménagements des constructions	-	800 000€
23	822	2315	Installation, Matériel et outillages techniques	+	1 070 952,97 €
			TOTAL GENERAL DES RECETTES		**270 952,97 €**
RECETTES					
040	822	28128	Autres agencements et aménagements de terrains	+	**2 884,29 €**
040	822	28135	Installations générales	+	**210 714,99 €**
040	411	28135	Installations générales	+	**53 993,52 €**
040	822	28152	Installation de voirie	+	**2 754,20 €**
040	822	281538	Autres réseaux	+	**605,97**
			TOTAL GENERAL DES DEPENSES		**270 952,97 €**

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-51-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-52-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 52-2023
Objet : Répartition du prélèvement pour le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2336-3 et L 2336-5,

Vu la loi de finances pour l'année 2012 n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 et notamment son article 144,

Vu la note de synthèse explicative,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant que le territoire de l'Orée de la Brie doit alimenter l'enveloppe nationale du FPIC,

Considérant que les services préfectoraux ont transmis, le 02 août 2023, la répartition du FPIC pour l'année 2023, entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres qui s'opère de la manière suivante :

- Part Communauté de communes de l'Orée de la Brie : 453 458 €
- Part communes membres : 1 064 058 €

Dont :

- BRIE-COMTE-ROBERT : 699 689 €
- CHEVRY-COSSIGNY : 121 536 €
- SERVON : 148 645 €
- VARENNES-JARCY : 94 188 €

Soit un prélèvement total au titre du FPIC de 1 517 516 €.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-52-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Suite de la délibération N° 52-2023

Considérant l'existence de dispositifs dérogatoires permettant de s'exonérer des dispositions de droit commun,

Considérant que dès lors que le mode de répartition entre l'EPCI et ses communes membres est issu du dispositif dérogatoire libre, il doit être fixé dans les deux mois suivant la notification du prélèvement,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Décide la mise en œuvre de Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales, au niveau de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et de ses quatre communes membres, en utilisant le dispositif de répartition « dérogatoire libre ».

Article 2 : Décide la prise en charge par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de la contribution au FPIC de l'ensemble intercommunal au titre de l'année 2023 de la manière suivante :

CCOB	453 458 €
Brie-Comte-Robert	241 086 €
Chevry-Cossigny	43 411 €
Servon	50 343 €
Varennes-Jarcy	34 951 €
TOTAL	**823 249 €**

Article 3 : Dit que les communes membres prendront en charge la contribution au FPIC à hauteur des sommes résultant de la différence entre le montant pris en charge par la Communauté de communes et les montants de prélèvement notifiés, soit :

Brie-Comte-Robert	458 603 €
Chevry-Cossigny	78 125 €
Servon	98 302 €
Varennes-Jarcy	59 237 €

Article 4 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023.

Article 5 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Article 6 : Dit que la présente délibération sera notifiée aux communes membres.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président
Jean LAVIOLETTE



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-52-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 53-2023
Objet : Convention de mandat pour la gestion de l'aire des gens du voyage

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu l'avis conforme du comptable public en date du 11 septembre 2023,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023.

Considérant que la Communauté de communes souhaite établir une convention de mandat pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention de mandat pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer tous les documents se rapportant à cette convention.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. de C. L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CONVENTION DE MANDAT POUR LA GESTION DE L'AIRE DES GENS DU VOYAGE

ENTRE :

La Communauté de communes de l'orée de la brie, dont le siège social est situé : 1 place de la gare 77170 Brie-Comte-Robert, représentée par son Président, Monsieur Jean LAVIOLETTE, agissant en vertu de la délibération N° 53-2023 en date du Conseil communautaire du 20 septembre 2023 et désigné ci-après « **la CCOB** »,

ET :

La Société DM SERVICES dont le siège social est situé : 14 avenue de la trentaine ZI de la trentaine 77500 Chelles, représentée par Monsieur Alain CHAUVEAU et désignée ci-après « **le Mandataire** »,

Préambule

Pour répondre aux obligations de la loi Besson qui impose aux communes de plus de 5000 habitants d'aménager une aire d'accueil pour les gens du voyage, la ville de Brie-Comte-Robert a construit sur sa commune un nouveau terrain et a souhaité s'adjoindre les services d'un prestataire privé pour la gestion, pour son compte, dans le cadre d'un marché de prestation de service pour une durée de 3 ans à compter du 02 janvier 2023.
Dans ce contexte et au regard des recettes qui seront collectées par le Mandataire pour le compte de la CCOB pour l'exécution des différentes missions, il est apparu nécessaire de recourir à une convention de mandat afin de fixer les rapports entre le Mandataire et la CCOB.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet de la convention

Conformément à l'article L1611-7 et L1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la CCOB souhaite donner mandat à un tiers pour encaisser, en son nom et pour son compte, les recettes générées par la gestion de l'aire des gens du voyage.
Pour se faire, il est nécessaire d'établir une convention de mandat, ayant pour objet la gestion du site de par un mandataire privé.
Le marché a été notifié le 02 janvier 2023 à la société DM service, sise 14 avenue de la trentaine ZI de la trentaine 77500 Chelles, représentée par Monsieur Alain CHAUVEAU.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée commençant à courir du 1er janvier 2024, pour se terminer, au plus tard, à la fin du marché soit le 31 décembre 2025.
Il pourra être mis fin à la présente convention, avant son terme, dans les conditions fixées à l'article 16.

Article 3 – Nature des opérations sur lesquelles portent le mandat :

La gestion de l'aire des gens du voyage :

- L'encaissement des redevances liées à la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage

Les recettes encaissées seront :

- Les droits de places, les fluides (eau et électricité)
- La caution, elle sera restituée au moment du départ

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Ces recettes qui seront collectées par le Mandataire, sur la base de la tarification figurant, à titre indicatif, en annexe 1 de la présente convention. Les tarifs seront fixés par délibération du Conseil Communautaire de la CCOB.

Article 4 – Modes de paiement :

Le Mandataire peut accepter le paiement des gens du voyage :

- En numéraire,
- Par chèque,

Article 5– Modalités de reversement des fonds :

Le Mandataire collecte au nom et pour le compte de la CCOB les recettes de la gestion de l'aire des gens du voyage, réglés par les gens du voyage selon les modalités prévues à l'article 4 de la présente convention. Ensuite, il reverse la totalité des recettes correspondant à cette collecte à la CCOB.
Le rythme de reversement des fonds est mensuel.

Article 6 – Modalités de reddition des comptes :

Conformément à l'article D 1611-32-4 du CGCT, afin de retracer ces opérations, le Mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et charges constatés et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat.
Le Mandataire est astreint à une obligation générale de reddition des opérations qu'il a effectuées au nom et pour le compte de la CCOB en vue de leur intégration dans la comptabilité de la CCOB.

À cette fin, tous les mois, et au plus tard le 15 du mois suivant, le Mandataire transmet à la CCOB, en vue de sa validation avant transmission au comptable, pour réintégration dans la comptabilité de la CCOB, un tableau de bord et un cumul depuis le début de l'année du bilan financier des recettes perçues, en détaillant tous les encaissements et les cautions restituées après chaque départ.
Ce tableau de bord devra parvenir à la CCOB sous format électronique (de type PDF et Excel ou équivalent). Son contenu et sa présentation seront proposés par le Mandataire. Il sera soumis à validation de la CCOB.

Pour le remboursement des recettes encaissées à tort, le Mandataire remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article D.1611-32-6 du CGCT et comprend les trois cas suivants :

- Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable,
- Le reversement des excédents de versement,
- La restitution des sommes indûment perçues.

Les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par lui :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant,
- Un état précisant la nature à de la recette à reverser, le montant et les motifs du reversement,
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ces états justifient le montant total des recettes encaissées à tort, afin de permettre au Comptable Public assignataire d'opérer ces contrôles avant intégration dans la comptabilité de la CCOB.
L'ensemble de ces justificatifs devront faire apparaître les dates de début et de fin de période à laquelle ils s'appliquent et être transmis sous format électronique (de type PDF et Excel ou équivalent) avant le 15 du mois suivant.

Dans le cadre du contrôle du comptable public, il est fait application des dispositions des 1° *(pour le recouvrement)* et d et e du 2° (*pour le remboursement des recettes encaissées à tort*) de l'article 19 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Article 7 – Reddition annuelle des comptes :

Les comptes produits par le Mandataire retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de reddition,
- Les états de développement des soldes certifiés par le Mandataire conforme à la balance générale des comptes,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

- La situation de trésorerie de la période,
- L'état des créances demeurées impayées établies par débiteur et par nature de produits (à titre informatif),
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, l'organisme mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.
Pour permettre l'intégration des opérations dans la comptabilité de la CCOB, la date limite de reddition générale des comptes est fixée au 31 décembre de l'année de l'exercice.
Ces documents devront être produits à l'expiration de la présente convention quel qu'en soit le motif.

Article 8 – Sanction de l'inobservation des obligations de reddition :

En cas de non-production des justificatifs ou lorsque leur contrôle par la CCOB le conduit à constater des anomalies, la CCOB sollicitera le Mandataire, par lettre recommandée, afin de régulariser la situation dans les 8 jours à compter de la réception du courrier.
À défaut, la CCOB refuse l'intégration des opérations du Mandataire dans sa comptabilité.
Le Comptable Public peut, également, refuser l'intégration des opérations dans la comptabilité de la CCOB du fait d'anomalies relevées à l'occasion de ses contrôles réglementaires ou si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.
En cas de défaillance ou de retard du Mandataire au titre de ses obligations de reddition ou dans le versement des fonds, le Mandataire est astreint à des pénalités financières à hauteur de 30 € par jour ouvré de retard courant à compter de l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure.
Faute de régularisation de cette situation par le Mandataire, ce dernier est alors justiciable de la Chambre Régionale des Comptes, compétente en qualité de gestionnaire de fait de fond public.

Article 9 – Prix, modalités de rémunération du Mandataire, paiement et facturation :

9.1 – Les tarifs :
Les tarifs des différents services ont été fixé par délibération N° 62-2020 adoptée lors du Conseil communautaire du 25 novembre 2020 annexée à la présente convention.
Le Mandataire tiendra une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et des charges constitués et des mouvements de caisse opérés au titre de la convention.
9.2 – La facturation :
Le Mandataire établit pour chaque usager un relevé des transactions effectuées.
Le relevé des transactions, précise pour chaque usager :

- L'opération effectuée,
- La date,
- Le montant total tarifé,
- La quantité concernée.

Article 10 – Avance permanente

Une avance permanente est instituée afin de couvrir les besoins marginaux en trésorerie pour faire face, notamment, à des reversements de sommes encaissées sans que le mandataire ne soit dans l'obligation d'avancer la trésorerie sur ses fonds propres. Elle sera alimentée par les recettes encaissées.
A ce titre, une avance permanente est consentie pour un montant de 500€.
En fin de contrat, le mandataire versera à la dernière reddition mensuelle des comptes à la CCOB le solde de l'avance qui n'aura pas été utilisée.

Article 11 – Rapport d'activités annuel

Chaque année, l'exploitant devra remettre, avant le 30 juin, le rapport annuel d'activité.
Le Mandataire devra, notamment, intégrer dans ce rapport annuel, les charges annuelles d'exploitation réalisées.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 12 – Le respect du principe de non-contraction des recettes et des dépenses :

Toute contraction, pour quelque motif que ce soit, entre les montants à reverser à la CCOB et les sommes éventuellement dues au Mandataire est strictement interdite.

Article 13 – Gestion des impayés :

Le Mandataire mettra tout en œuvre pour que les dettes demeurent exceptionnelles.
Il en informera, dans les meilleurs délais, la CCOB, et tentera de trouver avec les usagers une solution amiable.
Le mandataire remettra la liste des locataires en défaut de paiement apportant les précisions nécessaires à l'émission du titre de recette individuel exécutoire par la CCOB :

- Nom, prénom, adresse du redevable ;
- Nature et montant de la prestation impayée détaillée (location, abonnement, dépôt de garantie, ...),
- Période due (prestation concernée par exemple).

Le recouvrement sur titre de recettes émis par la CCOB sera alors assuré par le Comptable Public du mandant.
Le recouvrement contentieux sera effectué par le Comptable Public suite à titrage des impayés en M+1 par la CCOB.

Article 14 – Information au Comptable Public :

Un exemplaire de la présente convention est communiqué, pour avis préalablement à sa signature par les parties, au Comptable Public assignataire. Tout avenant à cette convention fait également l'objet d'un exemplaire adressé au Comptable dans les mêmes conditions.
Le Mandataire s'engage à apporter, dans un délai de quinze jours, au Comptable Public toute information et toute justification que ce dernier sollicite concernant l'exécution de la convention.

Article 15 – RGPD et Données personnelles des clients :

Le mandataire, Responsable de Traitement Principal, détermine les finalités et les moyens nécessaires à la mise en œuvre du traitement des données personnelles des clients.
A ce titre et conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), le mandataire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que le dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morale, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché. Le titulaire s'engage à n'agir que sur la seule instruction du pouvoir adjudicateur quant à l'utilisation des données personnelles.

La CCOB reste, cependant, destinataire des données personnelles des gens du voyage faisant l'objet de poursuite pour impayés (réf : article 13 de la convention). La CCOB reste responsable du traitement des données personnelles liées à la gestion de ces impayés.
Il est convenu que les demandes de droit d'accès des gens du voyage à leurs données personnelles sera exercé auprès du titulaire qui se charge d'apposer les mentions d'information conformément aux articles 12 à 21 du RGPD.
En cas de violation de données personnelles, les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser la violation de données dans les meilleurs délais et procéder si nécessaire à la notification à la CNIL dans les 72h et à l'information des personnes conformément aux art.33 et 34 du RGPD. Chaque partie est responsable sur la part du traitement qui lui advient : le mandataire concernant la gestion de sa base clients, la CCOB concernant la gestion de la base des clients en impayés.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 16 – Modifications apportées à la convention de mandat :

Toute modification apportée à la présente convention de mandat devra faire l'objet d'un avenant dûment et obligatoirement signé des parties.

Article 17 – Résiliation :

L'une ou l'autre des parties pourra résilier tout ou partie de la convention en cas de manquement par l'autre partie à l'une de ses obligations contractuelles, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trente (30 jours), sans préjudice de tous dommages et intérêts qu'elle pourrait lui réclamer.
La convention sera résiliée de plein droit après reddition finale des comptes si le Mandataire venait à être résilié au titre du marché de la gestion de l'aire des gens du voyage.

Article 18 – Différends et litiges :

Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les deux parties, tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa résolution, seront réglés par le tribunal compétent, à savoir le Tribunal Administratif de Melun. Le droit français est seul applicable.

Vu l'avis du Comptable Public en date du 11 septembre 2023.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 22/09/2023.

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie Le Président, **Jean LAVIOLETTE**	**Le Mandataire** DM SERVICES

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-53-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20201125-62-2020_Del-DE
Date de télétransmission : 01/12/2020
Date de réception préfecture : 01/12/2020

Annexe 1 - Tarification

La décomposition du droit d'usage qui comprend le droit de place forfaitaire journalier et le prépaiement des fluides (eau et électricité) est la suivante :

DESIGNATION	TARIFS
Droit de place forfaitaire	4 € / emplacement
Les fluides	Eau = 4,36 € TTC / m³
	Electricité = 0,18 € TTC / KWh
La caution	120 €

Indemnités compensatoires pour occupation sans droit ni titre : **10 €** / jour / emplacement

Indemnités compensatoires pour appel abusif de l'Astreinte : **100 €**

Nettoyage et désinfection de la poubelle attribué au Titulaire : **50 €**

Nettoyage des sanitaires « individuels » : **100 €**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-54-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 54-2023
Objet : Fixation des tarifs des insertions publicitaires dans le guide touristique

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant qu'offrir la possibilité de faire paraître une publicité dans les différents supports de communication de la Communauté de communes présente le double intérêt de dynamiser la vie économique locale et de concourir à la dépense liée à l'édition du guide touristique,

Considérant que le démarchage est confié en interne à l'agent en charge de la communication,

Considérant dès lors la nécessité de fixer les tarifs d'insertion,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Fixe les tarifs des insertions pour le guide touristique, comme suit :

	Dimensions	Proposition CCOB
Pages intérieures	1/4 *50 x 35 mm*	200 €
	1/2 *100 x 70 mm*	400 €
	1 Pleine page *200 x 140 mm*	600 €

Article 2 : Décide qu'une remise exceptionnelle de moins dix pour cent sera consentie pour les entreprises en création (moins de deux ans) sur présentation de justificatifs.

Article 3 : Dit que la recette sera inscrite au budget de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE

C. d. C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-54-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-55-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 55-2023
Objet : Recours à un service civique

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et L.5211-1,

Vu le Code du Service National,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant que la Communauté de communes souhaite avoir recours au service civique,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Autorise Monsieur le Président à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires, tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application ; de donner son accord de principe à l'accueil des jeunes en service civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément ; de dégager les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil des volontaires et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-55-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 56-2023
Objet : Convention d'accès et d'utilisation du centre aquatique L'Oréade sis à Brie-Comte-Robert pour le collège Arthur Chaussy

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la note de synthèse explicative,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 portant Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et approbation du choix du délégataire,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant la volonté des élus de l'intercommunalité de prendre en charge financièrement le coût des créneaux d'utilisation du centre L'Oréade par le Collège Arthur Chaussy,

Considérant que les créneaux réservés par le collège Arthur Chaussy, sont les suivants :

- **Lundi de 11h00 à 11h45 sur la période du 18 septembre 2023 au 24 juin 2024.**
- **Mardi de 13h45 à 14h30 sur la période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024 (partagé avec le collège Georges Brassens).**
- **Jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024 (partagé avec le collège Georges Brassens).**
- **Vendredi de 11h00 à 11h45 le 22 septembre 2023 puis sur la période du 05 janvier 2024 au 28 juin 2024.**

Du 18 septembre 2023 au 28 juin 2024 durant la période scolaire et hors vidange.

Considérant que le coût est de 80 euros TTC par classe et par séance,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Suite de la délibération N° 56-2023

En conséquence,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'Oréade pour le collège Arthur Chaussy.

Article 2 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 et seront inscrits au budget primitif 2024.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'ORÉADE à Brie-Comte-Robert
Année Scolaire 2023/2024

Entre d'une part **la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** – ci-après dénommée la collectivité, représentée par Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes

1 Place de la gare
77170 BRIE-COMTE-ROBERT

Le Collège Arthur Chaussy– ci-après dénommé « utilisateur », représenté par le chef d'établissement

5 rue du gymnase
77170 Brie comte Robert

Et d'autre part, **MOUHOUBI Salima**, en qualité de responsable d'exploitation du centre aquatique L'Oréade,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Il a été convenu ce qui suit :
GENERALITES

Article 1 – Objet

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'accès au Centre Aquatique L'Oréade.

Article 2 – Utilisation du centre et de ses équipements

L'utilisateur s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur à disposition au centre aquatique.

Créneaux de présence réservés :

- *Le lundi de 11h à 11h45 sur la période du 18 septembre 2023 au 24 juin 2024,*
- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur la période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024, partagé avec le collège Georges Brassens*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024, partagé avec le collège Georges Brassens*
- *Le Vendredi 22 septembre 2023 de 11h à 11h45*
- *Les vendredis de 11h à 11h45 sur la période du 05 janvier au 28 juin 2024*

L'utilisateur s'engage à faire respecter le passage obligatoire par les vestiaires pour le déshabillage et la douche. Il s'engage également à maintenir et à faire maintenir l'état de propreté de l'établissement et à soutenir les efforts réalisés par la direction et l'ensemble des personnels.

L'utilisateur s'engage à respecter la tranquillité du voisinage lors des séances, et à communiquer au surveillant de baignade ses effectifs par créneaux horaires en remplissant le cahier d'émargement.

La sous-location de la piscine est formellement interdite.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 3 – Sécurité

Hormis conditions particulières, la surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION l'Oréade.

L'utilisateur s'engage préalablement à toute utilisation de l'installation :

- A prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation ;
- A prendre connaissance du plan d'organisation des secours et de la sécurité (P.O.S.S.)
- A contrôler les entrées et sorties des usagers ;
- A signaler à la société IXION l'Oréade, tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés.

Article 4 – Enseignement

L'utilisateur est responsable de l'animation et de l'enseignement des activités qu'il propose.

Article 5 – Modalités financières

L'utilisateur s'engage à verser à la société IXION l'Oréade, une contribution financière indiquée dans les conditions particulières, dans l'article modalités financières propres.

Les dispositions financières sont réactualisées par délibération par la communauté de communes de l'Orée de la Brie chaque 01 juillet lors de l'adoption des nouveaux tarifs.

La participation de l'utilisateur fera l'objet d'une facture mensuelle émise par la société IXION l'Oréade.

En cas de pollution du ou des bassins mis à disposition, une somme forfaitaire sera imputable à l'organisme locataire. Celle-ci est liée à la sur chloration.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

La facture émise justifiera les pertes d'exploitations (avec notre prestataire technique) en rapprochement à la demi-journée précédente.

Les pertes d'exploitations seront calculées avec un coefficient diviseur de deux.

Dans un souci d'efficacité et d'environnement lié aux engagements de notre société, nous vous proposons au choix deux méthodes pour recevoir vos factures :

- De nous communiquer sur cette convention, votre adresse mail où nous pouvons vous envoyer votre facture.

communaute@loreedelabrie.fr

Article 6 – Responsabilité

La société IXION l'Oréade, est responsable de la surveillance des espaces aquatiques et leurs abords.

La société IXION l'Oréade, est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à la mauvaise utilisation des installations par l'encadrement de la structure signataire.

L'utilisateur, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Article 7 – Assurance

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même de l'installation et à en envoyer une photocopie.

Toutefois, la société IXION l'Oréade, et son assureur renoncent à recours en matière d'incendie contre l'utilisateur, excepté le cas de malveillance.

Article 8 – Durée de validité

La présente convention est valable si cette convention est signée par les deux parties, utilisateur et accueillant, révisable chaque année.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties.

Pourront être modifiés :

- Les horaires d'occupation ;
- L'espace utilisé.

Article 10 – présence au centre

L'utilisateur devra indiquer sur la liste d'émargement le nombre de personnes présentes dans l'eau et signer pour valider sa présence.

Toute absence fera l'objet d'une facturation de 50%, sauf cas de force majeure, du montant mentionné dans les *conditions particulières, dans l'article des modalités financières propres.*

Elles devront donc être prévues à la signature du présent contrat.

Article 11 – dénonciation - suspension

Elle peut être dénoncée six mois avant sa date d'expiration par l'une des deux parties, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des articles 2, 3, 7 et 8 entraînerait la suspension de cette convention.

TITRE 2 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 12 – utilisation du centre et de ses équipements

L'espace accordé à l'utilisateur est : le bassin sportif ou le bassin ludique (sous conditions)

Aucun autre équipement n'est mis à disposition de l'utilisateur.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-56-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 13 – personnel mis à disposition

La surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION L'Oréade, mis à disposition durant le créneau réservé.

Article 14 – créneaux réservés

Les créneaux de présence, hors vacances scolaires, réservés sont :

- *Le lundi de 11h à 11h45 sur la période du 18 septembre 2023 au 24 juin 2024,*
- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur la période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024, partagé avec le collège Georges Brassens*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024, partagé avec le collège Georges Brassens*
- *Le Vendredi 22 septembre 2023 de 11h à 11h45*
- *Les vendredis de 11h à 11h45 sur la période du 05 janvier au 28 juin 2024*

Article 15 – modalités financières propres

La CCOB devra régler à la fin de chaque mois d'utilisation une facture d'un montant de

- Lundi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.
- Mardi : 40€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (Partage avec le collège Brassens)
- Jeudi : 40€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (Partage avec le collège Brassens)
- Vendredi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.

L'utilisateur *Chef d'établissement de Arthur Chaussy, date « lu et approuvé » :*

Signature et cachet Directeur du Centre Aquatique L'ORÉADE:

SARL IXION
Centre Aquatique de l'Oreade
Avenue du Général de Gaulle
77170 Brie-Comte-Robert
SIREN : 848 141 511

Signature et cachet de chaque structure :

C. de C. de l'OREE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 57-2023
Objet : Convention d'accès et d'utilisation du centre aquatique L'Oréade sis à Brie-Comte-Robert pour le collège Georges Brassens

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la note de synthèse explicative,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 portant Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et approbation du choix du délégataire,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant la volonté des élus de l'intercommunalité de prendre en charge financièrement le coût des créneaux d'utilisation du centre L'Oréade par le Collège Georges Brassens,

Considérant que les créneaux réservés par le collège Georges Brassens, sont les suivants :

- **Mardi de 13h45 à 14h30 sur la période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024 (partagé avec le collège Arthur Chaussy).**
- **Mercredi de 08h45 à 09h35 sur la période du 20 septembre 2023 au 26 juin 2024 (uniquement le bassin sportif).**
- **Jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024 (partagé avec le collège Arthur Chaussy).**

Du 18 septembre 2023 au 28 juin 2024 durant la période scolaire et hors vidange.

Considérant que le coût est de 80 euros TTC par classe et par séance,

En conséquence,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'Oréade pour le collège Georges Brassens.

Article 2 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 et seront inscrits au budget primitif 2024.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'ORÉADE à Brie-Comte-Robert Année Scolaire 2023/2024

Entre d'une part **la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** – ci-après dénommée la collectivité, représentée par Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes

1 Place de la gare
77170 BRIE-COMTE-ROBERT

Le Collège Georges Brassens – ci-après dénommé « utilisateur », représenté par le chef d'établissement

1 Chemin Saint-Christophe
77170 Brie comte Robert

Et d'autre part, **MOUHOUBI Salima**, en qualité de responsable d'exploitation du centre aquatique L'Oréade,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Il a été convenu ce qui suit :
GENERALITES

Article 1 – Objet

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'accès au Centre Aquatique L'Oréade.

Article 2 – Utilisation du centre et de ses équipements

L'utilisateur s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur à disposition au centre aquatique.

Créneaux de présence réservés :

- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur a période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024, partagé avec le collège d'Arthur Chaussy*

- *Le mercredi de 8h45 à 9h35 sur la période du 20 septembre 2023 au 26 juin 2024 (uniquement le bassin sportif)*

- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur a période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024, partagé avec le collège d'Arthur Chaussy*

L'utilisateur s'engage à faire respecter le passage obligatoire par les vestiaires pour le déshabillage et la douche. Il s'engage également à maintenir et à faire maintenir l'état de propreté de l'établissement et à soutenir les efforts réalisés par la direction et l'ensemble des personnels.

L'utilisateur s'engage à respecter la tranquillité du voisinage lors des séances, et à communiquer au surveillant de baignade ses effectifs par créneaux horaires en remplissant le cahier d'émargement.

La sous-location de la piscine est formellement interdite.

Article 3 – Sécurité

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Hormis conditions particulières, la surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION l'Oréade.

L'utilisateur s'engage préalablement à toute utilisation de l'installation :

- A prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation ;
- A prendre connaissance du plan d'organisation des secours et de la sécurité (P.O.S.S.)
- A contrôler les entrées et sorties des usagers ;
- A signaler à la société IXION l'Oréade, tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés.

Article 4 – Enseignement

L'utilisateur est responsable de l'animation et de l'enseignement des activités qu'il propose.

Article 5 – Modalités financières

L'utilisateur s'engage à verser à la société IXION l'Oréade, une contribution financière indiquée dans les conditions particulières, dans l'article modalités financières propres.

Les dispositions financières sont réactualisées par délibération par la communauté de communes de l'Orée de la Brie chaque 01 juillet lors de l'adoption des nouveaux tarifs.

La participation de l'utilisateur fera l'objet d'une facture mensuelle émise par la société IXION l'Oréade.

En cas de pollution du ou des bassins mis à disposition, une somme forfaitaire sera imputable à l'organisme locataire. Celle-ci est liée à la sur chloration.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

La facture émise justifiera les pertes d'exploitations (avec notre prestataire technique) en rapprochement à la demi-journée précédente.

Les pertes d'exploitations seront calculées avec un coefficient diviseur de deux.

Dans un souci d'efficacité et d'environnement lié aux engagements de notre société, nous vous proposons au choix deux méthodes pour recevoir vos factures :

- De nous communiquer sur cette convention, votre adresse mail où nous pouvons vous envoyer votre facture.

communaute@loreedelabrie.fr

Article 6 – Responsabilité

La société IXION l'Oréade, est responsable de la surveillance des espaces aquatiques et leurs abords.

La société IXION l'Oréade, est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à la mauvaise utilisation des installations par l'encadrement de la structure signataire.

L'utilisateur, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Article 7 – Assurance

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même de l'installation et à en envoyer une photocopie.

Toutefois, la société IXION l'Oréade, et son assureur renoncent à recours en matière d'incendie contre l'utilisateur, excepté le cas de malveillance.

Article 8 – Durée de validité

La présente convention est valable si cette convention est signée par les deux parties, utilisateur et accueillant, révisable chaque année.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties.

Pourront être modifiés :

- Les horaires d'occupation ;
- L'espace utilisé.

Article 10 – présence au centre

L'utilisateur devra indiquer sur la liste d'émargement le nombre de personnes présentes dans l'eau et signer pour valider sa présence.

Toute absence fera l'objet d'une facturation de 50%, sauf cas de force majeure, du montant mentionné dans les *conditions particulières, dans l'article des modalités financières propres.*

Elles devront donc être prévues à la signature du présent contrat.

Article 11 – dénonciation - suspension

Elle peut être dénoncée six mois avant sa date d'expiration par l'une des deux parties, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des articles 2, 3, 7 et 8 entraînerait la suspension de cette convention.

TITRE 2 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 12 – utilisation du centre et de ses équipements

L'espace accordé à l'utilisateur est : le bassin sportif ou le bassin ludique (sous conditions)

Aucun autre équipement n'est mis à disposition de l'utilisateur.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 13 – personnel mis à disposition

La surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION L'Oréade, mis à disposition durant le créneau réservé.

Article 14 – créneaux réservés

Les créneaux de présence, hors vacances scolaires, réservés sont

- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur a période du 19 septembre 2023 au 25 juin 2024, partagé avec le collège d'Arthur Chaussy*

- *Le mercredi de 8h45 à 9h35 sur la période du 20 septembre 2023 au 26 juin 2024 (uniquement le bassin sportif)*

- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur a période du 21 septembre 2023 au 27 juin 2024, partagé avec le collège d'Arthur Chaussy*

*Article 15 – modalités financières propres*La CCOB devra régler à la fin de chaque mois d'utilisation une facture d'un montant de

- Mardi : 40€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (partage avec Arthur Chaussy)
- Mercredi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.
- Jeudi : 40€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (partage avec Arthur Chaussy)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-57-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'utilisateur *Chef d'établissement de Georges Brassens, date « lu et approuvé » :*

Signature et cachet Directeur du Centre Aquatique L'ORÉADE:



Signature et cachet de chaque structure :



SARL IXION
Centre Aquatique de l'Oréade
4 avenue du Général de Gaulle
77170 Brie-Comte-Robert
SIREN : 848 141 511

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy
1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 58-2023
Objet : Transport à la Demande - Convention de délégation de compétence

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la délibération du Syndicat des Transports d'Ile-de-France fixant les principes de la délégation de compétence des dessertes de niveau local (service régulier local et transport à la demande),

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant l'existence d'un service de transport à la demande sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Considérant la volonté de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de poursuivre ce service,

Considérant que dans le cadre de la mise en place de ce service de Transport à la Demande, la Communauté de communes de l'Orée de la Brie tient d'IDF Mobilités une délégation de compétence en matière de desserte locale,

Considérant que la convention de délégation de compétence en matière de transport à la demande arrive à échéance le 31 décembre 2023,

Considérant qu'il convient de solliciter le renouvellement de cette convention,

Considérant qu'il y a lieu de renouveler les demandes de subventions auprès d'IDF Mobilités et du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Autorise Monsieur le Président à solliciter auprès d'IDF Mobilités le renouvellement de la délégation de compétence pour le service de transport à la demande.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à solliciter auprès d'IDF Mobilités une subvention de fonctionnement et ce dans le cadre de l'application des tarifs franciliens.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à solliciter auprès du Conseil Départemental de Seine-et-Marne une subvention de fonctionnement dans le cadre du service de transport à la demande.

Article 4 : Autorise Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents relatifs à la continuité de ce service dont la convention de délégation de compétence (projet annexé à la présente délibération).

Article 5 : Dit que les dépenses et recettes afférentes au service de transports à la demande seront inscrites au budget 2024 et dans les budgets suivants.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Convention de délégation de compétence en matière de transport à la demande

ENTRE :

Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 41 rue de Châteaudun, 75009 Paris, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur général, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil n° du 12 octobre 2023,

D'UNE PART,

ET

- La Communauté de communes de l'Orée de la Brie, dont le siège social est situé, 1 place de la Gare – 77170 Brie-Comte-Robert, représentée par son Président, Monsieur Jean LAVIOLETTE en vertu des délibérations n° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires du 11 juillet 2020 et du 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,
  ci-après désigné **« l'autorité organisatrice de proximité » ou « l'AOP »,**

D'AUTRE PART

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2007/0048 du 14 février 2007, sur les dessertes de niveau local ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2011/0497 du 1er juin 2011, sur l'actualisation du financement des dessertes de niveau local ;

VU la délibération du conseil communautaire de l'Orée de la Brie n° 54-2017 du 27 septembre 2017 ;

VU la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2017/884 du 13 décembre 2017, portant sur la délégation de compétence ;

VU la convention de délégation de compétence du 22 janvier 2018 ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

PREAMBULE

Par la présente convention, les parties entendent organiser la délégation de compétence permise entre Île-de-France Mobilités et l'Autorité Organisatrice de Proximité (AOP) dans le cadre des dispositions du code des transports.

En tant qu'Autorité Organisatrice des Transports de la Région d'Ile-de-France, Île-de-France Mobilités peut, conformément aux dispositions de l'article L.1241-1 du code des transports, organiser des services de transport à la demande.

Conformément à l'article L.1241-3 du code des transports, Île-de-France Mobilités peut, sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord, déléguer tout ou partie de ses attributions, à l'exception de la politique tarifaire, à des collectivités territoriales ou à leurs groupements, autorités organisatrices de proximité, dans le cadre d'une convention.

Dans la continuité de la délégation de compétence précédente dont le service a été mis en place le 8 août 2007, cette délégation de compétence s'inscrit dans une volonté d'améliorer l'offre de transport et de mieux répondre aux attentes des usagers.

Dans cette optique, la délégation de compétence consentie par Île-de-France Mobilités à l'AOP a notamment pour objectif de favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande de transport, de renforcer la qualité de service et de permettre une allocation des ressources plus proche des besoins locaux.

Titre I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les compétences déléguées par Île-de-France Mobilités à l'AOP en matière de services de transport à la demande, ainsi que les modalités juridiques et financières de cette délégation de compétence.

La délégation de compétence porte sur les services dont la liste figure à l'Article 5.1. Elle n'emporte pas délégation de compétence sur l'ensemble du territoire de l'AOP. En cas de nouveaux services à créer, le périmètre de la présente délégation pourra être élargi par avenant.

Île-de-France Mobilités délègue à l'AOP les compétences définies à l'Article 5.2. Ces compétences sont principalement de définir le contenu du service, d'en organiser la mise en œuvre et d'en désigner l'exploitant. Il est rappelé que compte tenu de la compétence générale d'Île-de-France Mobilités qui demeure dans tous les cas Autorité Organisatrice des Transports de premier rang, la présente convention de délégation n'emporte pas transfert complet de compétences au bénéfice de l'AOP. Île-de-France Mobilités demeure notamment autorité coordinatrice de l'offre de transport et responsable de la politique tarifaire et des politiques intermodales. En outre, la présente convention, d'une durée limitée, est réversible : à son terme, ou en cas de résiliation prévue à l'Article 15, Île-de-France Mobilités reprend la responsabilité de l'ensemble des compétences déléguées.

Article 2 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter du 01/01/2024, sans préjudice des dispositions de l'article 9 (modalités de règlement), de l'article 10

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

(suivi financier et rapport d'exercice des compétences déléguées) et de l'article 15 (résiliation). La présente convention pourra prendre fin de manière anticipée en cas d'accord des parties sur une « labellisation » et la décision d'intégrer ce transport à la demande dans le contrat de délégation de service public applicable sur le secteur.

Les parties conviennent cependant que, sans préjudice des dispositions précédentes, la présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification, par lettre recommandée avec accusé de réception par Île-de-France Mobilités à l'AOP, pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.3 pour les services visés à l'article 5.1.

Article 3 - Principes généraux

Article 3.1 - Principe d'exclusivité de l'AOP

Dans les limites fixées à la présente convention et, sauf dispositions législatives et réglementaires contraires, les compétences déléguées sont, pendant la durée de la présente convention, exclusivement exercées par l'AOP.

Article 3.2 - Principe de coopération et de transparence

Les parties mettent tout en œuvre pour assurer une coopération et une transparence permanente dans l'exécution de la présente convention.

L'AOP informe régulièrement Île-de-France Mobilités des conditions d'exercice des compétences déléguées et le cas échéant des problèmes rencontrés à cette occasion. Elle produit chaque année avant le 1er avril à Île-de-France Mobilités un rapport d'exercice des compétences déléguées conformément aux dispositions de l'Article 10.

Article 4 - Droits et obligations d'Île-de-France Mobilités

Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, est garante de la politique régionale des transports et en assure la cohérence :

- Elle établit et tient à jour le plan régional des transports, après avis des collectivités locales et de leurs groupements.
- Elle définit la politique tarifaire, décide la création des titres de transport et fixe les tarifs.
- Elle définit les conditions générales d'exploitation et des règles minimales en matière de qualité de service. Ces obligations trouvent leur traduction dans le cahier des charges relatif à l'exploitation de services de transport à la demande figurant en annexe I de la présente convention.
- Elle contrôle ponctuellement les conditions d'exploitation des services.
- Elle coordonne la modernisation du système de transport collectif francilien et garantit le caractère intermodal des systèmes.
- Elle définit, assure ou fait assurer l'information multimodale.
- Elle définit les principes de mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 sur l'accessibilité des réseaux.
- Elle définit et met en œuvre sa politique de communication.
- En contrepartie des compétences déléguées, Île-de-France Mobilités :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

- participe au financement des services en fonction de critères d'éligibilité aux financements et de modalités définis au Titre II de la présente convention,
- contrôle l'exécution de la présente convention ; en particulier évalue avec l'AOP les conditions de mise en œuvre ainsi que les conditions d'exécution des conventions passées avec le ou les exploitants de transport,
- étudie toute demande de modification de la présente convention permettant notamment un meilleur exercice de la compétence déléguée,
- propose des solutions en cas de différends avec les exploitants.

Article 5 - Droits et obligations de l'AOP

Article 5.1 - Service faisant l'objet de la délégation de compétence

En vertu de la présente convention, l'AOP est responsable de l'organisation du service de transport à la demande, sur son territoire, décrit ci-dessous et, le cas échéant, de la gestion de la centrale de réservation :

- L'AOP fournira un service de transport à la demande sur tout le territoire communautaire. Il permettra aux usagers d'aller de l'arrêt le plus proche de leur point de départ à l'arrêt le plus proche de leur point d'arrivée, ceux-ci étant surtout des équipements d'intérêt communautaire. Le service fonctionnera tout au long de l'année, du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00 (heures creuses). Les usagers réserveront par téléphone, auprès du transporteur, leur déplacement. Pour ce service, l'AOP possède un véhicule de 9 places, dont deux UFR, dont la gestion sera confiée au transporteur.

Dans l'hypothèse où le service concerné sort de son territoire, l'AOP a obtenu l'accord des collectivités ou groupements de collectivités concernés à la date d'entrée en vigueur de la présente convention ou, en cas d'évolution du service, avant la date de mise en place de cette évolution.

Article 5.2 - Compétences déléguées

L'AOP s'engage à assurer les compétences suivantes qui lui sont déléguées par Île-de-France Mobilités :

- Dans la continuité de la convention précédente, l'exploitation du service visé à l'article 5.1, dont la date de mise en place initiale est le 08 août 2007.
- L'exploitation du service, soit directement en régie, soit par une entreprise ou ***une association ayant passé à cet effet*** une convention à durée déterminée avec l'AOP après mise en concurrence, selon les modalités fixées à l'Article 5.3 et à l'annexe I.
- Le financement du service, avec le cas échéant le concours d'Ile-de-France Mobilités, sur la base des modalités fixées à l'Article 8.
- Le suivi et le contrôle de l'exécution du service en particulier dans le respect du cahier des charges annexé à la présente convention.
- L'examen des mesures d'amélioration possibles du service rendu en matière de création, modification ou suppression d'offre de transport ou de qualité de service, selon les modalités fixées à l'annexe I.
- Le respect par les entreprises de transport des règles de sécurité applicables aux systèmes qu'elles exploitent.
- Le cas échéant, l'adaptation des systèmes de validation télébillettiques aux évolutions des spécifications régionales.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Dans le cadre de ses relations avec Île-de-France Mobilités, l'AOP s'engage en outre à :

- Informer Île-de-France Mobilités de tout événement majeur concernant l'exécution du service susceptible d'avoir un impact sur la continuité du service et la sécurité des personnes,
- Etablir un rapport annuel à Île-de-France Mobilités sur l'exécution du présent contrat conformément à l'Article 10 et sur l'usage du service (rapport d'exercice des compétences déléguées),
- Définir et mettre en œuvre une politique et des actions de communication et promotion des services délégués qui soit cohérente avec la politique de communication d'Île-de-France Mobilités.

Article 5.3 - Désignation de l'exploitant et mise en service

5.3.1 : Cas général

Pour l'exploitation du service pour lequel elle a reçu délégation de compétence par la présente convention, l'AOP décide, conformément à l'article L.1221-3 du code des transports :

- soit d'exploiter le service en régie,
- soit de confier par la signature d'une convention à durée déterminée l'exploitation du service à une entreprise ou une association dans le respect des dispositions du code des transports, notamment les articles L.1241-5 à L.1241-7, et, le cas échéant, après une procédure de mise en concurrence.

Dans le second cas, il appartient à l'AOP de mettre en œuvre dans sa globalité, selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et sous sa responsabilité, la procédure de passation de la convention d'exploitation. Dans ce cadre, elle s'engage à rechercher le meilleur rapport qualité/coût.

La convention passée entre l'AOP et le transporteur doit être transmise à Île-de-France Mobilités pour information dans le mois suivant la notification au transporteur. Sa durée ne peut excéder le terme de la présente convention.

Afin qu'Île-de-France Mobilités puisse tenir à jour le plan régional des transports conformément à l'article 4 de la présente convention, l'AOP s'engage à transmettre à Île-de-France Mobilités :

- **En cas de régie :**
  - la délibération mettant en place ladite régie,
  - l'inscription au registre des transports de la régie.
- **En cas de convention avec un tiers :**
  - La délibération approuvant le choix de l'exploitant ainsi que les modalités d'exploitation du service et autorisant l'AOP à signer ladite convention,
  - La convention exécutoire signée entre l'AOP et l'exploitant ou, pour les marchés, l'ensemble des pièces constitutives dudit marché (acte d'engagement signé par l'AOP, règlement de consultation, CCAP, CCTP, offre signée par l'exploitant), ainsi que l'acte constatant son entrée en vigueur.
- **En cas de régie et de convention avec un tiers :**

  - Tous les autres actes que l'AOP estimera utile de devoir transmettre à Île-de-France Mobilités ou qu'Île-de-France Mobilités demandera expressément à l'AOP.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Titre II - TARIFICATION ET FINANCEMENT DU SERVICE

Article 6 - Tarification applicable

La tarification applicable au service visé à l'Article 5.1 est la tarification francilienne. Le service est accessible avec les produits tarifaires suivants :

- Les forfaits sur carte Navigo d'une durée égale ou supérieure à une semaine ;
- Les forfaits journaliers et touristiques ;
- Les tickets t+ et les tickets d'accès à bord.

Les recettes tarifaires, perçues avec le système de billetterie, représentent la contribution des voyageurs au financement du service décrit dans la présente convention.

Toute modification des règles tarifaires devra faire l'objet d'un avenant, sous réserve du respect des conditions techniques nécessaires à leur application.

L'AOP s'engage par ailleurs à ne pas appliquer de réductions, par rapport aux tarifs fixés, qui ne seraient pas mentionnées dans la présente convention.

La sécurité et l'interopérabilité du système télébillettique d'Ile-de-France, appelé « système Navigo », sont organisées dans une charte appelée « Charte du système télébillettique Navigo ». L'AOP adhère à la charte du système télébillettique Navigo, jointe en annexe 3 de la présente convention, et s'engage à la respecter.

L'AOP mandate Île-de-France Mobilités pour se faire représenter au sein des comités mentionnés dans la charte.

Elle s'engage en outre, à faire respecter ladite charte par toute personne, physique ou morale, qu'elle autorise à participer de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre du système Navigo, en intégrant des dispositions en ce sens dans les contrats qu'elle passe avec ces personnes.

Article 7 - Financement par l'AOP

Sous réserve des dispositions de l'Article 8, l'AOP supporte toutes les conséquences financières des décisions relevant des compétences déléguées : les contributions versées par l'AOP sont la contrepartie de la réalisation du service délégué, et notamment, des obligations de service public incombant à l'exploitant.

Article 8 - Participation d'Île-de-France Mobilités au financement du service

Île-de-France Mobilités participe au financement du service qui satisfait les critères définis dans la délibération n° 2007/0048 de son Conseil du 14 février 2007 et la délibération n°2011/0497 de son Conseil du 1er juin 2011 et la délibération n° 2017/123 de son Conseil du 22 mars 2017.
La participation d'Île-de-France Mobilités au financement du service de transport à la demande de la Communauté de Communes L'Orée de la Brie est fixée à 8 713 € en

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

année pleine (valeur année 2023), à compter de la date de prise d'effet de la présente convention.

La participation d'Île-de-France Mobilités sera actualisée chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet de la convention, c'est-à-dire au 1er janvier de l'année considérée, comme suit :

Valeur en année pleine pour l'année N

=

Valeur en année pleine pour l'année N-1 X Kn

Avec $Kn = 0{,}429 * Sn_2/Sn_3 + 0{,}088 * Cn_2/Cn_3 + 0{,}483 * IPSn_2/IPSn_3$

S : Salaires (indices trimestriels) - Transports et entreposage (www.insee.fr ; identifiant : 010562720, avec application du coefficient de raccordement 1,134)

C : indice mensuel Gazole (www.insee.fr ; identifiant : 001764283)

IPS : indice des prix à la consommation - services (www.insee.fr ; identifiant : 001764296).

Pour chaque indice I, In est la moyenne arithmétique de janvier N-1 à décembre N-1.

A l'issue de l'année d'exploitation du service délégué, les parties conviennent d'échanger sur la base des résultats du rapport d'exercice des compétences déléguées transmis par l'AOP à Île-de-France Mobilités et visé à l'article 10 de la présente convention. Selon ces résultats, la participation d'Île-de-France Mobilités pourra être réactualisée (à la hausse ou à la baisse) sur la base du trafic réel. La modification de la participation d'Île-de-France Mobilités se fera par échange de lettres recommandées avec accusé de réception.

Article 9 - Modalités de règlement de la participation d'Île-de-France Mobilités

La participation d'Île-de-France Mobilités au titre de l'Article 8 est facturée par l'AOP à la fin de chaque trimestre, c'est-à-dire à partir du 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année. La facture est présentée par l'AOP au plus tard 45 jours après la fin de chaque trimestre.

Les demandes de versement doivent être accompagnées de demandes de paiement et titres de recettes, avis des sommes à payer ou titres exécutoires qui indiquent clairement le trimestre concerné, et le montant sollicité au titre du service.

Le versement d'Île-de-France Mobilités ne prendra en compte que les services subventionnés ayant fait l'objet de l'envoi à Île-de-France Mobilités des actes justifiant leur mise en service selon les modalités de l'article 5.3.
S'agissant de l'exécution financière, et en dérogation avec l'article 2, la présente convention produit ses effets jusqu'au paiement du dernier titre de recette de l'AOP.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'émission du dernier titre de recette de l'AOP intervient, au plus tard, dans les trois mois à compter de la date de fin de la convention visée à l'article 2.

Domiciliation bancaire :

Les versements des subventions sont effectués par Île-de-France Mobilités au profit de l'AOP, par virement aux coordonnées suivantes :

- Titulaire du compte : Communauté de communes de l'Orée de la Brie
- Nom de la banque et localisation : Banque de France / Service de gestion comptable de Melun
- Code banque : 30001
- Code guichet : 00525
- Numéro de compte : D7710000000
- Clé RIB : 79
- IBAN : FR57 3000 1005 25D7 7100 0000 079

Titre III - INFORMATION ET CONTROLE

Article 10 - Suivi financier et rapport d'exercice des compétences déléguées

Le suivi financier a pour objet de contrôler l'évolution de la dépense de transport dans une approche globale du coût des services de transport collectif en Ile-de-France et dans l'éventualité d'un retour à Île-de-France Mobilités des compétences transférées au terme de la convention.

Afin qu''Île-de-France Mobilités puisse réaliser un bilan annuel des services délégués, l'AOP établit annuellement un rapport d'exercice des compétences déléguées qui est présenté avant le 1er avril de chaque année aux services d'Île-de-France Mobilités, conformément à l'article 3.2 de la présente convention. Seront annexés à ce document le ou les rapports d'activité élaborés par le ou les exploitants.

Article 11 - Contrôle

Île-de-France Mobilités se réserve le droit de prendre toute disposition qu'elle jugera nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente convention et exiger de l'AOP qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires pour que l'exploitant remédie aux éventuels manquements constatés lorsqu'ils relèvent de sa responsabilité.

L'AOP s'engage à prévoir dans sa convention avec l'exploitant des dispositions permettant les contrôles et audits.

Article 12 - Evaluation de la délégation de compétence

Une évaluation de la délégation de compétence sera, le cas échéant, effectuée à mi-parcours de la convention.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Titre IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 - Responsabilité

L'AOP exerce sa mission d'autorité organisatrice de proximité sous son entière responsabilité à l'exception des conséquences pouvant être générées par les décisions tarifaires ou les modifications du cahier des charges ayant des incidences financières sur les conventions d'exploitation passées par l'AOP.

Elle fait son affaire et supportera toutes les conséquences financières en cas de recours contentieux pouvant être engagés à l'occasion de l'exercice par elle des compétences qui lui sont confiées par Île-de-France Mobilités dans le cadre de la présente convention.

Elle informe Île-de-France Mobilités de toute action engagée à son encontre dans ce cadre.

Île-de-France Mobilités ne pourra, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mis en cause dans les litiges qui résulteraient de l'exercice par l'AOP des compétences qui lui sont déléguées.

Article 14 - Modification des services faisant l'objet de la délégation

Toute modification de la présente convention et de ses annexes, soit ayant pour objet le changement de personnalité morale de l'AOP ou l'évolution de la tarification applicable aux services délégués, soit ayant des incidences financières pour Île-de-France Mobilités autres que celles mentionnées à l'article 8, sont l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans tous les autres cas, dès lors qu'elles n'ont aucune incidence financière pour Île-de-France Mobilités, les modifications de la présente convention et de ses annexes se font par échange de lettres recommandées avec accusé de réception, notamment dans les cas suivants :

- changement de fréquence,
- implantation d'un ou plusieurs nouveau(x) point(s) d'arrêt,
- ajout d'un (ou plusieurs) service(s) délégué(s),
- modification de l'amplitude, des horaires,
- modification du périmètre de délégation, sauf dans le cas de la fusion d'EPCI, qui devra être prise en compte par voie d'avenant.

Toute modification listée ci-dessus doit être portée à la connaissance d'Île-de-France Mobilités dans un délai d'un mois minimum avant la date de mise en service souhaitée de(s) modification(s) et ne pourra être mise en place qu'après réception de la lettre recommandée d'Île-de-France Mobilités.

Île-de-France Mobilités se chargera de la mise à jour du plan régional des transports en découlant, conformément à l'article 4.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 15 - Résiliation

Article 15.1 - Résiliation pour faute

En cas de fautes graves ou de manquements répétés de l'une des parties à une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, l'autre partie peut décider, 15 jours après mise en demeure d'exécuter, par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, de résilier la présente convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts, dans le respect d'un préavis de 3 mois.

La défaillance de l'exploitant d'un des services de transport visés à l'Article 5.1 ne saurait être assimilée à une faute ou un manquement. En effet, en cas de défaillance, il appartiendra à l'AOP d'assurer la continuité du service.

Durant le préavis susvisé, les parties se rapprocheront afin de préparer les conditions de la continuité du service.

Article 15.2 - Résiliation amiable

Dans les autres cas, les parties peuvent décider, d'un commun accord et par échange de courriers, de procéder à la résiliation amiable de la présente convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts, dans le respect d'un préavis de 3 mois.

Durant ce préavis, les parties se rapprocheront afin de préparer les conditions de la continuité du service.

Article 16 – Fin de la Convention

6 mois avant l'échéance de la présente convention, les parties s'engagent à se contacter afin d'envisager ensemble les modalités de renouvellement éventuel de la délégation de compétence.

Article 17 - Litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention. Elles se réunissent dans un délai d'un mois à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à _____

Le _____

En double exemplaire,

Pour Île-de-France Mobilités

Le Directeur Général Adjoint

Pour l'AOP

Le Président / Le Maire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

ANNEXE I

CAHIER DES CHARGES APPLICABLE AU TRANSPORT A LA DEMANDE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE

1. ELEMENTS DE CONTEXTE

Le service de transport à la demande a été mis en place en 2007.

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie est le fruit du regroupement de trois communes situées au centre ouest de la Seine et Marne : Brie-Comte-Robert, Chevry Cossigny et Servon.

Au 1er janvier 2016, la commune de Varennes-Jarcy (91) a intégré la Communauté de communes.

La Communauté de communes s'étend sur les quatre communes susmentionnées, en centre de la zone naturelle d'équilibre situées entre les deux villes nouvelles de Sénart et Marne la Vallée.

Elle jouxte la Francilienne et est située à 20 kilomètres de Melun et à 30 kilomètres de Paris.

Le territoire connait une évolution dynamique due, notamment, à son offre en matière économique et d'équipements publics.

Un des objectifs prioritaires lors de la création de la Communauté portait sur la volonté de créer un nouveau sentiment d'appartenance qui ne peut exister que grâce à la mise en place d'un lien entre les personnes et les équipements.

Se prolonge ainsi la volonté des élus locaux de fédérer les individualités des différentes communes et de démocratiser l'action intercommunale en la rendant plus lisible pour les habitants.

Dans cet esprit, il est vite apparu nécessaire de créer un lien matériel entre les habitants, et celui-ci passe immanquablement par la mise à disposition d'une offre en transport à même de permettre aux habitants d'accéder aisément aux équipements administratifs, sociaux, économiques, etc.

C'est à cette volonté que répond le souhait de poursuivre le service de transport à la demande mis en place depuis 2007 sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Au plan local, la Communauté de communes représente un véritable pôle économique.

Les communes membres accueillent chacune des zones d'activités mais également des zones commerciales sur les communes de Brie-Comte-Robert et Servon.

En effet, la RD319, en traversée de Brie-Comte-Robert, a fait germer en pourtour une importante zone commerciale, artisanale et de services qui s'étend de Servon au centre de Brie-Comte-Robert, et dont l'intérêt porte bien au-delà des limites intercommunales.

A cet ensemble économique et commercial important qui offre des emplois et qui constitue des lieux de destination, s'ajoute un nombre important d'équipements publics intéressant l'ensemble de la population intercommunale.

En sus des équipements de service public traditionnels, la CC dispose de nombreux équipements à vocation :

- Scolaire : 2 collèges, 1 lycée, 1 lycée agricole
- Social : hôpital local, maisons de retraite ou foyers pour personnes âgées
- Sportive : 7 gymnases, 6 terrains de sports, 12 terrains de tennis, un centre aquatique, salles d'arts martiaux, salles de danse, ...
- Culturelle : salles de spectacle, centre culturel, médiathèques, cinéma

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

La CC dispose d'un potentiel touristique important et pourrait devenir un centre d'intérêt régional grâce au patrimoine historique de la commune de Brie-Comte-Robert qui poursuit une politique de restauration et de mise en valeur de son patrimoine.

Cette attractivité économique et touristique génère un important besoin de transports. Les lignes régulières existantes ne répondent pas entièrement à la demande des administrés.

- Existence et consistance des besoins de déplacements

Actuellement, l'offre en transports en commun est principalement dirigée vers les gares RER de Boissy-Saint-Léger, Combs-la-Ville et Ozoir-la-Ferrière, ainsi que vers Melun et Noisiel.

La Communauté de communes, et plus particulièrement Brie-Comte-Robert, constitue un nœud dans le maillage du territoire en transports en commun, concrétisé par la réalisation avec le soutien financier d'Ile-de-France Mobilités et de la Région d'une aire de correspondance de lignes de bus.

Cependant, ce maillage n'est pas organisé de manière à offrir à la population de l'ensemble de la Communauté une desserte locale rapide vers les équipements et zones d'attractivité du territoire communautaire. D'où la volonté de compléter l'offre.

La desserte ferrée de la Communauté

Bien qu'il existe des gares sur le territoire de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, vestiges de l'ancienne voie ferrée reliant Paris-Bastille à Verneuil l'Etang, la Communauté de communes n'est pas desservie par une voie ferrée.

La Communauté de communes est desservie indirectement par différentes gares RER sur plusieurs lignes :

- Boissy-Saint-Léger et Noisiel pour la ligne A
- Combs la Ville et Lieusaint – Moissy pour la ligne D
- Ozoir-la-Ferrière pour la ligne E

La desserte en autobus

Il existe des lignes d'autobus qui desservent la Communauté de communes de l'Orée de la Brie regroupées au sein de plusieurs DSP :

DSP 13 :

- Ligne 07 Combs-la-Ville – Brie-Comte-Robert
- Ligne 10 Noisiel – Brie-Comte-Robert
- Ligne 21 Boissy-saint Léger RER - Guignes – Verneuil l'Etang
- Ligne 23 Créteil - Brie Comte Robert
- Ligne 14 Ozoir RER – Brie-Comte-Robert
- Ligne 6 Chevry-Cossigny – Melun
- Ligne 16 Seine et Marne Express

DSP 11

- Express 2 Meaux-Melun

DSP 16

- Noctilien N137

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

DPS 20

- Ligne M Gare de Brunoy – Servon
- Ligne S Combs-la-Ville – Boussy Saint Antoine

DSP 21

- Ligne 12 Créteil - Servon

Ces lignes répondent globalement aux besoins de déplacement domicile/travail ou scolaire mais ne suffisent pas à répondre aux attentes des administrés sur le territoire et particulièrement aux heures creuses.

Les transports à objectifs locaux ou intercommunaux

La commune de Brie-Comte-Robert et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie ont créé une nouvelle offre de transports spécifique.

Ainsi la commune de Brie-Comte-Robert permet-elle à ses administrés d'avoir recours aux services d'un véhicule particulier (la « petite voiture jaune ») et d'un minibus (le « BrieBus »). Le premier service est géré par le CCAS de la ville et répond à des besoins en transport émis principalement par des personnes âgées pour se déplacer au sein de la commune.

Le Brie Bus, quant à lui, est un service de transport régulier et gratuit, interne à la commune, fonctionnant les mardis, vendredis et samedis pour le centre-ville notamment pour le marché.

2. CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DU TRANSPORT

2.1. Zone géographique desservie

La desserte portera exclusivement sur le territoire des quatre communes membres de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Le service est étendu à la commune de Férolles-Attilly mais uniquement pour la desserte du centre médical de Forcilles.

2.2. Ayants droit

Toute personne désirant effectuer un trajet à l'intérieur des limites géographiques de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Les publics visés sont principalement : les personnes âgées les personnes ne disposant pas de véhicule, les collégiens et lycéens en sortie d'établissement aux heures creuses.

2.3. Description des caractéristiques et de la nature du service

a) Pôle générateur de déplacement

Les principaux pôles desservis sont les zones commerciales (accès aux grandes surfaces de Brie-Comte-Robert et de Servon), le marché alimentaire de Brie-Comte-Robert (mardi, vendredi, dimanche), le lycée Blaise Pascal ainsi que le lycée agricole Bougainville de Brie-Comte-Robert, le centre aquatique et le centre médical de Forcilles.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

b) Points d'arrêts desservis.

L'ensemble des points d'arrêts des lignes régulières seront desservis. Certains points d'arrêts ont été créés dans les zones mal desservies de façon à ce que chaque habitant soit à une distance raisonnable d'un point d'arrêt.

Par ailleurs, 6 points d'arrêts ont été créés sur la commune de Varennes-Jarcy afin de permettre la desserte de cette commune.

L'identification des dessertes a été effectuée avec pour objectif de répondre aux besoins locaux.

Ainsi tous les équipements publics ou privés, porteur d'une demande à caractère intercommunal, sont appelés à être desservis. Les dessertes sont axées sur un meilleur accès aux équipements de leur commune respective par les habitants mais surtout sur la volonté de rapprocher les habitants des équipements communautaires ou à vocation communautaire, à savoir :

- Le centre équestre de Chevry-Cossigny
- Le centre médical de Forcilles
- Le centre commercial de la Haie Passart (grande surface alimentaire, d'habillement et de bricolage), Pasteur, les 4 Vents à Brie-Comte-Robert
- Desserte vers la nouvelle zone commerciale de Servon (ZAC du Noyer aux Perdrix) et de Truffaut
- Centre aquatique L'Oréade
- Collèges, lycées à certaines heures
- Le marché de Brie-Comte-Robert
- Le poste de Police Nationale
- La crèche intercommunale
- Le pôle d'échanges de bus à Brie-Comte-Robert.

Des arrêts sont créés à proximité immédiate de ces équipements.

Afin de renforcer l'accessibilité à ce mode de transport, des arrêts ont été créés, particulièrement dans les lotissements excentrés, là où aucun équipement n'est présent. Ceci afin de permettre à chaque habitant de n'être qu'à quelques centaines de mètres d'un arrêt.

c) Amplitude de service

Le service sera offert toute l'année, du lundi au vendredi (hors jours fériés), à raison de 7 heures par jour, aux heures creuses de fonctionnement des lignes régulières de 9h à 17h.

2.4 Matériel roulant

Le véhicule permettant d'assurer le service a été renouvelé en 2016 par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie (achat d'un véhicule neuf) et mis en gestion auprès du transporteur choisi après appel d'offres.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Descriptif technique du véhicule :

Caractéristiques Châssis :

Motorisation Euro 5 74kW (100ch) à 3500 tr/mn couple 285 Nm de 1250 à 2000 tr/mn
Puissance fiscale 8cv Catalyseur Filtre à particules
Boite de vitesses 6 rapports AV et 1 rapport AR Train AV Roues indépendantes avec barre anti devers Train AR Essieu rigide lames de
Ressorts barre anti devers Freins 2 disques AV 2 disques AR ABS AFU 2 rétroviseurs chauffants à réglage électrique Air bag conducteur
Siège conducteur réglable avec accoudoir 2 lève-vitres électrique Rangement format A4 sur console centrale Auto radio
Batterie 12 Volts- 110 ah PTAC 3,5T Réservoir 105 litres Coloris Blanc Glacier
Dim ext : Long= 6198 mm – Larg = 2070 mm - Haut= 2488 mm - Empat= 4332mm - Haut Sol-Plancher= 615 mm
Dim int : Long plancher= 3733mm - Larg max= 1750 mm - larg mini= mm - Haut int= 1814 mm

Aménagements :

Plancher alu M1 équipé de rails encastrés pour fixation des sièges repliables - Épaisseur du plancher : 60 mm

Revêtement du plancher en matière anti dérapante

2 emplacements pour UFR chaque place est équipée de 4 enrouleurs noyés dans le plancher

Chaque UFR dispose de sa ceinture de sécurité 3 pts conformes ISO 10542

Gestion électronique des tendeurs électriques de verrouillage des enrouleurs avec pupitre de commande au tableau de bord

Disposition des places = 1 Chauffeur + 1 Accompagnateur à l'Avant - 2 UFR

Disposition (modulable) des 9 places (avec option pack FIT) = 1 Chauffeur + 1 Accompagnateur à l'Avant - 6 sièges repliables à l'Arrière + 1 UFR

Marchepied électrique et automatique couplé à l'ouverture porte latérale - Inclus un témoin lumineux au tableau de bord.

Un système de télébilletique est installé dans le véhicule.

Réserves de véhicules

Dans le contrat liant la Communauté au transporteur, une clause prévoit que ce dernier dispose d'un véhicule de remplacement adéquat à même d'assurer le service en cas d'indisponibilité de véhicule.

2.5. Centrale de réservation

Le service ne desservant que quatre communes et n'étant assuré que par un seul véhicule, la réservation est simplifiée et se fait par une personne employée par le transporteur.

Cette même personne prend les réservations par téléphone, tient un registre des utilisateurs et établit le planning de déplacement.

La réservation par internet est en cours de déploiement.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

3. ECONOMIE GLOBALE DU SERVICE

3.1. Estimation du trafic

4 500 Voyages / an.

3.2. Niveau d'offre

Le service de TAD de l'Orée de la Brie permet à toute personne demandeuse de se rendre d'un point d'arrêt à un autre, sans limitation due à un circuit ou à des horaires.

Il fonctionne du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

3.3. Tarification

- Le service de TAD de l'Orée de la Brie est accessible aux usagers selon les mêmes modalités que les transports franciliens. Il est ainsi librement accessible aux détenteurs d'un titre de transport en cours de validité (Navigo, Imagine'R,...), aux personnes ayant acquis un ticket T+ dans le réseau de distribution classique.
- Le titre de transport sera validé et comptabilisé par un système de télébilletique.
- L'exploitant est autorisé à vendre des tickets unitaires à l'intérieur du véhicule selon la tarification francilienne en vigueur. Ces ventes constituent des recettes directes déduites de la facturation du prestataire.

4. QUALITE DE SERVICE

4.1. Délais de réservation

Le délai de réservation maximum est la veille au matin précédant le transport. Ce délai pourra être raccourci en concertation avec le transporteur.

4.2. Information voyageurs

Le service fonctionne du lundi au vendredi de 9h à 17h.

Il n'y a pas de plan de lignes mais un nuage d'arrêts desservis visant à amener les usagers vers les points situés à proximité des équipements d'intérêt communautaire.

Un dépliant expliquant le fonctionnement du service et des arrêts a été édité ; il est, en outre, mis à disposition des lieux publics.

Chaque point d'arrêt dispose de poteaux avec le logo du service et les informations essentielles (numéro de téléphone, horaires de service,...).
Les points d'arrêts des lignes régulières ont, dès lors, une signalétique supplémentaire.

Les arrêts, les modalités de fonctionnement ainsi que les tarifs sont, en outre, affichés à l'intérieur du véhicule.

Le service bénéficiant d'une participation du Conseil Départemental de Seine et Marne, et dans le cadre de la politique des transports de celui-ci, la charte graphique unique pour tous les services du TAD du département a été reprise par l'Orée de la Brie.

Le véhicule a, de fait, été habillé en conséquence.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Cet habillage comprend, par ailleurs, une signalétique symbolisant la participation de la région Ile-de-France et d'Île-de-France Mobilités.

Le numéro de téléphone de réservation est repris sur le véhicule.

4.3. Continuité du service et exigences de qualité

A chaque manquement avéré et non justifié au contrat (retards, horaires, entretien du véhicule, transmission des statistiques,...) la Communauté de communes peut appliquer une pénalité de retard qui sera déduite de la facture mensuelle du transporteur.

Contractuellement, le transporteur doit veiller à disposer d'un véhicule de remplacement afin d'assurer la continuité du service. Le véhicule doit être adapté au service.

Le transporteur devra justifier à l'AOP les raisons de l'indisponibilité du véhicule.

Le transporteur a l'obligation d'informer personnellement chaque utilisateur en cas d'annulation du service.

En cas de répétition de l'impossibilité d'effectuer le service, l'AOP pourra avoir recours à un autre prestataire aux frais du titulaire du contrat.

5. MODALITES D'EXPLOITATION

Afin de choisir l'exploitant de ce service de transport à la demande, la Communauté engage une procédure de mise en concurrence, dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics.

Le paiement de l'exploitant s'effectue mensuellement sur facture, par mandat administratif à 30 jours, reprenant les frais fixes annualisés et les frais kilométriques.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

ANNEXE II

Bilan TAD > Fiche TAD

Consignes à suivre pour compléter le tableau ci-dessous:
Les valeurs numériques doivent être exprimées en chiffre entier. Exemple pour exprimer une somme en euros: 1 500et non pas 1,5K€.

	ANNEE N (convention)				ANNEE N+1			
Identité du TAD	Service 1	Service 2	Service 3	Service 4	Service 1	Service 2	Service 3	Service 4
Nom de l'AOP								
Département desservi								
Dénomination commerciale du service								
Coût d'exploitation du service								
coût d'exploitation du service exprimé en € et comprenant l'intégralité des charges d'exploitation								
Kilométrage (Km parcourus par les VSL)								
Nombre de courses annuelles contractuelles								
Nombre de courses réalisées								
KCC contractuels								
KCC réalisés								
Nombre de véhicules du réseau								
Justifier tout changement de la production kilométrique par rapport à l'année précédente								
Trafic du service								
Trafic annuel prévisionnel lors de l'établissement de la convention								
Trafic annuel réalisé								
Ratio productivité								
voyageurs/KCC (réalisé)								
voyageurs/course (réalisé)								
coût annuel d'exploitation / voyageur (réalisé)								
coût annuel d'exploitation / KCC (réalisé)								
commentaires éventuels								

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

ANNEXE III -

TRANSPORTS PUBLICS D'ÎLE-DE-FRANCE

***

Charte du système télé-billettique Navigo

/-/-/

PREAMBULE

Par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 8 juillet 1999, Île-de-France Mobilités, Autorité organisatrice des transports publics d'Île-de-France, a engagé la généralisation de la télébillettique sur le réseau de transport relevant de sa compétence.

Le système télébillettique d'Île de France inhérent est appelé système Navigo.

En tant qu'Autorité Organisatrice des Transports, Île-de-France Mobilités est garante de la sécurité et de l'interopérabilité de ce système tant vis à vis des éléments internes au système Navigo, que vis à vis d'éléments externes (gestion d'interfaces avec d'autres systèmes billettiques non franciliens ou avec des services autres que le transport collectif). Pour cela, en étroite collaboration avec les exploitants des réseaux de transports collectifs franciliens et Adhérents à la présente Charte, Île-de-France Mobilités établit les règles communautaires fonctionnelles, techniques et de sécurité pour assurer le bon fonctionnement du système Navigo dont la mise en œuvre relève de la responsabilité des exploitants.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CHAPITRE I – OBJET DE LA CHARTE

Article 1 – Périmètre et caractéristiques du système Navigo [1]

Le système Navigo est le système d'information en charge de la gestion des produits tarifaires télébillettiques de transports publics franciliens.
Comme tout système d'information, il correspond à un ensemble organisé de ressources (personnel, données, procédures, matériel, logiciel...) permettant d'acquérir, de stocker, de structurer, de superviser, de sécuriser, de transporter, de diffuser et de communiquer les informations billettiques, sous forme de textes ou de données codées, auprès des Adhérents à la présente Charte et des usagers des transports publics franciliens.

Le système Navigo se compose des éléments suivants :

- Les produits Navigo (matériels et logiciels) utilisés par les usagers :
  - tout "support Navigo", correspondant aux différents composants électroniques ou logiciels contenant les droits et titres de transport des usagers (exemple : Passe Navigo) ;
  - tout équipement ayant pour fonction de lire, valider, vendre, contrôler, opérer une action de SAV sur un support Navigo ;
  - tout module de sécurité correspondant aux différents composants électroniques contenant les secrets Navigo, c'est-à-dire les clés de chiffrement de l'application télébillettique francilienne.

- Les différents systèmes informatiques et de télécommunications (matériels et logiciels) mis en œuvre et utilisés par les Adhérents et traitant des données Navigo (données usagers, données supports, données de validation, données de vente, données de contrôle, données de SAV, données de supervision...).

- Les référentiels d'interopérabilité de Navigo contenant les règles techniques et fonctionnelles communes de Navigo destinés à assurer l'interopérabilité :
  - le RCTIF ;
  - le RTTIF.

- Les moyens en personnels et les procédures pour :
  - les processus d'achat des différents produits Navigo (cartes et SAM) et des éléments des systèmes d'information et de télécommunication dédiés à Navigo ;
  - la mise en œuvre du système Navigo (spécifications, développements, recette) ;
  - l'exploitation et la maintenance des différents équipements et systèmes informatiques et de télécommunications Navigo ;
  - la gestion des opérations inhérentes au cycle de vie des supports et modules de sécurité Navigo (fabrication, personnalisation, transfert, stockage, distribution, utilisation, destruction) ;
  - le traitement des données à caractère personnel ;
  - la lutte contre la fraude (contrôle, mise en opposition...) ;
  - le traitement des évolutions du système Navigo.

Article 2 - Objet

Afin d'organiser la sécurité et l'interopérabilité du système Navigo, la présente Charte fixe les modalités :

- de pilotage et de coordination du système Navigo (Chapitre II) ;
- de définition et d'application des règles d'élaboration et de mise en œuvre du système Navigo (Chapitre III) ;
- de contrôle du système (Chapitre IV) ;
- de traitement des incidents pouvant avoir une portée communautaire (Chapitre V).

[1] Navigo est une marque d'Île-de-France Mobilités

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 3 - Définitions

« Adhérent » : Toute personne morale ayant, au travers d'un contrat avec Île-de-France Mobilités, à mettre en œuvre et exploiter tout ou partie du système Navigo pour la réalisation de ses activités.

« Charte » : désigne la présente Charte du système télébillettique Navigo.

« Titre de transport » : Un titre de transport est la combinaison d'un droit à utiliser les transports collectifs sur un périmètre géographique et temporel donné, d'un profil et d'un tarif.

« Produit tarifaire » : Un produit tarifaire est la matérialisation d'un titre de transport sur un support papier, magnétique ou télébillettique. Le nom du produit tarifaire est l'association du nom du titre et du nom du support.
« RCTIF » : Le Référentiel Commun Télébillettique Île-de-France définit les contraintes techniques des produits Navigo en termes de communication entre l'équipement et le support. Il est constitué de l'ensemble des spécifications techniques, permettant d'assurer l'interopérabilité face aux clients, complétées par la description des tests de conformités et des exigences contractuelles et procédurales. Le RCTIF s'appuie sur les normes et standards en vigueur.

« RTTIF » : Le Référentiel Traitement Titres d'Île-de-France définit :
- le codage des données sur les supports ;
- les règles de traitement de ces données lors des opérations de validation, de vente, de contrôle, de SAV ;
- les formats des listes d'échanges de données entre les différents systèmes d'information :
  - liste noire, correspondant à la liste des supports et titres à invalider suite au constat d'une fraude ou de perte et vol ;
  - liste d'invalidation, correspondant à la liste des supports et titres invalidés par les équipements de validation par mise en application de la liste noire ;
  - liste verte, correspondant à la liste des droits et profils à charger sur les supports lors de leur présentation sur un appareil de vente ;
  - liste de rechargement, correspondant à la liste des droits et profils chargés sur les supports par la mise en application de la liste verte par les appareils de vente ;
  - liste des ventes, correspondant à la liste des droits et profils chargés, supprimés ou annulés sur les supports par les appareils de vente ;
  - liste blanche, correspondant à la liste des titres chargés sur les supports en circulation.

Le RTTIF s'appuie sur les normes et standards en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CHAPITRE II – MODALITES DE PILOTAGE ET DE COORDINATION DU SYSTEME NAVIGO

Article 4- Le comité de sécurité Navigo et le comité d'interopérabilité Navigo

Le comité de sécurité Navigo et le comité d'interopérabilité Navigo sont deux comités indépendants.

Le comité de sécurité Navigo est l'organe de pilotage et de coordination de la sécurité du système Navigo.
Le comité d'interopérabilité Navigo est l'organe de pilotage et de coordination de l'interopérabilité du système Navigo.

4.1 – Constitution des comités

4.1.1 Composition

Les membres des comités sont :
- *Île-de-France Mobilités,*
- *la RATP,*
- *la SNCF,*
- *l'association OPTILE mandatée par ses membres*

4.1.2 Représentation des membres dans les comités

Tout Adhérent à la Charte est membre des comités visés dans la présenté Charte.

Île-de-France Mobilités, la RATP, la SNCF et l'association OPTILE désignent respectivement leurs représentants pour siéger dans chaque comité. Un seul et même représentant peut être désigné pour siéger aux deux comités. En cas de vacance, un nouveau représentant est désigné dans les meilleurs délais.

4.2 – Missions du comité de Sécurité

Le comité de sécurité a pour mission :
- d'évaluer les risques, et les besoins de sécurité du système Navigo ;
- de définir les règles minimales de sécurité du système Navigo ;
- d'évaluer et d'améliorer ces règles ;
- de gérer les incidents à portée communautaire.

4.3 – Missions du comité d'interopérabilité

Le comité d'interopérabilité a pour mission :
- d'élaborer le RCTIF ;
- d'élaborer le RTTIF ;
- d'émettre des propositions et de donner son avis sur le respect de l'interopérabilité par les Adhérents à la présente Charte ;
- de gérer les incidents à portée communautaire.

Le comité d'interopérabilité s'articule autour de deux commissions qui lui sont rattachées : commission RCTIF et commission RTTIF.

4.4 – Organisation des comités

Île-de-France Mobilités préside le comité de sécurité Navigo et le comité d'interopérabilité Navigo.

Chaque représentant des membres bénéficie d'une voix délibérative.

Les décisions sont prises à l'unanimité. En cas de désaccord, Île-de-France Mobilités décide en dernier ressort après justification sur la base des exigences de la politique tarifaire des transports collectifs franciliens qu'il décide et des impératifs de sécurité du système Navigo.

Dans le cas où les décisions prises conduisent à des engagements nouveaux par rapport aux engagements pris par les Adhérents dans les contrats, conclus avec Île-de-France Mobilités, régissant

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

les modalités relatives à l'exploitation des services de transport. Les conséquences financières de ces nouveaux engagements font l'objet d'un avenant aux contrats précités.

Les comités se réunissent au moins une fois par semestre. Ils se réunissent, en outre, sur convocation d'Île-de-France Mobilités, éventuellement à la demande d'un des membres, et en cas de crise.
Sur demande de l'un des membres et avec l'accord d'Île-de-France Mobilités, des experts peuvent participer aux réunions des comités.
Pour le bon fonctionnement des comités, chaque membre collabore activement :

- en communiquant à toutes les parties toutes les informations, documents, renseignements et éléments existants qui pourraient être utiles à l'accomplissement de sa mission d'analyse ;
- en contrôlant de manière régulière la mise en œuvre des exigences minimales de sécurité, du RCTIF et du RTTIF par lui–même et par les personnes qu'il a autorisées à participer de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre du système Navigo ;
- en participant à chaque réunion des comités.

Chaque membre a la responsabilité du personnel et des moyens matériels qu'il met à disposition des comités.

Article 5 - Responsabilité des Adhérents à la Charte Navigo

Les Adhérents :

- intègrent des dispositions relatives au respect des engagements et exigences de la présente Charte dans les contrats qu'ils passent avec toute personne, physique ou morale, pour l'autoriser de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre d'un élément du système Navigo ;
- communiquent à Île-de-France Mobilités le nom d'un interlocuteur unique pour les questions de sécurité d'une part et de l'interopérabilité d'autre part ;
- communiquent à chaque personne morale à qui ils confient, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du système Navigo, toutes les informations, tous les documents, renseignements et éléments existants qu'elles ont à connaître pour respecter les exigences de la présente Charte ;
- participent directement ou par l'intermédiaire de leur mandataire à la rédaction des documents techniques et fonctionnelles dont ils ont la responsabilité au sein des comités après décision desdits comités ;
- sont responsables des incidents à portée communautaire détectés dans leurs propres applications du système Navigo ou dans les applications du système Navigo par les personnes qu'ils ont autorisées à participer de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre du système Navigo. Dans ce cadre, Île-de-France Mobilités est subrogée dans les droits des Adhérents pour l'ensemble des préjudices que peuvent entrainer pour les autres Adhérents les incidents à portée communautaire précités. Lorsqu'Île-de-France Mobilités perçoit une indemnisation, Île-de-France Mobilités et les Adhérents ayant subi un préjudice concluent dans les meilleurs délais un accord sur la rétrocession à ces Adhérents, à proportion de leur préjudice, des sommes ainsi perçues par Île-de-France Mobilités.
- avertissent Île-de-France Mobilités de tous incidents à portée communautaire mentionnés au point ci-dessus ;
- avertissent Île-de-France Mobilités de tout projet d'évolution ayant un impact communautaire d'un élément du système Navigo, et de la date souhaitée de sa mise en œuvre ;
- facilitent le contrôle des Organismes de contrôle.

Article 6 - Rôle particulier d'Île-de-France Mobilités

Île-de-France Mobilités :

- préside les comités et décide en dernier ressort ;
- arrête la liste des membres des comités ;
- assure le secrétariat des comités (rédaction et envoi des convocations et des ordres du jour, réservations des salles de réunion, rédaction et envoi des comptes-rendus de réunion...) ;
- détient les noms des Adhérents à la présente Charte, et le contrat contenant leur engagement d'adhérer à la Charte ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

- détient les versions officielles successives de l'ensemble de la documentation communautaire de gestion de la sécurité et de l'interopérabilité du système billettique Navigo et assure leur diffusion aux membres dans le respect des règles de confidentialité établies ;
- rédige les documents communautaires qui sont sous sa responsabilité et approuve l'ensemble des documents communautaires ;
- contrôle ou fait contrôler le respect des règles minimales de sécurité, la bonne application du RCTIF et du RTTIF par les Adhérents (plan de contrôles programmés, contrôles spécifiques en cas d'incidents à portée communautaire) ;
- si nécessaire, se fait assister d'experts ;
- déclenche le « Plan d'Urgence » en cas d'incident à portée communautaire (article 13).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CHAPITRE III – MODALITES DE DEFINITION ET D'APPLICATION DES REGLES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME NAVIGO

Article 7 – Définition des règles de Sécurité du système Navigo

Les règles de sécurité sont définies dans un Cahier des « Exigences minimales de sécurité du système Navigo ».

7.1 – Cahier des « Exigences minimales de sécurité »

Le Cahier des « Exigences minimales de sécurité » définit les « outils » permettant de limiter les risques en assurant la maîtrise des entités, des processus et des acteurs, des objets sensibles, du fonctionnement communautaire.
Il décrit notamment :

- les fonctions de gestion de la sécurité du système billettique ;
- la gestion des secrets (documentation sensible et clefs cryptographiques) ;
- la gestion du cycle de vie des supports ;
- la gestion des équipements sensibles (notamment ceux de vente) ;
- les responsabilités des différents Adhérents en fonction de leur périmètre d'activité (validation, vente, gestion des secrets...).

Le Cahier des « Exigences minimales de sécurité » du système Navigo est défini et validé par le Comité de sécurité Navigo. Il constitue le document de référence en matière de sécurité.

Une première version du Cahier des « Exigences minimales de sécurité » a été élaborée par Île-de-France Mobilités en collaboration étroite avec RATP, SNCF et OPTILE en 2002. Elle a permis de mettre en œuvre le système Navigo sur la base d'outils et de procédures assurant la bonne gestion de sa sécurité.

Ce Cahier des « Exigences minimales de sécurité » sera amené à évoluer pour s'adapter aux nouveaux besoins ou aux nouvelles contraintes du système Navigo. Toute évolution est réalisée sous l'égide du Comité de Sécurité Navigo qui peut décider de créer un groupe de travail spécifique composé par les membres du comité de sécurité et dont l'objet vise à préparer le cadre de ces évolutions.

Ce document est diffusé par Île-de-France Mobilités aux membres du comité de sécurité, et transmis, au moins pour partie, par ceux-ci, sous leur responsabilité, aux personnes ayant à en connaître et qu'ils ont chacun autorisées à participer à la mise en œuvre du système télébillettique Navigo.

Il en va de même de chaque nouvelle évolution ultérieure.

7.2 – Application des règles de sécurité du système Navigo

Tout Adhérent respecte le Cahier des « Exigences minimales de sécurité » au travers des « Spécifications opérationnelles du système Navigo » qu'il définit sous sa propre responsabilité.

Les « Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo » constituent une description des règles et des procédures internes de mise en œuvre du Cahier des « Exigences minimales de sécurité » par chaque Adhérent à la présente Charte. Elles sont établies en tenant compte du périmètre d'activité de l'Adhérent.

Toute évolution des «Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo » relève de la responsabilité de chaque Adhérent.
Chaque Adhérent remet à Île-de-France Mobilités, à titre confidentiel, ses propres « Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo », et celles des personnes qu'il a autorisées à participer de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre du Système Navigo. Certains documents, en raison du niveau élevé de confidentialité ne peuvent être remis à Île-de-France Mobilités, ils seront consultables lors des contrôles prévus dans la présent Charte. Toutefois chaque Adhérent indiquera dans ses « Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo » la liste de l'ensemble des documents non remis.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Il en va de même de chaque nouvelle version.

7.3 - Délai d'entrée en vigueur des décisions

Les décisions prises par le Comité de Sécurité en matière d'évolution du Cahier des « Exigences minimales de sécurité » sont applicables dans un délai fixé par le Comité de Sécurité à partir des plannings de déploiement proposés par les membres du Comité incluant la rédaction des évolutions des « Spécifications opérationnelles de Sécurité du système Navigo ».

Pendant le délai précité accordé aux Adhérents, les « Spécifications opérationnelles de Sécurité du système Navigo » antérieures restent en vigueur.

Article 8 – Définition des règles d'interopérabilité du système Navigo

Le système Navigo est un système interopérable, ouvert et évolutif.

8.1 - Périmètre de l'interopérabilité Navigo

L'interopérabilité Navigo s'articule autour :

- Du Référentiel Commun Télébillettique Île-de-France (le RCTIF) :
  Ce référentiel est constitué par les spécifications techniques d'interopérabilité des équipements Navigo et des supports. Elles ne portent que sur les spécifications techniques du dialogue équipement – support. Elles se limitent aux exigences techniques d'échanges sécurisés de données entre le support sans contact et l'équipement de lecture. Elles ne concernent donc pas le fonctionnement intrinsèque de l'équipement.

- Du Référentiel Traitement Titres d'Île-de-France (le RTTIF) :
  Le RTTIF décrit les règles communes de traitements des données Navigo et notamment :
  - le codage des contrats, des profils sur les supports ;
  - le traitement des supports lors des opérations de validation et de vente ;
  - le format des listes de données échangées entre les différents systèmes ;
  - les spécifications techniques des supports répondant aux exigences fonctionnelles définies par Île-de-France Mobilités.

8.2 - Produits télébillettiques concernés par le RCTIF

Les produits Navigo sont dans leur ensemble concernés par le RCTIF.

La conformité au RCTIF des produits, proposés par les industriels aux Adhérents, est contrôlée par des Organismes de contrôle indépendants avant leur mise en service, dans les conditions définies aux articles 11 et 12 et selon les principes suivants :

- en cas de contrat de mise au point d'un produit avant fabrication pour le compte d'un Adhérent, le contrôle de conformité au RCTIF s'effectue dès la mise au point du produit et avant sa fabrication en série voire, au plus tard, avant sa première mise en service ;
- en cas d'achat de produits existants (mis préalablement sur le marché), toute commande d'un Adhérent ne concerne que des produits conformes RCTIF.

Le choix des produits ou leur mise en service est du seul ressort de l'Adhérent. De plus, chaque Adhérent peut définir des fonctionnalités supplémentaires spécifiques, ou accepter des fonctionnalités supplémentaires proposées par les fournisseurs, sous réserve que ne soient altérées ni les fonctionnalités d'interopérabilité du RCTIF ni la sécurité du système télébillettique.

Île-de-France Mobilités tient à disposition des membres des comités mentionnés à l'article 4 de la présente Charte la liste des produits agréés RCTIF que lui a communiqué le (ou les) Organismes de contrôle et les informe de tout nouvel agrément.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

8.3 – Elaboration du RCTIF

Les spécifications techniques d'interopérabilité du RCTIF sont rédigées par le Comité d'Interopérabilité et plus particulièrement la Commission RCTIF.

Les autres parties du RCTIF sont élaborées par Île-de-France Mobilités, en collaboration avec le Comité d'Interopérabilité.

8.4 - Evolution du RCTIF

Toute évolution du RCTIF liée aux spécifications techniques d'interopérabilité est proposée par la commission RCTIF au Comité d'Interopérabilité qui décide des modifications et des évolutions, en tenant compte des versions antérieures en vigueur et des incidences de ces modifications, notamment :

- les exigences du RCTIF auxquelles les fournisseurs de produit(s) contrôlé(s) conforme(s) ou en cours d'instruction de conformité ont adhéré ;
- le respect de la législation et la réglementation en vigueur.

Les évolutions ne concernant pas les spécifications techniques d'interopérabilité sont élaborées par Île-de-France Mobilités, en collaboration avec le Comité d'Interopérabilité.
L'entrée en vigueur de toute évolution du RCTIF est définie par le Comité d'Interopérabilité.

8.5 – Elaboration du RTTIF

Les différents documents constituant le RTTIF sont validés par le Comité d'Interopérabilité et plus particulièrement la Commission RTTIF.

8.6 - Evolution du RTTIF

Toute évolution du RTTIF est proposée par la commission RTTIF au Comité d'Interopérabilité qui décidera des modifications et des évolutions, en tenant compte des versions antérieures en vigueur et des incidences de ces modifications.

L'entrée en vigueur de toute évolution du RTTIF est définie par le Comité d'Interopérabilité.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

8.7 - Validation et suppression des versions du RCTIF/RTTIF

Sans préjudice des stipulations des articles 8.1 à 8.7, toute nouvelle version du RCTIF et/ou du RTTIF est validée selon le processus suivant :

1ère étape : la commission RCTIF/RTTIF rédige la nouvelle version pour tout ou partie selon l'évolution envisagée ;

2ème étape : le Comité d'Interopérabilité étudie et valide le document, en établissant une liste des implications techniques ;

3ème étape : chaque Adhérent transmet sous sa responsabilité le document pour avis, à toute personne qu'il a autorisée à participer de quelque manière que ce soit à la mise en œuvre du système Navigo et fait retour au comité ;

4ème étape : le Comité d'Interopérabilité analyse les commentaires communiqués par ses membres, amendent au besoin le document objet des travaux et valide ce dernier document ;

5ème étape : Île-de-France Mobilités diffuse le document validé.

Article 9 – Application des règles d'interopérabilité du système Navigo

La mise en œuvre des stipulations de la présente Charte, du RCTIF, du RTTIF nécessite la mise en œuvre d'actions spécifiques par les Adhérents et notamment :

- en intégrant dans leurs marchés les obligations découlant de la présente Charte et les exigences techniques du RCTIF et du RTTIF ;
- en installant et ne mettant en service que des unités de produits conformes au RCTIF ;
- en vérifiant la bonne prise en compte des exigences techniques du RTTIF par les systèmes mis en œuvre par la validation des spécifications et par la prononciation de la recette de chaque système.
  Au travers de cette procédure, les Adhérents sont responsables du respect des règles d'interopérabilité du RTTIF par leurs fournisseurs.
- en exploitant chaque unité de produit dans le respect de la conformité au RCTIF et au RTTIF : à savoir, maintenir conforme le produit dans le respect des exigences d'interopérabilité.

Et plus particulièrement pour le RCTIF :

- en respectant les règles du RCTIF en matière de consultation de fournisseurs telles qu'elles figurent en annexe : toute autre spécification particulière à un ou plusieurs Adhérent(s) n'entre pas dans le cadre du RCTIF et entre uniquement dans le processus d'achat spécifique à chaque Adhérent ;
- en demandant à leurs fournisseurs :
  - soit, en cas de mise au point préalable de prototype, de faire contrôler la conformité des produits de télébillettique dès leur mise au point et de fournir le certificat de conformité au RCTIF ;
  - soit, en cas d'achat de produits finis de fournir, préalablement à la mise en service, un certificat de conformité au RCTIF en vigueur ;
  - de respecter l'ensemble des contrôles qui permettent de constater l'état de conformité au RCTIF ;

- en respectant les décisions de contrôle de conformité au RCTIF selon les conditions suivantes :
  - la décision afférente au contrôle de conformité d'un produit est opposable à chaque Adhérent ayant mis en service ledit produit. Chaque Adhérent est responsable devant Île-de-France Mobilités du bon traitement des évolutions assurant la conformité au RCTIF du produit qu'il a mis en service et ce même si un autre Adhérent utilise ce même produit ;
  - la décision de conformité d'un produit doit être obtenue par l'Adhérent avant toute mise en service dudit produit ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

- en respectant toute décision de retrait de la conformité d'un produit dès qu'ils en ont été avertis, à savoir :
  - en n'achetant plus, dans le futur, des unités du produit, objet du retrait, pour l'utilisation télébillettique en Île-de-France,
  - en vérifiant si les unités du produit qu'ils ont acquises antérieurement à la décision de retrait de conformité, sont bien conformes,
  - en n'utilisant plus les unités du produit qui se seraient avérées non conformes, suite aux vérifications effectuées après le retrait ;

- en permettant l'accès le plus large à tout élément technique ou document lors de la visite de l'Organisme de contrôle mandaté par Île-de-France Mobilités en cas de procédure de contrôle.

CHAPITRE IV – MODALITES DE CONTROLE DU SYSTEME

Article 10 - La responsabilité du contrôle

Île-de-France Mobilités est responsable du contrôle du respect des spécifications de sécurité et du RCTIF. Elle réalise ou fait réaliser pour son compte des expertises sur les produits ou les moyens de mise en œuvre du système Navigo. Ces expertises sont réalisées par plusieurs organismes de contrôle :

- d'une part pour le contrôle des éléments relatifs à la sécurité Navigo ;
- d'autre part pour le contrôle des éléments relatifs à l'Interopérabilité Navigo au titre du RCTIF.

Article 11 - Organismes de contrôle

Un organisme de contrôle est un tiers indépendant des Adhérents à la présente Charte, ou de leurs concurrents potentiels, et de tout fournisseur de produit ou de système billettique, chargé :

- d'effectuer des contrôles chez les Adhérents ou chez toute personne morale à qui un Adhérent a confié, de quelque manière que ce soit, la fourniture de tout ou partie du système Navigo à la demande d'Île-de-France Mobilités, tant pour des problématiques de sécurité que d'interopérabilité ;
- au regard du RCTIF :
  - de contrôler la conformité des produits qui lui sont transmis ;
  - d'instruire les demandes dans un délai maximum de 3 mois ;
  - de déclarer, en cas de contrôle positif, le produit conforme.

Les Organismes de contrôle sont désignés par Île-de-France Mobilités après respect des règles de mise en concurrence qui s'imposent à elle.

Pour le contrôle du respect du RCTIF, Île-de-France Mobilités s'engage à ne retenir que des Organismes de contrôle certifiés selon la norme EN 45011, définissant les exigences générales relatives aux organismes procédant à la certification de produits.

Île-de-France Mobilités communique, pour avis simple, aux comités mentionnés à l'article 4 de la présente Charte, la liste des Organismes de contrôle désignés.

Article 12 – Portée des contrôles

Les contrôles portent sur le respect par les Adhérents à la présente Charte :

- des exigences minimales de sécurité au travers de la mise en œuvre des spécifications opérationnelles rédigées par chacun ;
- du RCTIF ;
- des décisions de retrait de la conformité RCTIF d'un produit dès qu'ils en ont été avertis.

Pour le contrôle portant sur le respect des exigences minimales de sécurité, chaque début d'année civile, Île-de-France Mobilités établit un plan des contrôles à réaliser chez les Adhérents.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Les contrôles portant sur le respect des dispositions du RCTIF et des décisions de retrait de conformité au RCTIF peuvent être effectués à titre occasionnel, sur demande d'Île-de-France Mobilités, à ses frais, ou de tout Adhérent pour les produits dont cet Adhérent a la responsabilité, à ses frais.

Si l'un des contrôles visés par le présent article fait apparaitre un manquement aux dispositions de la présente Charte, l'ensemble des coûts inhérents à une éventuelle adaptation nécessaire du système de l' Adhérent contrôlé relèvent de la responsabilité de cet Adhérent et ne peuvent donner lieu à aucun financement supplémentaire accordé par Île-de-France Mobilités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CHAPITRE V – MODALITES DE TRAITEMENT DES INCIDENTS A PORTEE COMMUNAUTAIRE

Article 13 - Le « Plan d'Urgence »

En cas d'incident à portée communautaire, désigné ci-après « Incident », Île-de-France Mobilités déclenche un « Plan d'Urgence », et en fonction de l'Incident soit le Comité de Sécurité soit le Comité d'interopérabilité se transforme en Cellule de Crise et s'adjoint toutes les compétences requises pour régler le problème, notamment en convoquant le (ou les) Adhérent(s) concerné(s).

Article 14 – Contrôles spécifiques en cas d'incident à portée communautaire

Indépendamment de la solution qui aura pu être trouvée en Cellule de Crise, Île-de-France Mobilités peut déclencher un contrôle chez l'Adhérent et chez toute personne morale à qui elle a confié, de quelle que manière que soit, la fourniture de tout ou partie du système Navigo et pour laquelle cet Adhérent est responsable dans les conditions arrêtées à l'article 5 de la Charte. Ce contrôle s'effectue, en une ou plusieurs visite(s) de l'Organisme de contrôle mandatée par Île-de-France Mobilités, avec préavis de 48 heures minimum et obligation de l'Adhérent de nommer un interlocuteur pour permettre à l'Organisme de contrôle d'être accueilli et d'assurer sa mission.

L'Organisme de contrôle devra rendre compte de l'Incident auprès d'Île-de-France Mobilités, de l'Adhérent contrôlé et de la Cellule de Crise, en rapportant :

- les causes et conséquences de l'Incident ;
- le niveau de gravité de l'Incident :
  - mineur. Un Incident est mineur lorsqu'il entraîne un dysfonctionnement technique ou sécuritaire du système (ou d'un de ses composants) sans nuire à son exploitation.
    Un grand nombre d'Incidents mineurs peut être considéré comme un Incident majeur ;
  - majeur. Un Incident est majeur lorsqu'il entraîne un dysfonctionnement technique ou sécuritaire du système (ou d'un de ses composants) en nuisant à son exploitation sans la bloquer.
    Un grand nombre d'Incidents majeurs peut être considéré comme un Incident bloquant ;
  - bloquant. Un Incident est bloquant lorsqu'il entraîne un dysfonctionnement technique ou sécuritaire du système (ou d'un de ses composants) en bloquant son exploitation ;

Les différents contrôles et mesures constatés par l'Organisme de contrôle sont opposables à l'Adhérent.

Le coût du contrôle est à la charge d'Île-de-France Mobilités. Cependant, si le contrôle fait apparaître la responsabilité du (ou des) Adhérent(s) contrôlé(s), et indépendamment des éventuels préjudices qui pourraient être allégués, celui-ci (ou ceux-ci) supportera (ont) le paiement total du contrôle dans le cas d'un Incident, quelque soit le niveau de gravité défini en Cellule de crise.

Tout Adhérent concerné a un délai d'un mois pour contester les conclusions du contrôle. En cas de désaccord entre les parties, un débat contradictoire sera organisé par Île-de-France Mobilités.

Si aucune solution amiable n'est obtenue il sera fait application des dispositions, relatives au règlement amiable des conflits, prévues dans les contrats relatifs aux modalités d'exploitation des services de transport conclus entre Île-de-France Mobilités et les Adhérents.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 15 – Le traitement des Incidents

Le traitement d'Incident(s) de sécurité ou d'interopérabilité s'effectue selon le processus suivant :

1ère étape : le traitement des Incidents est déclenché suite à la demande d'un (ou des) membre(s) du Comité concerné ;

2ème étape : le Comité concerné demande des explications à l'Adhérent ou aux Adhérents concerné(s) par l'Incident ;

3ème étape : le Comité concerné examine les explications fournies et/ou constate la non-transmission des explications demandées et décide :
- de poursuivre le processus,
- ou de clore l'Incident ;

4ème étape : si le comité décide de poursuivre le processus, Île-de-France Mobilités diligente un Organisme de contrôle pour effectuer un contrôle sur les produits et les installations au niveau des éléments concerné(s) et à effectuer des préconisations ;

5ème étape : si les résultats du contrôle font ressortir que le (ou les) Adhérent(s) est (sont) à l'origine de l'Incident, Île-de-France Mobilités le (ou les) met en demeure de respecter les exigences de contrôle dans le cadre des préconisations de l'Organisme de contrôle, et selon les délais fixés par Île-de-France Mobilités et établis sur la base des délais préconisés par l'Organisme de contrôle ;

6ème étape : en cas de non-exécution des préconisations dans les délais fixés par Île-de-France Mobilités, cette dernière appliquera les sanctions prévues à l'article 20 de la présente Charte.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 - Confidentialité

Sous réserve des dispositions spécifiques de la Charte, chacun des Adhérents s'engage à ne pas divulguer à son personnel ou à des tiers, qui n'auraient pas à en connaître, les documents, les informations et les renseignements contenus dans le Cahier des « Exigences minimales de Sécurité », les « Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo », le RCTIF et les documents constituants le RTTIF, ainsi que tout autre document confidentiel auquel il accède dans le cadre de l'exécution de la présente Charte. Il est responsable des agissements sous ce rapport des personnels ou partenaires qui cesseraient leur activité pour son compte.

La diffusion de tout document lié à la présente Charte ne peut être réalisée après signature d'un accord de confidentialité entre l'Adhérent et le destinataire des informations.

Cet engagement demeure après résiliation ou à l'échéance du contrat ou marché à l'origine de son adhésion.

Du fait de la confidentialité des documents, tout Adhérent devra, en cas de cessation totale d'activité de transport en Île-de-France, respecter les consignes de destruction de tout ou partie des matériels et de la documentation (notamment les « Exigences minimales de Sécurité », les « Spécifications opérationnelles de sécurité du système Navigo», le RCTIF et le RTTIF).

Article 17 - Protection des données à caractère personnel

Au cours de la mise en œuvre de la présente Charte, chaque Adhérent s'engage à ce que soient respectées la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel, ainsi que le droit d'accès à ces données et, le cas échéant, le droit de rectification, conformément aux lois et réglementations applicables, en particulier la recommandation relative à la collecte et au traitement d'informations à caractère personnel par les sociétés de transport collectif dans le cadre d'applications billettiques (adoptée le 16 septembre 2003 par délibération n° 03-038 de la Commission Nationale Informatique et Libertés dont les principes sont repris dans la délibération n°2008-161 du 3 juin 2008 portant autorisation unique).

Article 18 – Marque RCTIF

18.1 – Propriété de la marque

Île-de-France Mobilités est titulaire et propriétaire des marques :

- REFERENTIEL COMMUN TELEBILLETTIQUE ÎLE-DE-FRANCE, déposée à l'INPI en date du 25 avril 2000, sous le numéro 00 3023735, désignant les produits et services relevant des classes 9, 16, 35, 36, 38, 39 et 42 de la classification internationale des marques, enregistrement publié au BOPI n° 00/39 NL Vol. II du 29 septembre 2000 ;

- RCTIF, déposée en date du 25 avril 2000, sous le numéro 00 3023734, désignant les produits et services relevant des classes 9, 16, 35, 36, 38, 39 et 42 de la classification internationale des marques enregistrement publié au BOPI n° 00/39 NL Vol. II du 29 septembre 2000.

18.2 - Utilisation de la marque par les Adhérents

Pour la mise en œuvre de la présente Charte, les Adhérents à sont autorisés à faire référence aux termes REFERENTIEL COMMUN TELEBILLETTIQUE ÎLE-DE-FRANCE et RCTIF :

- dans les documentations techniques ;
- dans les documents de consultation destinés aux fournisseurs ;
- dans les contrats avec les fournisseurs ;
- et plus généralement à tous les échanges utiles à l'interopérabilité du système Navigo.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 19 - Propriété et utilisation des documents de sécurité et d'interopérabilité

Pour éviter toute appropriation indésirable par des tiers, Île-de-France Mobilités est déclarée propriétaire des Exigences minimales de sécurité, du RCTIF, du RTTIF, et de toute documentation accessoire à ces documents.

En conséquence, chaque Adhérent à la présente Charte reconnaît qu'Île-de-France Mobilités est propriétaire de tous les droits d'utilisation, d'exploitation, de représentation, de reproduction et de diffusion de chaque version des documents mentionnés au premier alinéa du présent article, et ce :

- pour une durée limitée à la durée de protection légale ;
- envers tout utilisateur des documents précités ;
- envers toute personne, pour tout type de destination concernant directement ou indirectement le transport en Île-de-France.

Il est précisé que tout document d'interopérabilité communiquée au Comité d'Interopérabilité et éventuellement intégrée dans le RCTIF ou dans le RTTIF n'est pas grevée de droits, ni de savoir-faire propriétaire, à l'exception des normes auxquelles il est fait référence dans ces documents. Cette communication relève de la seule responsabilité de celui qui l'effectue auprès du Comité d'Interopérabilité et prend les mesures adéquates pour s'assurer de la transmissibilité des informations auprès du titulaire du droit ou du savoir-faire propriétaire.

Île-de-France Mobilités reconnaît que les Adhérents, dans les respects des clauses de l'article 16 de la Charte, ont des droits d'utilisation, d'exploitation, de représentation, de reproduction et d'intégration, de chaque version des documents mentionnés au premier alinéa du présent article, pour eux-mêmes, dans le cadre d'une concession à titre gratuit. Ils ne peuvent en aucun cas céder ces droits à des tiers.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-58-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Article 20 - Sanctions

Île-de-France Mobilités peut faire cesser, avec effet immédiat, l'exploitation de tout produit ou système à l'origine d'un incident bloquant conformément aux articles 14 et 15.

En cas de désaccord entre Île-de-France Mobilités et l'un des Adhérents, il sera fait application des dispositions, relatives au règlement amiable des conflits, prévues dans les contrats relatifs aux modalités d'exploitation des services de transport conclus entre Île-de-France Mobilités et les Adhérents.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-59-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 59-2023
Objet : Tarifications dans le cadre d'Octobre Rose

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil communautaire N° 53-2022 en date du 29 septembre 2021 portant mise à jour de de la régie 19342 « Manifestations diverses »,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission « Finances - Développement de la Communauté » réunie le 12 septembre 2023,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie souhaite créer des tarifs en vue de l'organisation de la manifestation « Octobre Rose »,

Considérant que des articles seront proposés à la vente aux administrés,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Adopte les tarifs de vente suivants :

	Quantité	Prix d'achat TTC	Prix de vente public TTC	Montant reversé à Ruban Rose
Tee-shirt rose	351	5,76 €	7,00 €	**1,24 €**
Gourde	207	3,96 €	7,00 €	**3,04 €**
Tote bag	300	2,64 €	5,00 €	**2,36 €**
Bandeaux	23	3,36 €	4,00 €	**0,64 €**
Pin's	295	1,98 €	3,00 €	**1,02 €**

Article 2 : **Dit** que 100 % des bénéfices seront reversés à l'association « Ruban Rose » sous forme de don.

Article 3 : **Dit** que le reste des recettes des ventes sera inscrit au budget 2023 de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE

C.C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-59-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-60-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 60-2023
Objet : Autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle des commerces sur la commune de Brie-Comte-Robert

Vu le Code du Travail, et notamment les articles L. 3132-26 et L. 3132-27,

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite Loi MACRON,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la décision du Maire d'autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle, au-delà de 5 dimanches par an, est subordonnée à un avis conforme de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre,

Considérant la demande d'avis transmise par la commune de Brie-Comte-Robert en vue d'une dérogation au repos dominical pour les commerces de détail de la commune pour 12 dimanches sur l'année 2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Emet un avis favorable à l'ouverture dominicale des commerces de détails, toute branche d'activités confondues, sur la commune de Brie-Comte-Robert, à hauteur de 12 dimanches pour l'année 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-60-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-61-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 61-2023
Objet : **Autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle des commerces sur la commune de Servon**

Vu le Code du Travail, et notamment les articles L. 3132-26 et L. 3132-27,

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite Loi MACRON,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la décision du Maire d'autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle, au-delà de 5 dimanches par an, est subordonnée à un avis conforme de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre,

Considérant la demande d'avis transmise par la commune de Servon en vue d'une dérogation au repos dominical pour les commerces de détail de la commune pour 12 dimanches sur l'année 2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Emet un avis favorable à l'ouverture dominicale des commerces de détails, toute branche d'activités confondues, sur la commune de Servon, à hauteur de 12 dimanches pour l'année 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE

C. de C. de L'OREE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-61-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 62-2023
Objet : Marché à Performance Energétique Eclairage public - Approbation du Rapport d'activités pour l'année 2022 (Année 5)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Marché de Performance Energétique (MPE) pour la conception, la réalisation, l'exploitation ou la maintenance en gestion globale des installations d'éclairage public et des installations connexes pour les zones d'activités situées sur le territoire de la commune de Brie-Comte-Robert conclu avec la société BIR SAS le 29 juin 2018,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que, chaque année, le titulaire du marché doit fournir à la collectivité à un rapport d'activités sur l'année écoulée,

Considérant que la société, titulaire du marché, a transmis le rapport susmentionné, pour l'année 2022, à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Considérant que le rapport annuel doit être porté à la connaissance de l'assemblée délibérante,

Le Conseil communautaire,

Article unique : Prend acte de la présentation du Rapport d'activités pour l'année 2022, annexé à la présente délibération, dans le cadre du Marché de Performance Energétique en matière d'éclairage public sur les zones d'activités de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie situées sur la commune de Brie-Comte-Robert.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

2022

Communauté de communes L'Orée de la Brie

Rapport d'Activité Annuel 2022 CCOB

Année 5

Marché de Performance Énergétique pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance d'éclairage public, de signalisation tricolore e des illuminations festives.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Table des matières

I – PRÉSENTATION 3

A / OBJET DU MARCHE 3
B / MISSIONS 3
C / ORGANISATION 5
D / MOYENS UTILISES 5
E / ENGAGEMENT FINANCIER 6

II – GØ- GESTION ADMINISTRATIVE DU MARCHE 7

A / CREATION ET GESTION DE LA BASE DE DONNEES 7
1. Recensement des points lumineux et des armoires EP 7
2. Présentation du logiciel GMAO « GEOREF » au personnel de la mairie de Brie-Comte-Robert (Septembre 2018) 8
3. Mise en œuvre de la gestion de la maintenance assistée par ordinateur 10
4. Prise en compte des signalements (alertes courriels) 11
5. Traitement de la demande (intervention terrain et mise à jour de la base) 11
6. Élaboration d'un rapport mensuel détaillants toutes les interventions 12
B / GESTION DES DT / DICT 13

III – G1 - GESTION DE L'ÉNERGIE 15

A / PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT D'UNE HORLOGE ASTRONOMIQUE 15
B / CALCUL DES EPHEMERIDES 15
C / BILAN DES PUISSANCES INSTALLEES 16
1. Puissance cumulée des lanternes avant/après travaux sur secteur 16
2. Puissance cumulée des lanternes avant/après travaux des luminaires sur l'ensemble du parc EP 16

IV –G2 - EXPLOITATION – MAINTENANCE 18

MAINTENANCE PROGRAMMEE ET NON-PROGRAMMEE 18
1. Répartition des signalements selon l'origine 18
2. Liste des signalements 19
3. Visites des installations et des tournées 23
4. Délais de réparation des pannes 24

V – G3 - MAINTIEN DU PATRIMOINE 26

A/ G3 NON-PROGRAMMEE 26
1. Travaux réalisés 26
2. Bilan financier 26
B/ G3 PROGRAMMEE 26
1. Travaux réalisés 26
2. Bilan financier 26
C / PROGRAMME DES TRAVAUX POUR LES ANNEES A VENIR 26
D / ASSISTANCE A LA COLLECTIVITE 26

VI – G4 - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION 29

A / TABLEAU RECAPITULATIF DE LA RECONSTRUCTION 29
B/ BILAN DU REMPLACEMENT DES LANTERNES 31

VII –G6 - GESTION DE LA LOCALISATION DES RÉSEAUX 32

GEO DETECTION DES CABLES EP 32

LISTE DES ANNEXES 33

ANNEXE 1 : Relevés des intensités armoires EP
ANNEXE 2 : Rapport de maintenance 2022
ANNEXE 3 : Rapport de patrimoine EP 2022
ANNEXE 4 :Remplacement de lanternes G4
ANNEXE 5 : Rapport de signalements 2022
ANNEXE 6 : Economie d'Ernergie par armoires et point de livraison.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

I
PRÉSENTATION



I – PRÉSENTATION

A / Objet du marché

Le présent Marché a été conclu en 2018 entre la ville de **Brie-Comte-Robert** et l'entreprise **BIR** afin de concevoir, réaliser, exploiter et de maintenir les installations d'éclairages publics, de signalisation tricolore et des illuminations festives.

B / Missions

Le Marché s'articule de façon suivante :

GØ : Gestion Administrative du Marché

BIR aura à sa charge pendant toute la durée du Marché, les prestations suivantes :
Participation aux réunions d'information et de coordination ; mise en place du Plan de Prévention et de Sécurité ; mise en œuvre d'un outil de gestion informatisée ; création et mise à jour d'une base de données du réseau ; gestion de la base de données et de la maintenance assistée par ordinateur ; réponse aux DT/DICT ; mise à jour de l'inventaire des réseaux objet ; conserver les fournitures des plans des réseaux existants ; coordination avec les autres intervenants ; conseil technique ; gestion des sinistres ; établissement des bilans ; traitement des réclamations des usagers ; élaboration d'un rapport mensuel de suivi et d'un rapport d'exploitation annuel.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

G1 : Gestion Administrative de l'Énergie

L'entreprise BIR est mandatée pour assurer la gestion administrative des contrats de fourniture ; le transfert des contrats d'énergie ; la renégociation des puissances souscrites ; la souscription des contrats de fourniture ; le suivi périodique et l'analyse des consommations ; la recherche d'économie d'énergie ; la vérification des factures ; la surveillance de la consommation ; le suivi et l'information de la Collectivité ; la gestion et la refacturation des frais induits des installations ; le suivi des consommations réelles ; le rapport annuel de l'évolution du poste énergie.

G2 : Gestion de l'Entretien et de la Maintenance

Les équipes de BIR ont en charge les prestations suivantes :
L'inventaire des installations ; le contrôle qualité et sécurité ; l'élimination des sources usagées ; conseil et informations techniques ; maintenance préventive et curative du patrimoine ; remplacement de petits matériels et consommables ; contrôle et vérification périodique des installations ; nettoyage ; gestion du stock de pièces.

G3 (Non Programmé) : Gestion des Sinistres – Vandalisme

BIR s'engage à gérer les sinistres et les actes de vandalisme :
Mise en sécurité immédiate des installations ; démarche nécessaire pour identifier le tiers (si c'est possible) ; suivi du dossier (si le tiers est identifié) ; assister aux opérations d'expertise.

G3 (Programmé) : Gestion de l'Évolution du Patrimoine

BIR a en charge l'évolution du patrimoine avec la création de points lumineux et la rénovation des réseaux.

G4 : Gestion de la Reconstruction du Patrimoine

Dans le cadre du contrat, des travaux de conformité sont réalisés ainsi qu'une étude sur les incidences qu'elles soient techniques, économiques et/ou financières. Les travaux sont pris en charge par BIR.

G5 : Gestion des Illuminations Festives

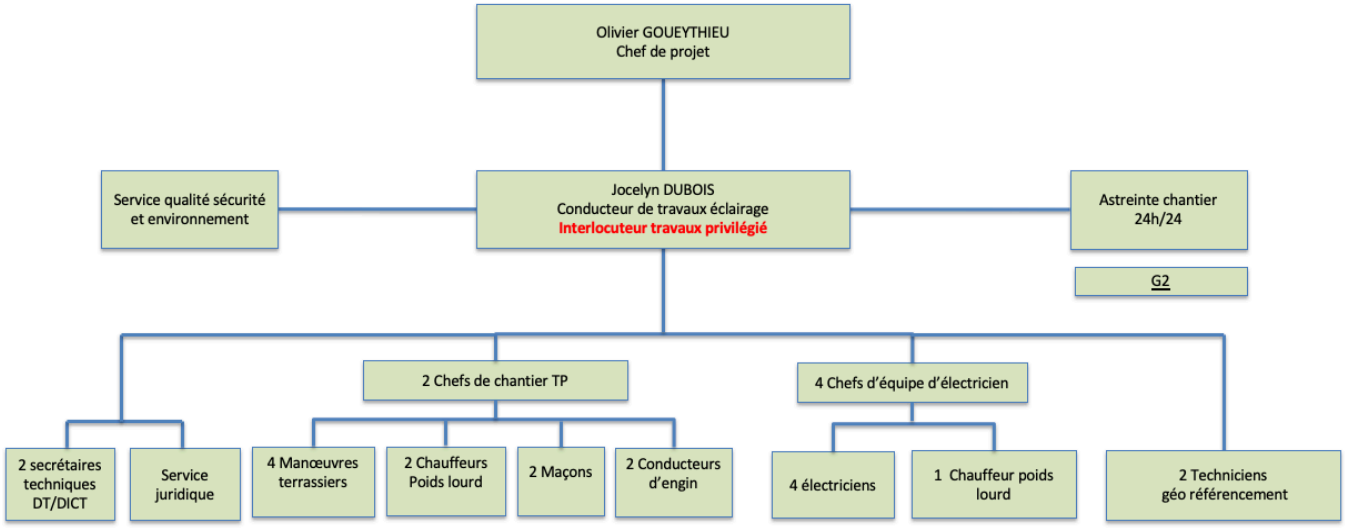
N'ayant pas de budget, BIR n'est pas concerné par la gestion des illuminations festives.

G6 : Gestion de la Géolocalisation des Réseaux

BIR se charge des relevés et de la géolocalisation des réseaux d'éclairage public ainsi que de la signalisation lumineuse.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

C / Organisation



L'organisation mise en place par BIR repose sur la qualité de nos salariés.
Le chef de projet a pour responsabilité de gérer le travail des équipes ainsi que les données patrimoniales et les données d'exploitations.
Les techniciens sous les ordres du chef de projet sont polyvalents. Ils interviennent sur des opérations de maintenance préventive et curative.

D / Moyens utilisés

Pour mener à bien les opérations d'exploitation et de maintenance, nos équipes disposent de différents matériels :

- **Matériels roulants**
  Fourgon
  Fourgon benne
  Nacelle
  Gros porteur
  Tonne à eau
  Compresseur tracté
  Baraque et roulotte de chantier



- **Matériels de chantier**
  Bungalow aménagé
  Pilonneuse vibrante
  Minipelle 2T5 / 1T5 / 3T5 / 5T
  Marteau piqueur et brise béton
  Plaque vibrante



- **Outils informatiques et spécifiques**
  Tablettes connectées
  Logiciel GMAO EP
  Appareils de Géo-détection
  Compte SOGELINK (DICT)
  Géoradar IDS Opéra 2 (N° de série : S/N 010-15-000287)
  Détecteur RD8000 (N° de série : 10/8MPDL-283)
  Licence Atlas Carto V2+/V3
  GPS RTK LEICA : connecté au réseau ORPHEON captant les satellites GLONASS et GALILEO
  Station totale LEICA robotisée TS12

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

ANNEXE N°2-BCR - TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS

PATRIMOINE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE

	Fonctionnement						Investissement			
	G0 (HT)	G1 (HT)	G2 (HT)	Total HT	G3 NP (HT)	G3 P (HT)	G4 (HT)	G6 (HT)	Total HT	TOTAL € H.T.
Année 1 (Jui-Dec 18)	3 364,04 €	3 465,52 €	2 418,28 €	**9 247,83 €**	1 750,00 €	0,00 €	8 333,33 €	16 666,67 €	**25 000,00 €**	**35 997,83 €**
Année 2	2 394,07 €	1 503,29 €	4 682,90 €	**8 580,26 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €	4 573,33 €	**20 751,05 €**	**32 831,31 €**
Année 3	2 394,07 €	1 503,29 €	4 529,24 €	**8 426,60 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**28 104,32 €**
Année 4	2 394,07 €	1 503,29 €	4 375,58 €	**8 272,94 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 950,66 €**
Année 5	2 394,07 €	1 503,29 €	4 221,92 €	**8 119,28 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 797,00 €**
Année 6	2 394,07 €	1 503,29 €	4 068,26 €	**7 965,62 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 643,34 €**
Année 7	2 394,07 €	1 503,29 €	3 914,60 €	**7 811,96 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 489,68 €**
Année 8	2 394,07 €	1 503,29 €	3 760,94 €	**7 658,30 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 336,02 €**
Année 9	2 394,07 €	1 503,29 €	3 607,28 €	**7 504,64 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 182,36 €**
Année 10	2 394,07 €	1 503,29 €	3 453,62 €	**7 350,98 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**27 028,70 €**
Année 11	2 394,07 €	1 503,29 €	3 299,96 €	**7 197,32 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**26 875,04 €**
Année 12	2 394,07 €	1 503,29 €	3 146,30 €	**7 043,66 €**	3 500,00 €	0,00 €	16 177,72 €		**16 177,72 €**	**26 721,38 €**
Année 13 (Janv-juin)	1 197,04 €	751,65 €	1 496,32 €	**3 445,00 €**	1 750,00 €	0,00 €	7 844,38 €		**7 844,38 €**	**13 039,38 €**
TOTAL TRANCHE FERME.	**30 895,84 €**	**20 753,35 €**	**46 975,20 €**		**42 000,00 €**	**0,00 €**	**194 132,63 €**	**21 240,00 €**	**215 372,63 €**	**355 997,02 €**

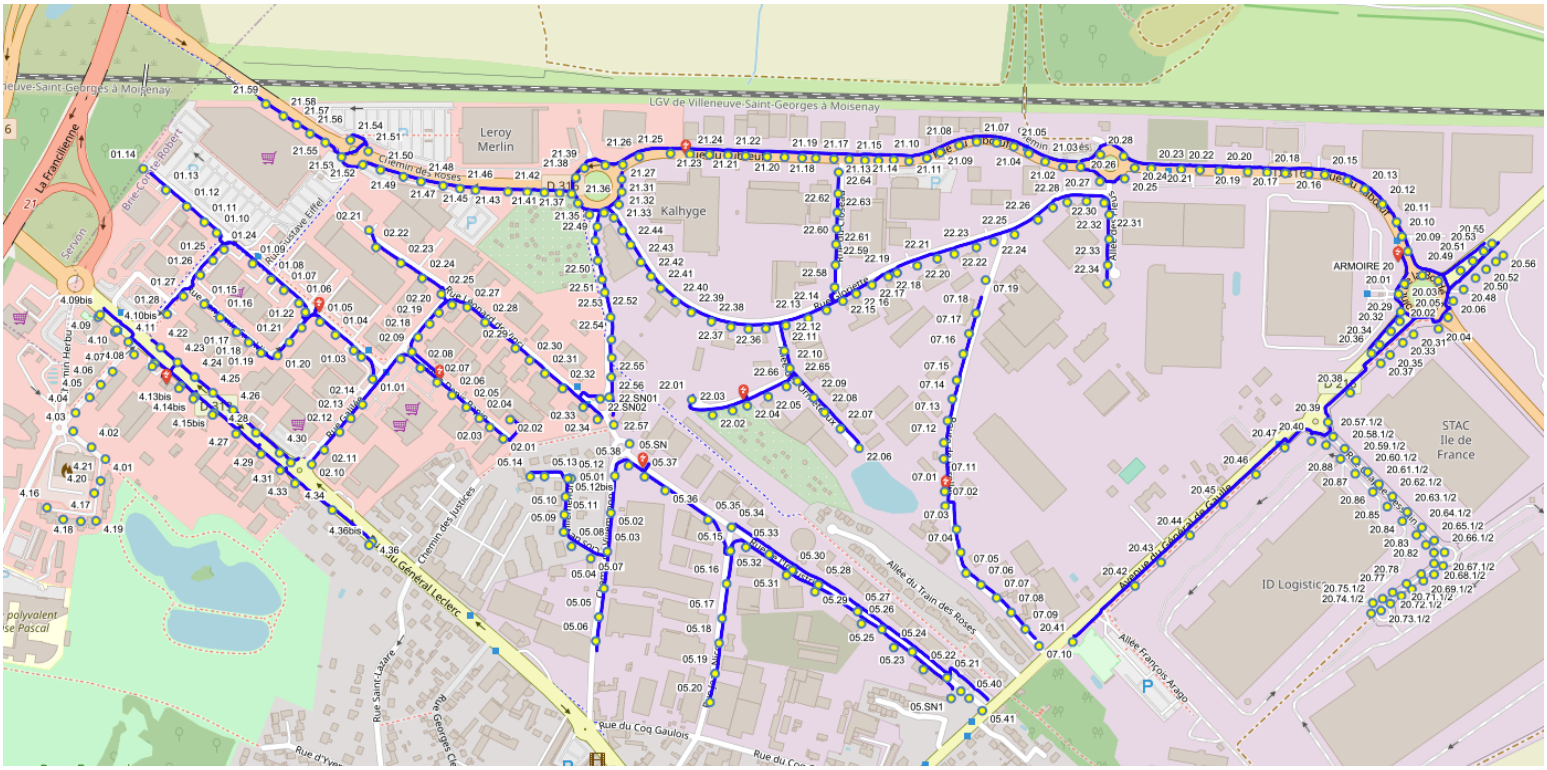
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

II
GØ - Gestion Administrative du Marché

II – GØ- Gestion Administrative du Marché

A / Création et gestion de la base de données

1. Recensement des points lumineux et des armoires EP



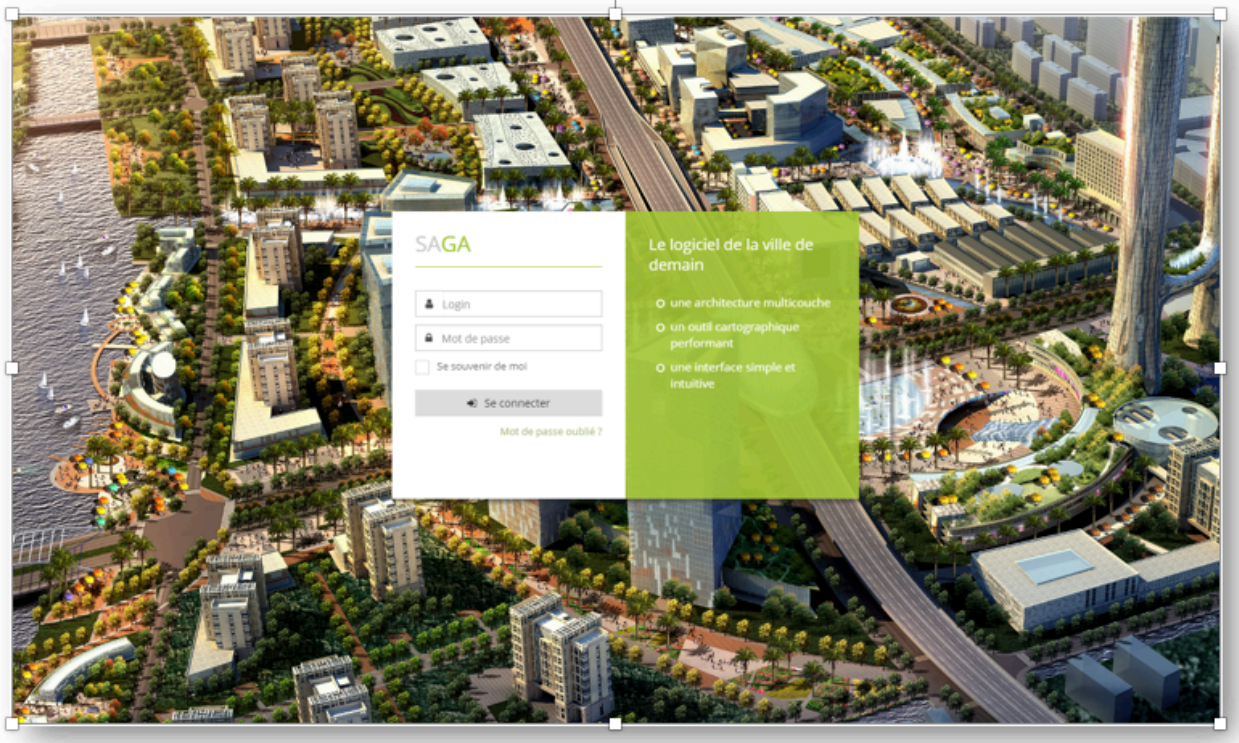
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

2. Présentation du logiciel GMAO « SAGA »

Gérer et faire vivre votre patrimoine d'Eclairage public, votre signalisation tricolore grâce à un seul outil.

- Logiciel SAAS Multiposte

-Accès utilisateurs illimités depuis n'importe quel ordinateur



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

SAGA

Logiciel de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur

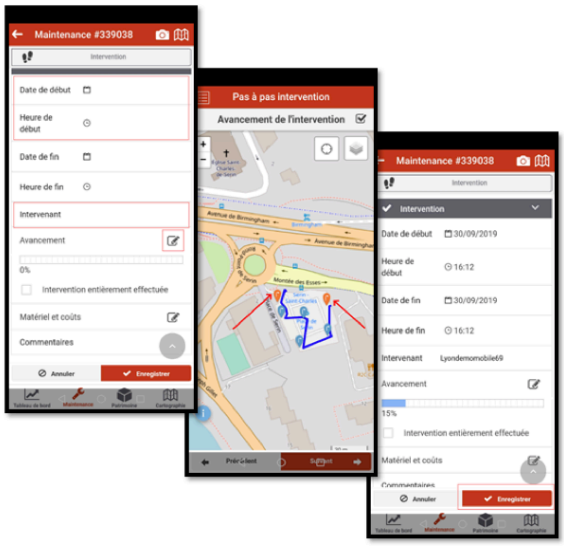


Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

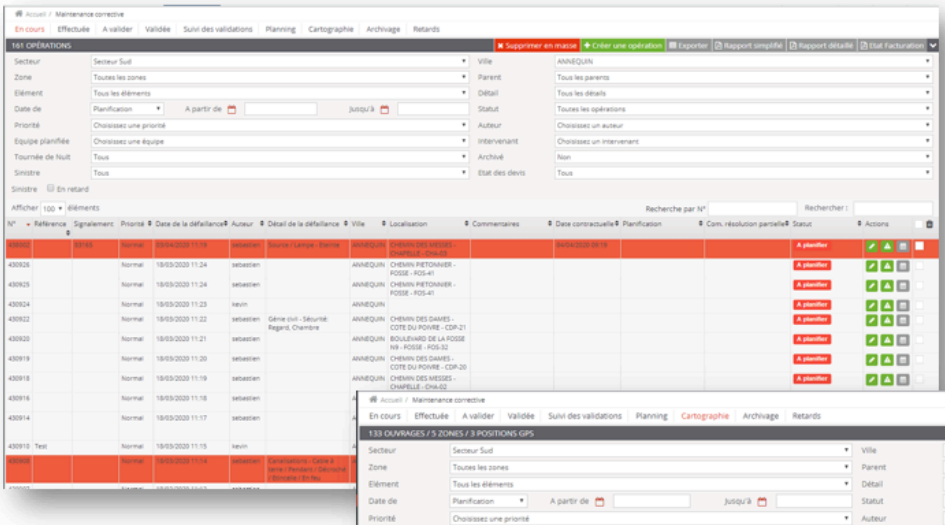
3. Mise en œuvre de la gestion de la maintenance assistée par ordinateur

Maintenance corrective

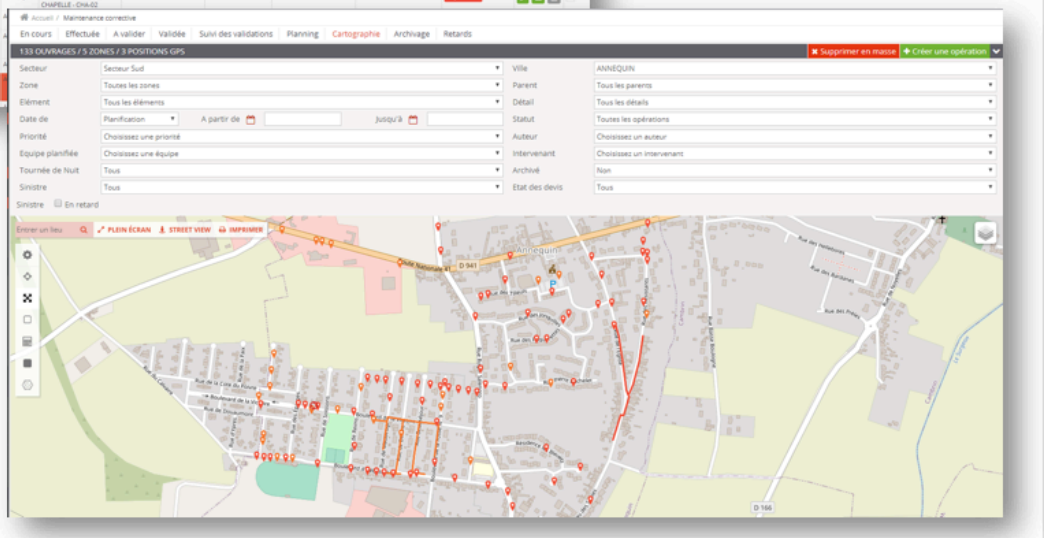
- Possibilité de créer des interventions sous S@G@ mobile (smartphone ou tablette) ou sur le logiciel
- Suivi des interventions en temps réel
- Prise en compte des coûts d'intervention
- Affichage de statistiques sur une période donnée
- Gestion des tournées de nuit
- Impression de fiche d'intervention
- Possibilité d'envoyer un mail d'alerte à la création et/ou à la résolution d'une opération de maintenance
- Planning
- Cartographie
- Recherche



Maintenance



Planification



Suivi des opérations en temps réel

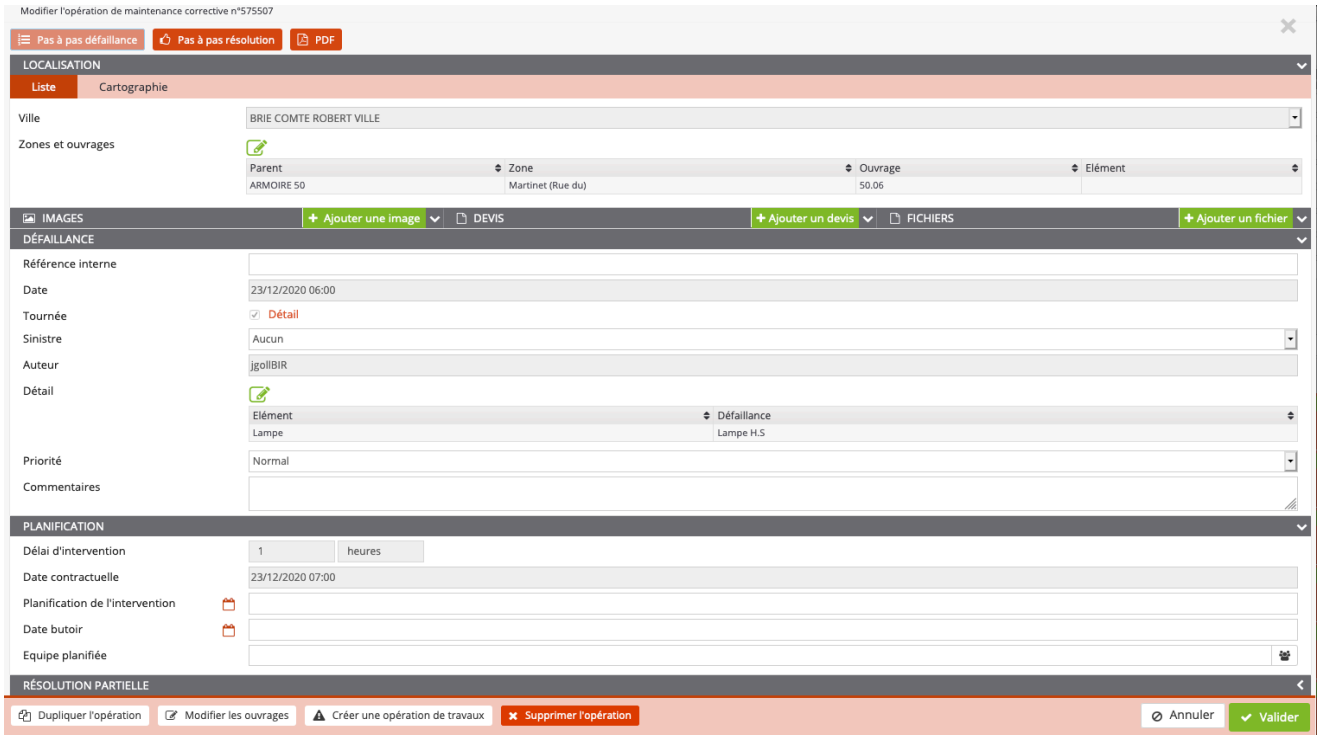
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Prise en compte des signalements (alertes courriels)

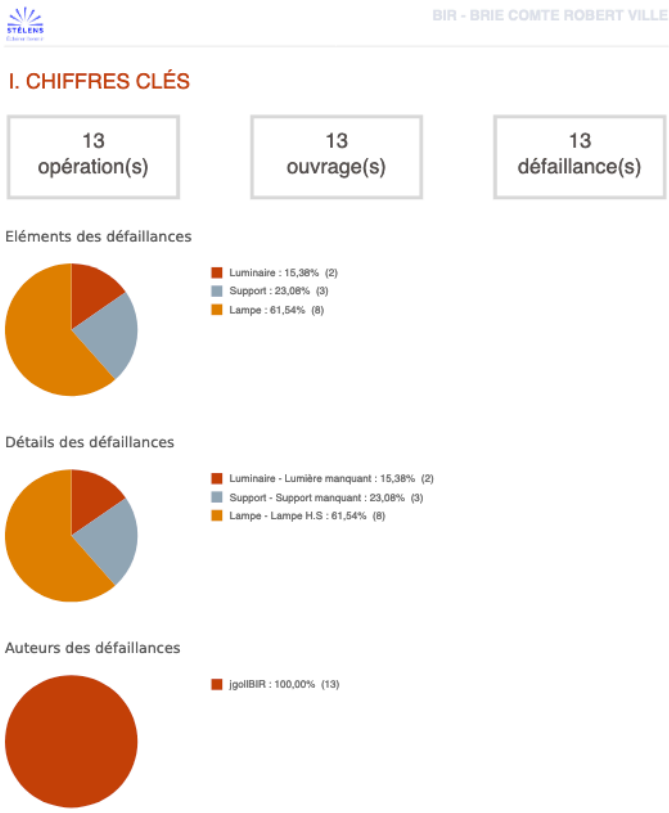


Traitement de la demande (intervention terrain et mise à jour de la base)

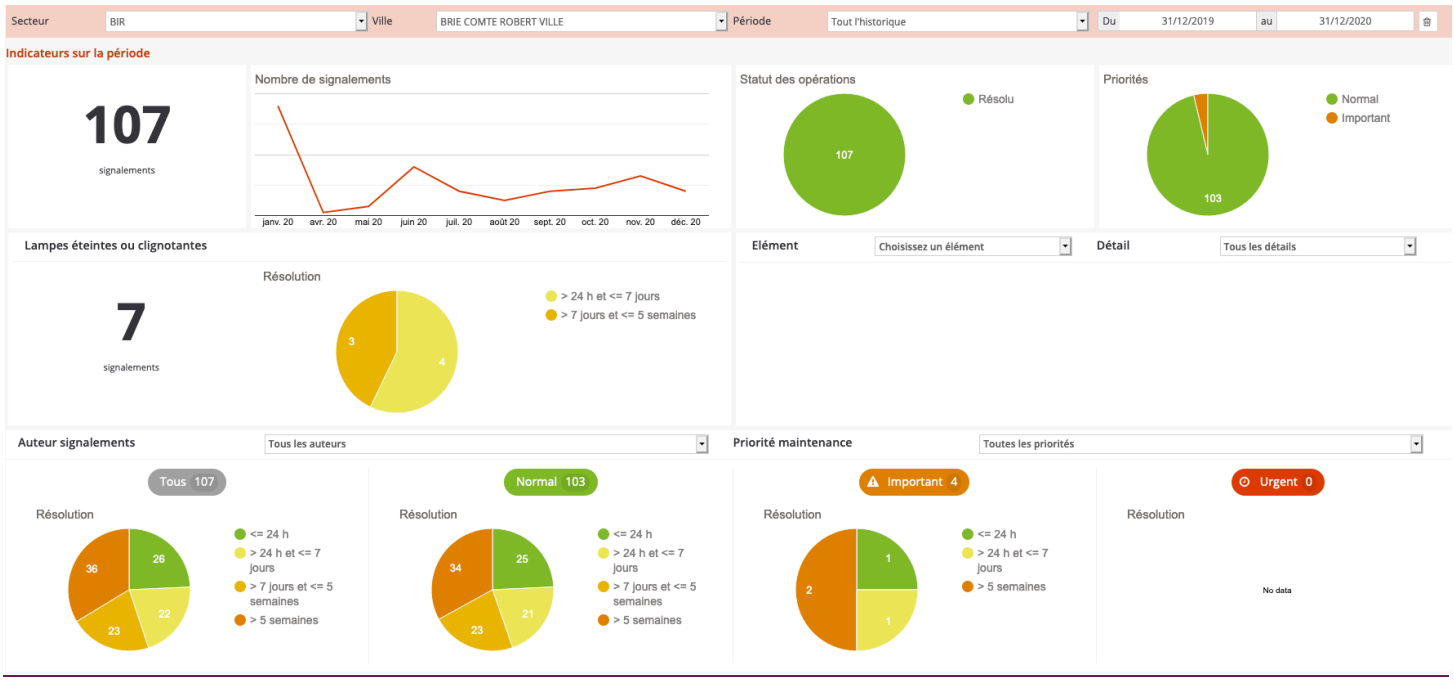
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023



4. Élaboration d'un rapport mensuel détaillants toutes les interventions



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023



B / Gestion des DT / DICT

Du 01 Janvierr 2020 au 31 Decembre 2020, BIR a répondu à 354 demandes décomposées de la façon suivante :

- DICT *(Déclaration d'intention de commencement de travaux)*
- DT *(Déclaration de projet de Travaux)*
- DT/DICT

Statut demande	N° Consultation	Id Dossier	Type modèle	N° d'affaire du déclarant	Adresse	Durée (jours)	Origine	e Envoi Dem	Description	Déclarant	Adresse déclarant	CP déclarant	Commune déclarant
TRAITE	20201214023650	730364128	DICT	DA21-042964	8 rue Clément Ader	90	V6	SITE	Travaux de réseaux Electrique	CO.RE.BAT	2 route de mortcef	77163	DAMMARTIN SUR TIGEAUX
TRAITE	20201215051890	730429788	DT_DICT	TEA200559 - ACL	21 route de Férolles	90	V6	SITE	Sondages géotechniques	TECHNOSOL FORENSOL Ballainvilliers	TSA 70011 - CHEZ SOGELINK	69134	DARDILLY CEDEX
TRAITE	20201217053770	730521428	DT_DICT	11092548	10 grande rue de villemeneux	10	V6	SITE	TERRASSEMENT POUR BRANCHEMENT AEROSOUT 3 M SOUS TROTTOIR	EESM	4 des Argiles Vertes	77130	ST GERMAIN LAVAL
TRAITE	20201210000794P	730279780	DT_DICT	1814170	116 RUE DU GENERAL LECLERC	30	DEMAT	MAIL_XML	Accessoire réseau réparer sur trottoir	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201210000813P	730280565	DT_DICT	1814181	6 BOULEVARD DES BIENFAITES	30	DEMAT	MAIL_XML	ACCESSOIRE RESEAU REPARER SOUS CHAUSSEE AVEC REMBLAI IMPERAT	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201210882225	730297825	DT_DICT	4364009	120 r du general leclerc,	90	DEMAT	MAIL_XML	travaux de forages profond de 25m	ROC SOL	30 bis RUE D'ESTIENNE D'ORVES	92120	MONTROUGE
TRAITE	20201211035770	730325702	DT_DICT	11092452	56 avenue victor hugo	30	V6	SITE	REALISATION D UN BRANCHEMENT ELECTRIQUE AEROSOUTERRAIN	SN DUVAL	TSA 70011- CHEZ SOGELINK	69134	DARDILLY CEDEX
TRAITE	20201211012407	730338381	DT_DICT	20388	ALLEE COMMANDANT GUESNET	10	DEMAT	MAIL_XML	RECONSTRUCTION HOTEL	HYDROGEOTECHNIQUE CENTRE	3 RUE PARADON	71150	FONTAINES
TRAITE	20201208004488P	730185170	DT_DICT	1814260	16 RUE DES HALLES	30	DEMAT	MAIL_XML	accessoire réseau répare sous chaussée en pavé avec remblai impératif	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201208004649	730184556	DT_DICT	1812780	0 CHEMIN DU CORNILLOT	30	DEMAT	MAIL_XML	REGARD COMPTEUR REPARER	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201204059880D37	730114354	DT	DA21-042964	8 rue Clément Ader	90	V6	SITE	Travaux de réseaux Electrique	CO.RE.BAT	2 route de mortcef	77163	DAMMARTIN SUR TIGEAUX
TRAITE	20201204049050D	730104461	DT_DICT	305138258	9 r paul doumer	30	V6	SITE	Création d'un brcht AEP et création d'un brcht EU	SETA ENVIRONNEMENT	TSA 70011	69134	DARDILLY CEDEX
TRAITE	20201202005830	730011759	DT_DICT	1806573	13 RUE DU VAUDOY	30	DEMAT	MAIL_XML	FUITE CANALISATION	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201202048950	730023956	DICT	305124183	2 pl du marche	120	V6	SITE	EXTENSION RESEAU BTA/S	SOBECA - Melun	TSA 70011 - CHEZ SOGELINK	69134	DARDILLY CEDEX
TRAITE	20201202010000	730024501	DT_DICT	1806610	7 ALLEE AMBROISE PARE	30	DEMAT	MAIL_XML	Fuite sur robinet de prise en charge	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201203801565	730049917	DT_DICT	ENEDIS SAVIGNY	Rue d'Iverny,	2	DEMAT	MAIL_XML	ouverture de fouille	DIS TP Chez Sig Image	Tech. Izarbel 2, all. Th. Monod Esp. Hanam	64210	BIDART
TRAITE	20201203806535517	730065521	DT	BRI001845	10 r paul doumer,	0	DEMAT	MAIL_XML	Pose de 2ø45 sur 1M trottoir + Pose d'une L1T sans fond	SOGETREL NOISEL	45 Grande Allée du 12 février 1934	77186	NOISIEL
TRAITE	20201202005740	730011413	DT_DICT	1806562	6 RUE ANNE DE BALBI	30	DEMAT	MAIL_XML	Fuite sur robinet de prise en charge	UEZ Eau France SAS - Ordonnancemer	51 avenue de Senart	91230	MONTGERON
TRAITE	20201201013680RP	729984295	DT	Brie Comte Robert	10 RUE DU GRAND NOYER	320	DEMAT	MAIL_XML	Réalisation d'un immeuble de logements	URBACITE AMENAGEMENT	22 RUE DES CARRIERS ITALIENS	91350	GRIGNY
TRAITE	20201201050130	729979479	DICT	305116735	14 grande rue de Villemeneux	21	V6	SITE	Branchement AEP	ESTP	Route Départementale 319	77166	GRISY SUISNES
TRAITE	20201201029860	729964794	DICT	305114422	5 Rue du Four	30	V6	SITE	diagnostique archeologique	Inrap CIF Pantin	32 rue Delizy	93692	Pantin
TRAITE	20201201010870	729952928	DT_DICT	DA21/040023	2 r de la grenouillere	21	V6	SITE	FOUILLE 3X1M/TROTTOIR	TPF - Travaux de Réseau Electrique	21 Rue des Activités	91540	ORMOY
TRAITE	20201130045740D2	729929285	DT	06/11/2020	r du parc des sports	30	V6	SITE	aménagement de voirie	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201127747955	729871837	DT_DICT	T20-428	3 bis Rue du Beau Guillaume,	90	DEMAT	MAIL_XML	Sondages et essais de sols géotechnique	KPETENCE GEOTECHNIQUE CENTRE OL	8 rue Pierre et Marie CURIE	37230	FONDETTES
TRAITE	20201125050510	729786700	DICT	DA21/042901	21 rte de ferolles	21	V6	SITE	TRANCHEE 7ML/TROTTOIR	TPF - Travaux de Réseau Electrique	21 Rue des Activités	91540	ORMOY
TRAITE	20201124063170	729751024	DICT	184.930	r gallilee	10	V6	SITE	TRAVAUX ENROBE	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124063000	729750895	DICT	184.930	av victor hugo	15	V6	SITE	TRAVAUX DE VOIRIE	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124062820	729750791	DICT	184.930	r du docteur claude bernard	10	V6	SITE	TRAVAUX DE VOIRIE	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124062550	729750643	DICT	184.930	r jean baptiste corot	4	V6	SITE	enrobé trottoir	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124062330	729750572	DICT	184.930	r du four	10	V6	SITE	dépose et repose de bornes	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124062210	729750517	DICT	184.930	square Arthur Chaussy	10	V6	SITE	Mise en place d'une dalle béton	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201124061990	729750430	DICT	184.930	av beau	10	V6	SITE	aménagement de voirie	SOCIETE ALPHA TP	9-11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201123691930	729679227	DT_DICT	Brie conte robert BD F	3 Boulevard des Fosses,	29	DEMAT	MAIL_XML	Confection d'un massif, pose d'une borne d'informations voyageurs	Eiffage Energie Ferriere en Brie	8 bis Avenue Joseph PAXTON	77164	FERRIERES EN BRIE
TRAITE	20201121001290	729656128	DT_DICT	BRI 001748 BRIE COMTE	198 RUE DU GENERAL LECLERC	90	DEMAT	MAIL_XML	GC TELECOM - Pose de 2ø45 sur 1m trottoir - pose d'une l1t sans fond	FGC	72 Route de Longjumeau	91160	BALLAINVILLIERS
TRAITE	20201120055580D04	729646966	DT	05-11-20 planchette	che de la planchette	60	V6	SITE	création réseau EU	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201120054980I1	729646555	DT	03-11-20 corot	r jean baptiste corot	30	V6	SITE	enrobé trottoir	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201120054400S4	729646188	DT	03-11-20 four	r du four	30	V6	SITE	dépose et repose de bornes	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201120053810C7	729645799	DT	02-11-20 Chaussy	square Arthur Chaussy	30	V6	SITE	Mise en place d'une dalle béton	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201120052880E8	729645196	DT	01-11-20 beau	av beau	30	V6	SITE	aménagement de voirie	VILLE DE BRIE COMTE ROBERT	2 rue de Verdun	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201119048830D6	729594176	DT	DA21/042901	21 rte de ferolles	21	V6	SITE	Raccordement d'un collectif horizontal de 7 lots	TPF - Travaux de Réseau Electrique	21 Rue des Activités	91540	ORMOY
TRAITE		729572598	ART_2	EXTENSION BTA/S	pl du marche, r gambetta	21	V6	SITE		SOBECA - Melun	TSA 70011 - CHEZ SOGELINK	69134	DARDILLY CEDEX
TRAITE	20201118046070	729546479	DT_DICT	11091549	13 r emile garnier	21	V6	SITE	TRAVERSEE 6M / CHAUSSEE	TPF - Travaux de Réseau Electrique	21 Rue des Activités	91540	ORMOY
TRAITE	20201117017847PB	729506190	DT	20-105	RUE DE L'EGLISE	30	DEMAT	MAIL_XML	EXTENSION RESEAU GAZ	CABINET PERFORMANCE ETUDES	33 Rue de la Regalle	77181	COURTRY
TRAITE	20201117046690	729491885	DT_DICT	3240DMN1691256	7 r de cossigny	10	V6	SITE	Reprise pavage sur chaussée 2m2 pour la lyonnaise des eaux	EJL IDF GRIGNY	5 Rue Gustave Eiffel	91351	GRIGNY
TRAITE	20201117009299P9	729497511	DT	411-18-239-03	NR	100	DEMAT	MAIL_XML	Création d'une liaison douce	SEMAF BUREAU D ETUDES	23 Route de Paris	77340	PONTAULT COMBAULT
TRAITE	20201116009760	729414335	DT_DICT	DA21/041672	14 r pasteur	21	V6	SITE	FOUILLE 8X1M/TROTTOIR + CHAUSSEE + TRAVERSEE 7ML/CHAUSSEE	TPF - Travaux de Réseau Electrique	21 Rue des Activités	91540	ORMOY
TRAITE	20201116613655S4	729412175	DT	BRI001748	196 r du general leclerc,	1	DEMAT	MAIL_XML	Pose de 2ø45 sur 1M trottoir - Pose d'une L1T sans fond	SOGETREL NOISEL	45 Grande Allée du 12 février 1934	77186	NOISIEL
TRAITE	20201112009060	729320774	DT_DICT	532 95 631	2 r pasteur	2	V6	SITE	Sondages de sol	DEKRA INDUSTRIAL SAS	1185 rue De La Bergeresse	45160	OLIVET
TRAITE	20201109033510	729227660	DICT	184.927	r chappe-gessalin	30	V6	SITE	TRAVAUX DE VRD	ALPHA TP	9 /11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT
TRAITE	20201109033250	729227528	DICT	184.927	rte de ferolles	30	V6	SITE	TRAVAUX DE VRD	ALPHA TP	9 /11 RUE DU COQ GAULOIS	77170	BRIE COMTE ROBERT

Extrait des demandes de travaux du mois de Novembre/Decembre 2020

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

III
G1 - GESTION DE L'ÉNERGIE



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

III – G1 - GESTION DE L'ÉNERGIE

Dans la gestion de l'énergie, on peut distinguer deux types de consommations :

- Les consommations prises en charge par la commune : la collectivité prend à sa charge la facturation de l'énergie utilisée pour l'éclairage public, pour la mise en valeur du patrimoine et pour l'alimentation de la signalisation tricolore.
- Les consommations refacturées à des tiers : les cabines téléphoniques, le mobilier urbain, les panneaux lumineux et les illuminations festives.

La commune conserve la gestion de la facturation de l'énergie et fait appel à BIR pour son expertise dans le périmètre les installations existantes.

A / Principe de fonctionnement d'une horloge astronomique

Afin de maitriser la durée de l'éclairage public, des horloges astronomiques sont installées. Ces horloges se trouvent dans des armoires d'éclairage public.
La consommation d'éclairage actuelle est de 4 200 h/an ; après installation des horloges elle sera de 4 100 h/an.
Cela permet de maitriser à 100% le temps d'allumage et de faire des économies.

Pour comparer les consommations, nous disposons de plusieurs moyens :

- Les factures d'énergie (Données année 1 non exploitable + Changement du Fournisseur + LINKY)
- Les mesures physiques réalisées sur les armoires (Cf. Annexe 1)
- Les relevés des compteurs (Cf. Annexe 2) – En attente de signature



Horloge Astronomique



Antenne

B / Calcul des éphémérides

Le principe de fonctionnement de l'éclairage public de Brie-Comte-Robert est directement lié au mode d'allumage et d'extinction des horloges astronomiques du périmètre. Cette technologie permet d'assurer avec précision un temps de fonctionnement.

QTÉ HORLOGES ASTRO / ARMOIRES	
Radiolite 320	1
Lumandar	
Astro	7

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Les horloges astronomiques ne sont actuellement pas programmées (pas de décalages).
Une fois toutes les armoires équipées d'horloge astronomique, nous étudierons de concert avec la ville un éventuel décalage *(programmation)* à l'allumage et à l'extinction.
Le temps astronomique est en conséquence réduite à la somme des décalages.

C / Bilan des puissances installées

1. Puissance cumulée des lanternes avant/après travaux sur secteur

Tous les points lumineux sont programmés avec un abaissement de 22h à 6h de 50%.
Nous avons estimé à 70% la réduction de la puissance annuelle moyenne

Rapport des relevés Armoires :

Des mesures physiques (tensions et intensités par phases de chaque armoire) réalisées Fin Janvier 2022 et Fin Janvier 2023

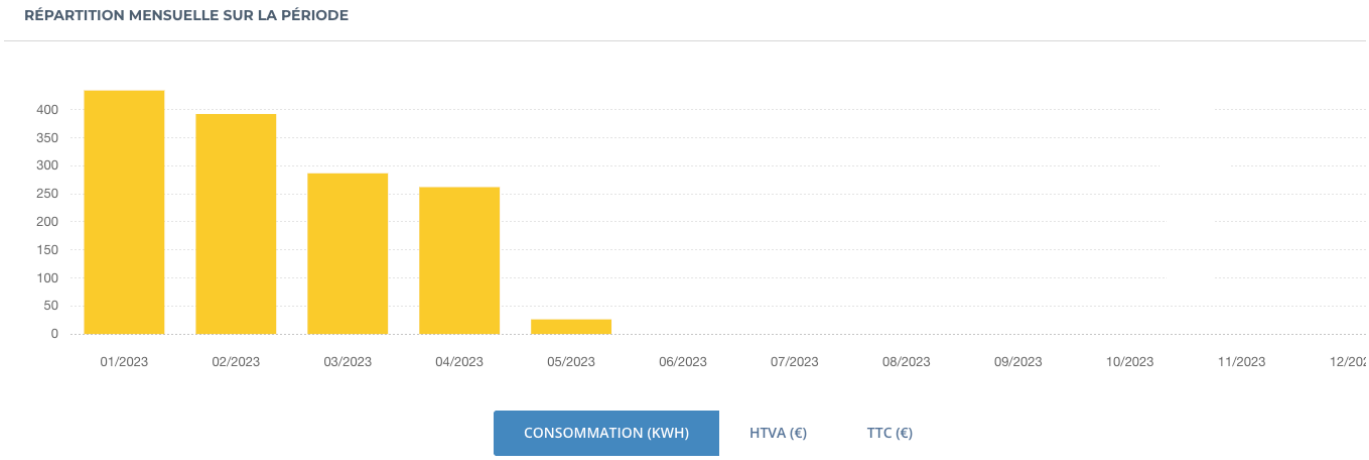
Sur la quatrieme année écoulée nous avons remplacé l'intégralité des luminaires sur l'armoire:

- Numéro 04

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

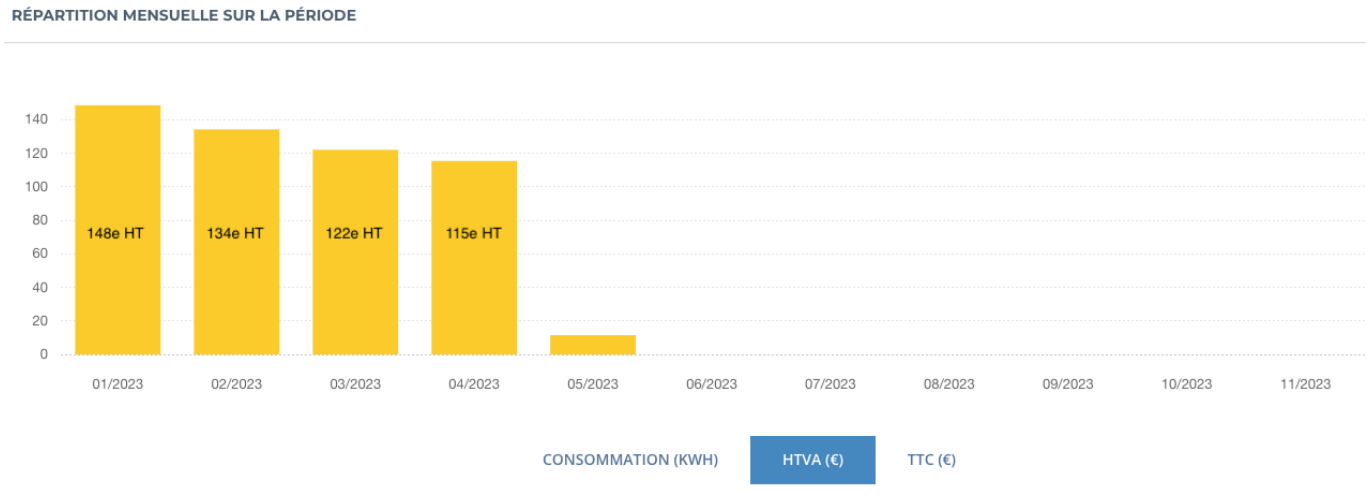
ARMOIRE 04 :

Consommations en KW/H en 2023



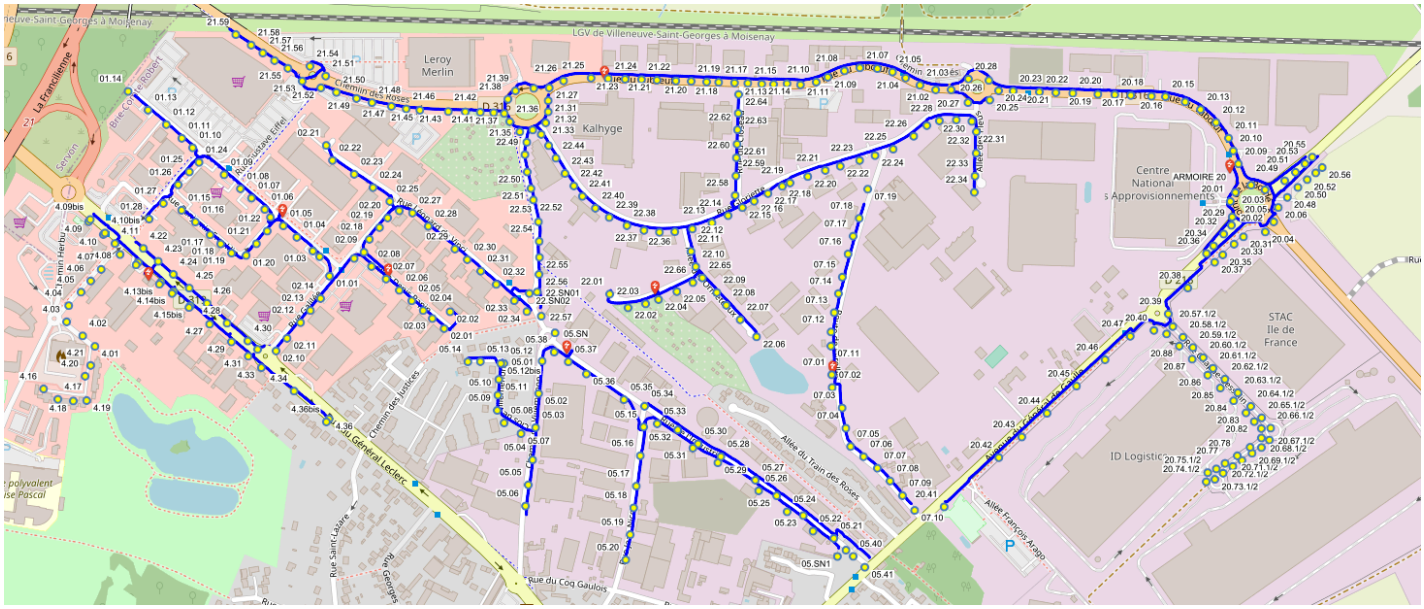
En Janvier la consommation est de 435 KW/H

Consommations en Euros HT Janvier-Avril



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

IV
G2 - EXPLOITATION – MAINTENANCE



IV –G2 - EXPLOITATION – MAINTENANCE

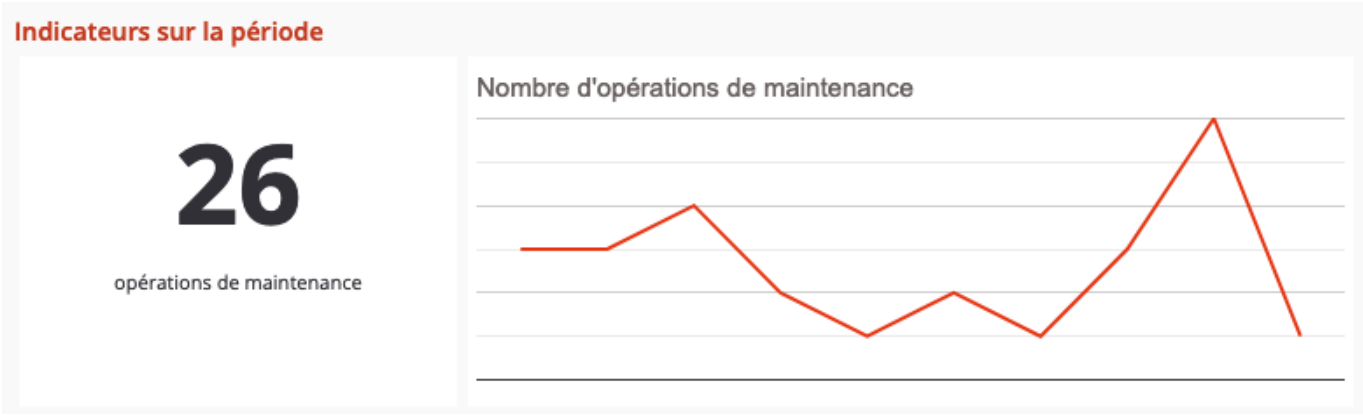
Maintenance programmée et non-programmée

1. Répartition des signalements selon l'origine

En ce qui concerne l'éclairage public et la signalisation lumineuse tricolore (SLT), le nombre de maintenance est de 26 pour la période de l'année 5 (01 Janvier 2022 au 31 Dcembre 2022).

EP/SLT	ORIGINE SIGNALEMENT	ANNÉE 2
EP	ACCIDENT	2
EP	DÉFAUT STANDARD LAMPES	20
EP	VANDALISME	2
EP	PANNE	2
SLT	ACCIDENT	0
SLT	ARMOIRE	0

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023



Vue d'ensemble des opérations de signalement. ANNEXE 2

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

I. INDICATEURS SUR LA PÉRIODE

Vue d'ensemble

26 opérations de maintenance	1 éteinte

Nombre d'opérations de maintenance

janv. 22	3
févr. 22	3
mars 22	4
avr. 22	2
mai 22	1
juin 22	2
juil. 22	1
août 22	3
sept. 22	6
oct. 22	1

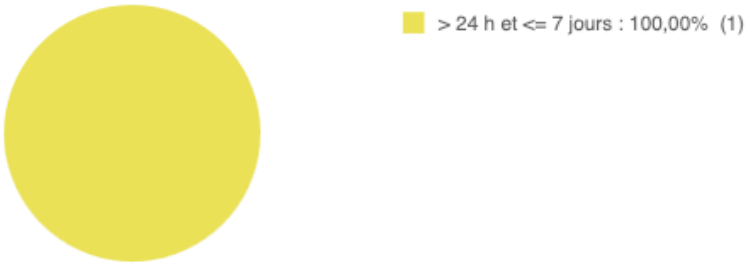
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Maintenance Corrective :

Lampes eteintes ou clignotantes.

Lampes éteintes ou clignotantes

Elément : Tout confondu



Pannes les plus fréquentes

Lampe - Lampe H.S	12
Lampe - Lampe éteinte	7
Rue - Quartier en panne	2
Luminaire - Lumière manquant	1
Lampe - Lampe clignote	1

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Délais de résolution

- **Auteur signalements** : Tous les auteurs

Tout



Normal



Délais de résolution.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

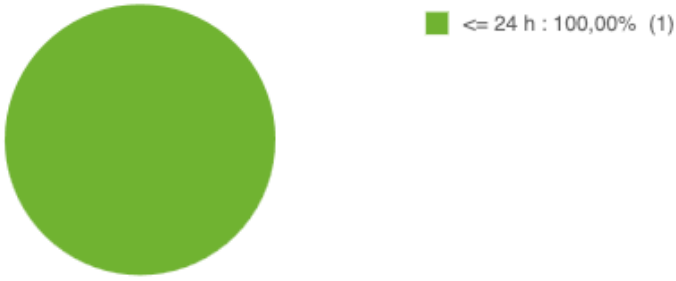
II. INDICATEURS CUMULÉS

160 opérations de maintenance

Résolution



Ecart entre la date planifiée et le début de l'intervention



2. Visites des installations et des tournées

Au cours de l'entretien programmé nous avons effectué 15 tournées de détection et de réparation.
La liste des interventions CCOB se trouve en annexe 3.
Elles sont réparties de la manière suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

49565	BRIE COMTE ROBERT CCOB	20/12/2022 22:58	20/12/2022 22:58
49271	BRIE COMTE ROBERT CCOB	13/12/2022 22:52	13/12/2022 23:12
47871	BRIE COMTE ROBERT CCOB	09/11/2022 04:15	09/11/2022 04:37
46769	BRIE COMTE ROBERT CCOB	12/10/2022 01:46	12/10/2022 02:18
45569	BRIE COMTE ROBERT CCOB	14/09/2022 00:43	14/09/2022 01:03
44532	BRIE COMTE ROBERT CCOB	17/08/2022 02:35	17/08/2022 02:35
43255	BRIE COMTE ROBERT CCOB	12/07/2022 04:19	12/07/2022 04:41
42034	BRIE COMTE ROBERT CCOB	13/06/2022 03:40	13/06/2022 04:03
40923	BRIE COMTE ROBERT CCOB	11/05/2022 02:20	11/05/2022 02:46
39830	BRIE COMTE ROBERT CCOB	13/04/2022 02:55	13/04/2022 03:20
38689	BRIE COMTE ROBERT CCOB	16/03/2022 04:16	16/03/2022 04:46
37431	BRIE COMTE ROBERT CCOB	16/02/2022 00:09	16/02/2022 00:29
36814	BRIE COMTE ROBERT CCOB	02/02/2022 00:28	02/02/2022 01:03
36136	BRIE COMTE ROBERT CCOB	18/01/2022 20:45	18/01/2022 21:07
35558	BRIE COMTE ROBERT CCOB	05/01/2022 03:09	05/01/2022 03:39

3. Délais de réparation des pannes

Le service d'astreinte de BIR assure une permanence 24h/24h. Cela permet d'intervenir rapidement sur un défaut et d'y remédier dans les plus courts délais.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

V
G3 - MAINTIEN DU PATRIMOINE



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

V – G3 - MAINTIEN DU PATRIMOINE

Les travaux de maintien du patrimoine se décomposent en deux parties :

- G3 - Travaux non programmables : vandalisme, accidents, etc…
- G3 - Travaux programmables : connaissances du patrimoine et de son historique

A/ G3 Non-programmée

1. Travaux réalisés

DATE	MONTANT DÉFAUTS	MONTANT VANDALISMES	MONTANT TOTAL € HT
03/05/2022		4 342€	3895 €
03/05/2023		4 388 €	4 388 €
05/12/2022		3 431 €	3 431 €
TOTAL € HT		11 714€	
TOTAL € HT			**11 714 Euros**

B/ G3 Programmée

1. Travaux réalisés

DATE	DÉSIGNATION TRAVAUX	MONTANT € HT
30/11/2022	Extinction EP	3 552 €
13/06/2022	Pose d'arceaux	1 305 €
01/06/2022	Reparation cable EP	6 436 €
03/05/2022	Reparation cable EP	4 342 €
TOTAL € HT		**15 635** €

C / Programme des travaux pour les années à venir

Dans le cadre des travaux de maintien du patrimoine, des actions seront conduites au cours des années à venir pour rénover les armoires d'éclairages publiques jugées trop vétustes ou non conformes.

D / Assistance à la collectivité

Plusieurs actions ont été conduites en partenariat avec la ville de Brie-Comte-Robert :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Mise en conformité électrique : opérations de mise en sécurité des armoires (modification de protection, remplacement de tableau électrique et remplacement d'armoires).

Mise en place de réducteur de puissance : des réducteurs de puissance sont installés afin de réduire la facture d'énergie et d'optimiser la consommation d'énergie du patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

VI
G4 - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION

Plan des points lumineux



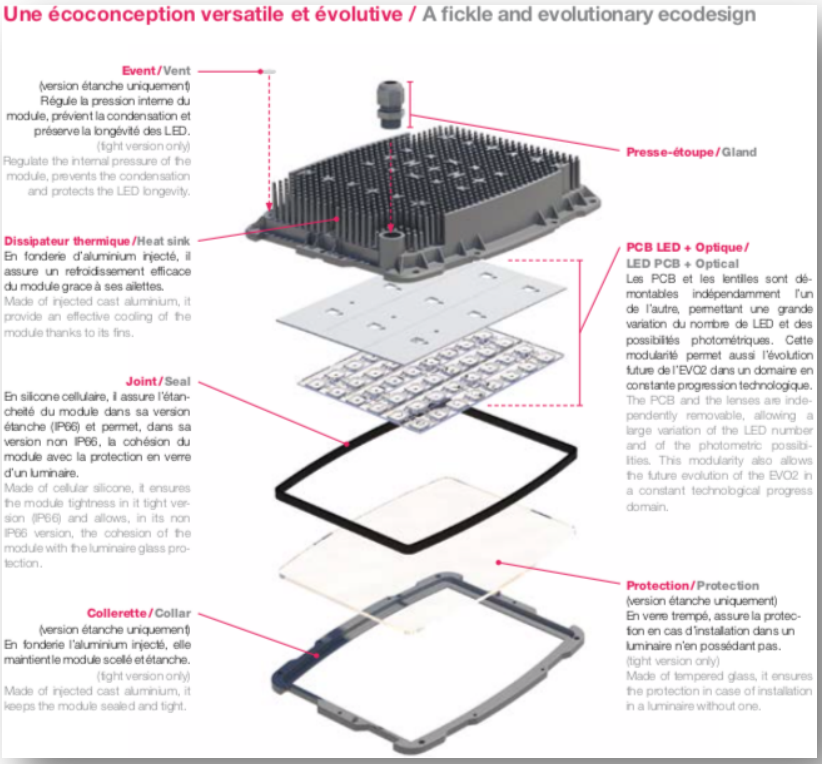
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

VI – G4 - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION

A / Tableau récapitulatif de la reconstruction

Les travaux ont été réalisés sur la période de AVRIL 2021 à Juin 2021. À l'issue des travaux nous avons dressé un procès-verbal. L'opération de reconstruction du patrimoine repose essentiellement sur le remplacement des lanternes de type LEDS (avec abaissement).

Pour voir le listing des lanternes, on peut se référencer à l'annexe 4.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Ces travaux permettront aux Bricomtois de bénéficier des améliorations suivantes :

Sécurité

- Moins de panne sur les réseaux pour une pérennité de l'éclairage public

Développement durable

- Économies d'énergie par la mise en place d'un éclairage adapté à son environnement
- Recyclage des lampes usagées

B/ Bilan du remplacement des lanternes

TYPE DE LANTERNE	TOTAL
ELIPT 55	22
TEKK S	24
TOTAL	46

Le détail du récapitulatif concernant le remplacement des lanternes avant et après travaux se trouve en annexe 4.

VII



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

G6 - GESTION DE LA LOCALISATION DES RÉSEAUX



VII –G6 - GESTION DE LA LOCALISATION DES RÉSEAUX

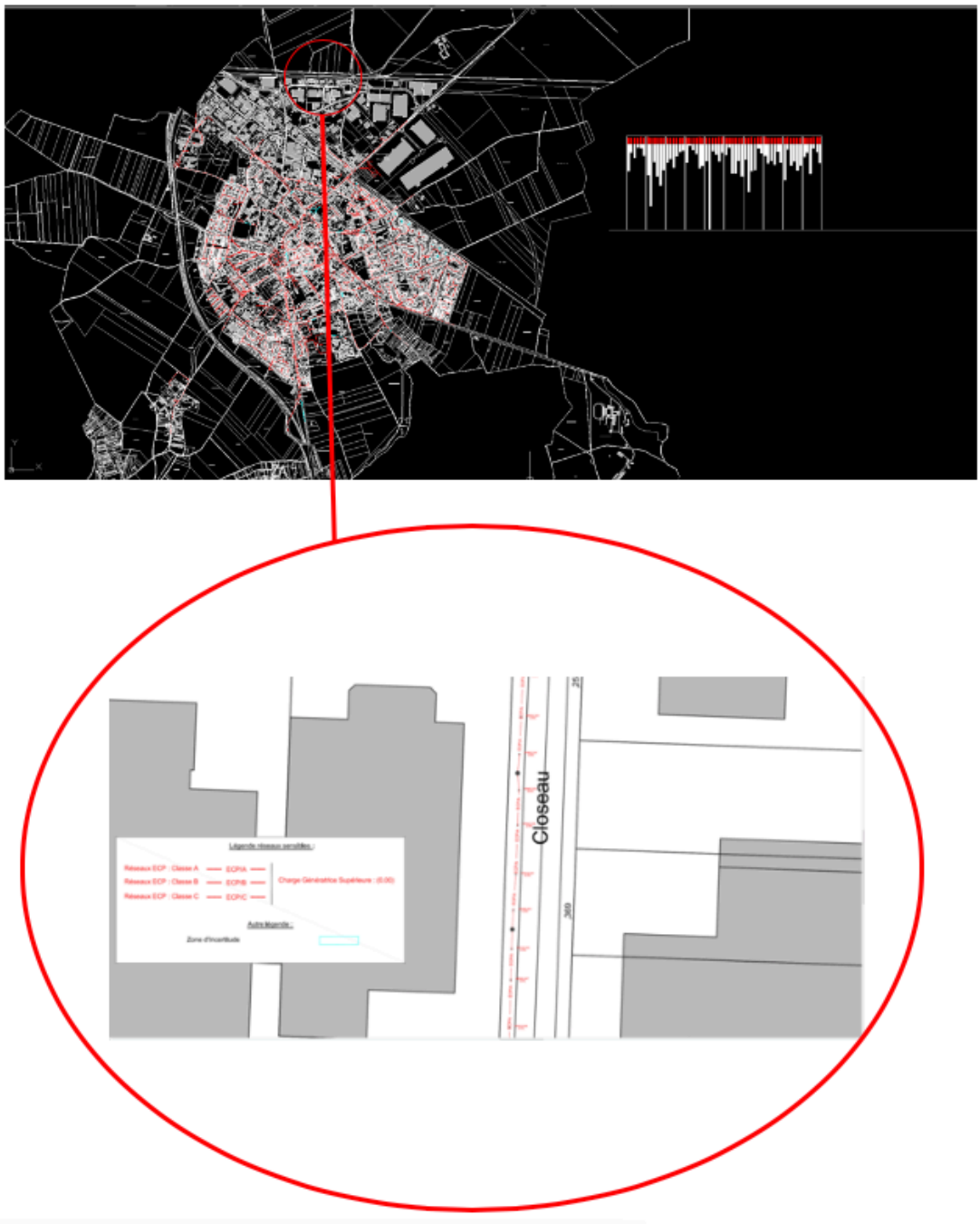
Géo détection des câbles EP

En Janvier 2019, 61262 ml de réseaux ont été détectés en Classe A, et 2355 ml en Classe C pourl'Oree de la Brie.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Ces incertitudes peuvent être dues :

- Mauvaise réception du signal sur nos appareils de détection,
- Réseaux parasites (Basse Tension (BT), Haute tension (HT) ou très haute tension (RTE))
- Vétusté du réseau d'éclairage



-

Plan du Bureau d'Études pour la géo détection

Liste des annexes

- MPE CCOB – Année 2 – Relevés des intensités armoires EP (Annexe 1)
- MPE CCOB– Année 2 – Rapport de Maintenance 2021 (Annexe 2)
- MPE CCOB– Année 2 – Rapport de Patrimoine 2021 (Annexe 3)
- MPE CCOB– Année 2 – G4 Remplacement des lanternes (Annexe 4)
- MPE CCOB– Année 2 - Rapport de signalements 2021 (Annexe 5)
- MPE CCOB– Année 2- Economie d'Energie par armoire et Points de livraisons. (Annexe 6)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

Economie d' Energie - ARMOIRES EP CCOB

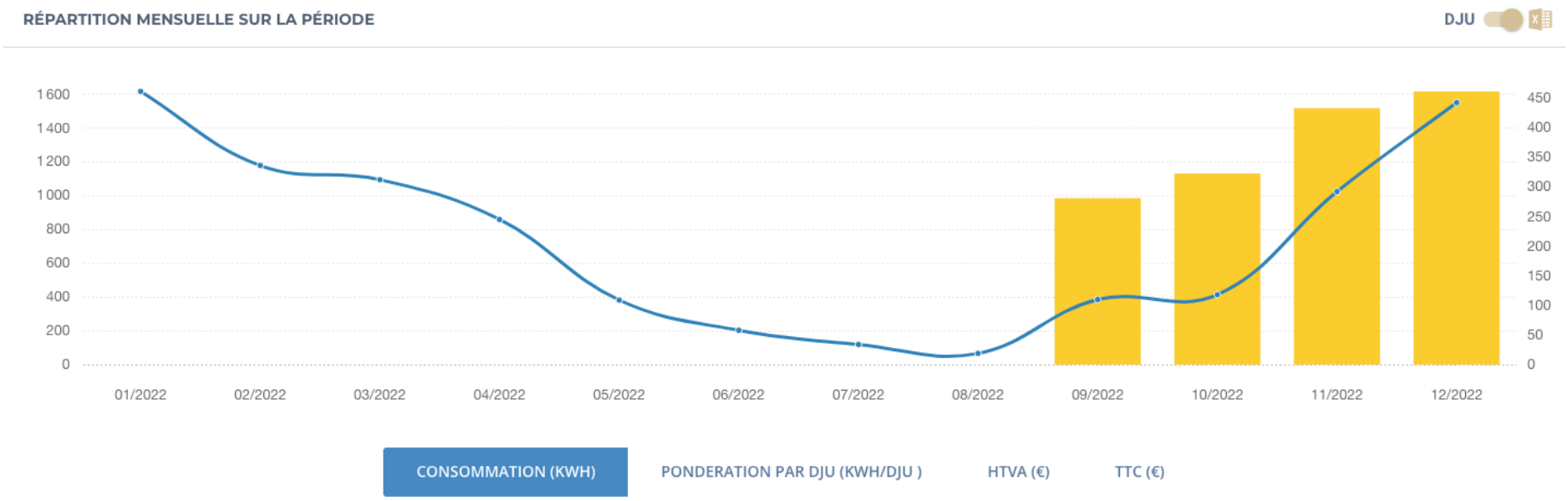
N° Armoire	Adresse	Matricule Compteur	Mono / Tri	Horloge Astro / Lumandar	Puissance Additionnée (kW) 2020	P Souscrite	Consomation en KW/H 2019	Consomation en Euros 2019	Consomation en KW/H 2020	Consomation en Euros TTC 2020	Baisse Euros 2020	Consomation en KW/H 2021	Consomation en Euros TTC 2021
1	Rue Gustave Eiffel	0220764977 87 46	Triphasé	Radiolite	4025	5	19132	2 607,00 €	9769	1 870,00 €	737,00 €	4032	782,00 €
2	Rue Denis Papin	0220764973 77 03	Triphasé	Lumandar	4186	6	26703	3 715,00 €	14511,00	2 677,00 €	1 038,00 €	6415	1 011,00 €
4	Rue General Leclerc	0420763913 17	Triphasé	Radiolite 320	7291	8			Pas d'information de relevé				
5	Rue de l'industrie	022076115938 03	Mono	Astro	6203	4	31043	3 995,00 €	25824,00	4 348,00 €	(353,00) €	10064	1 790,00 €
7	Route de Ferolles	042076185174 17	Mono	Radiolite 320	4761	3	14549	2 052,00 €	15878,00	2 159,00 €	(107,00) €	15730	2 112,00 €
20	Rue Tuboeuf	0220761161 10 54	Mono	Astro	6049	8	41843	5 825,00 €	33226,00	5 704,00 €	121,00 €	16107	2 733,00 €
21	Rue Tuboeuf	0220761164 61 32	TRI	Astro	4370	11	50848	6 864,00 €	20171,00	3 827,00 €	3 037,00 €	2992	786,00 €
22	Allée du Jardin Doliset	022076115706 40	Triphasé	Astro	15410	11	50159	6 553,00 €	25381,00	4 554,00 €	1 999,00 €	18498	2 743,00 €

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

BIR GROUPE BIR

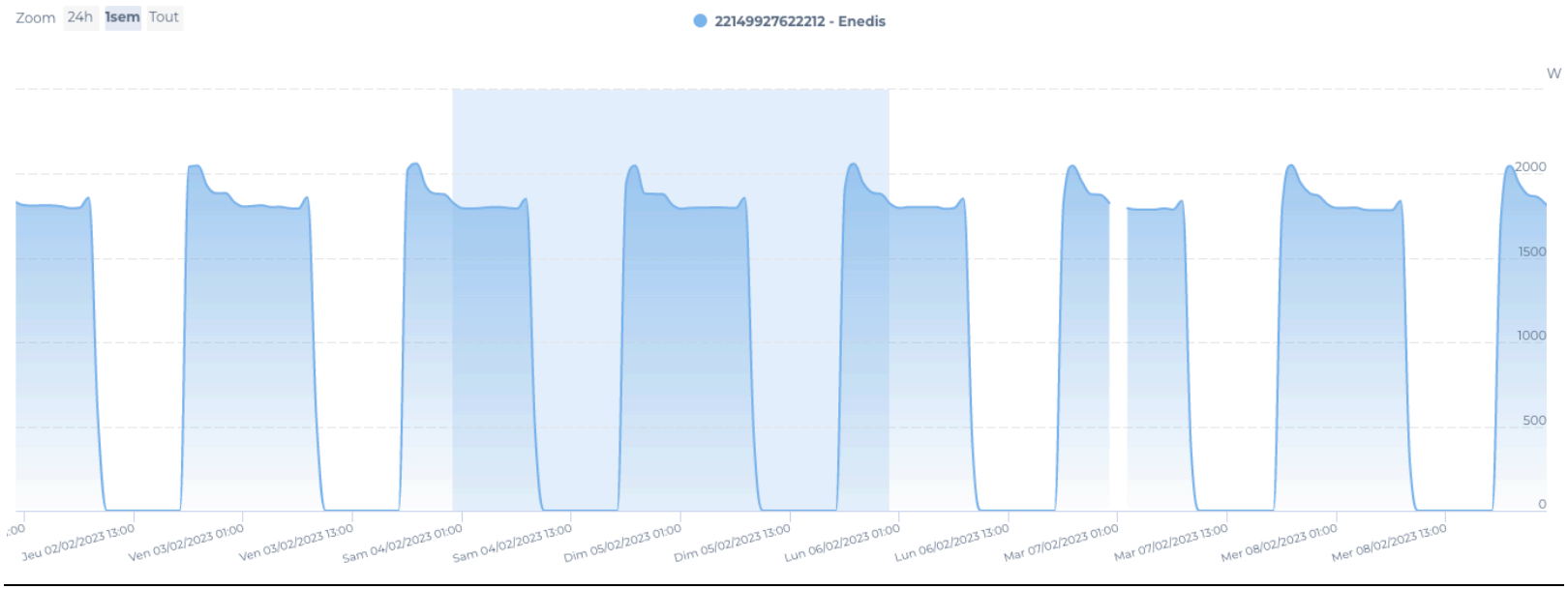
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 01 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



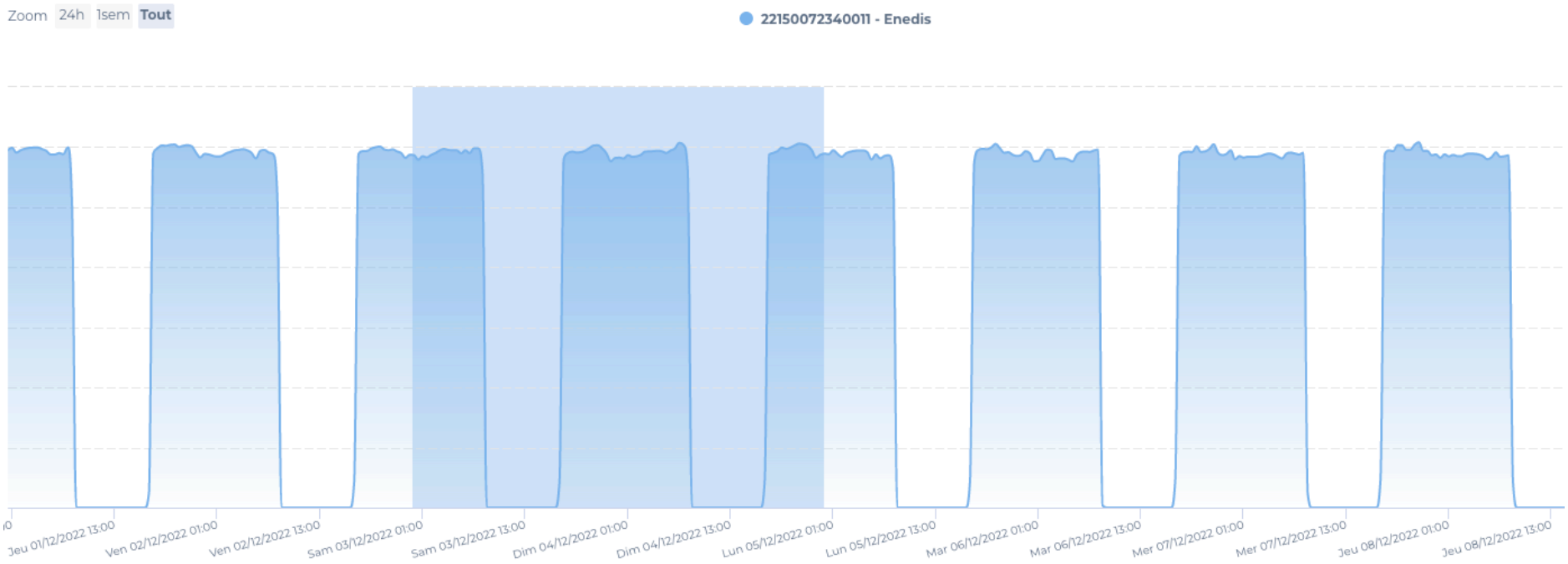
L'armoire 01 à un cout de 912 ttc pour l'année 2022 soit 5250 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

BIR GROUPE BIR

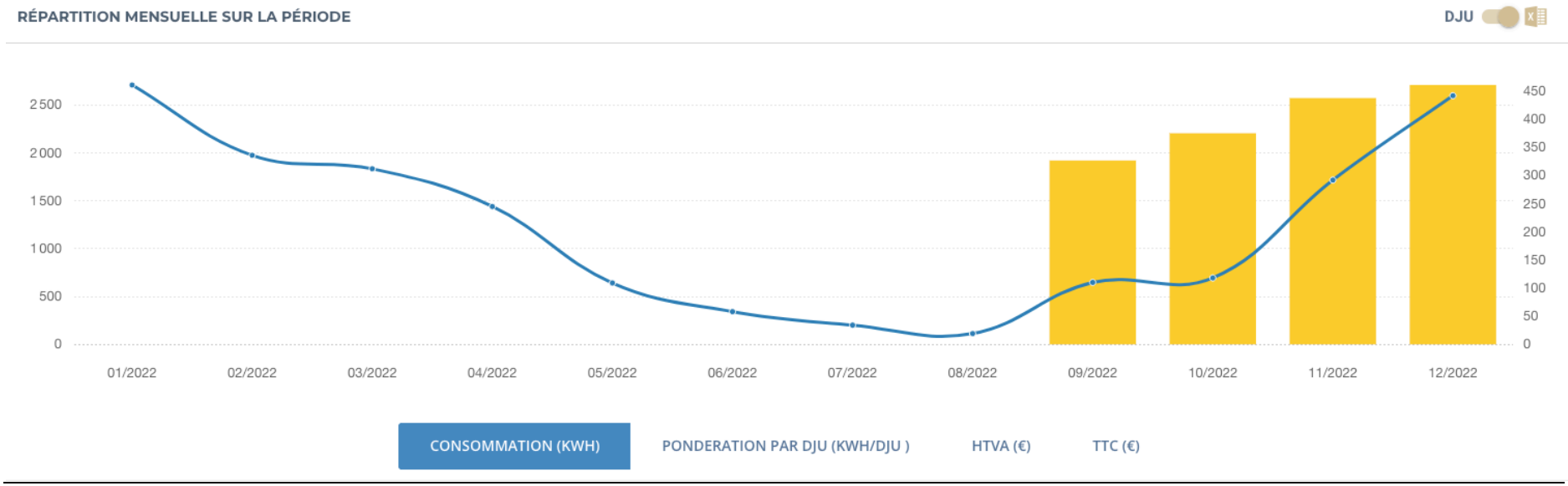
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 02 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



L'armoire 02 à un cout de 1563 ttc pour l'année 2022 soit 9412 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



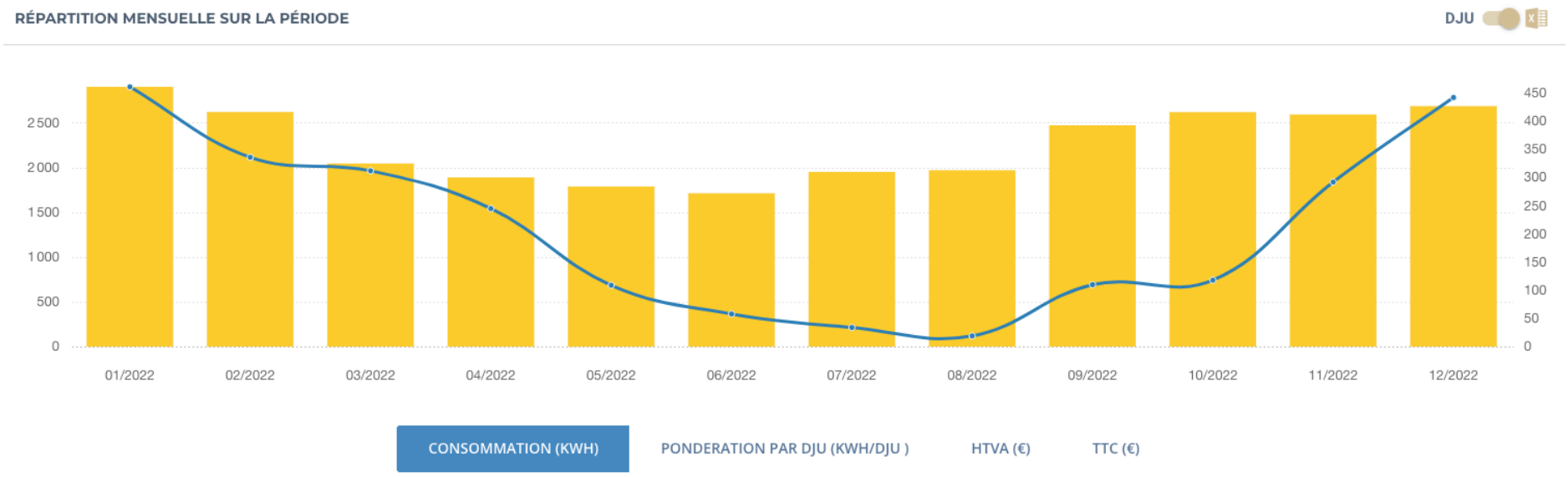
ARMOIRE 03 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

BIR GROUPE BIR

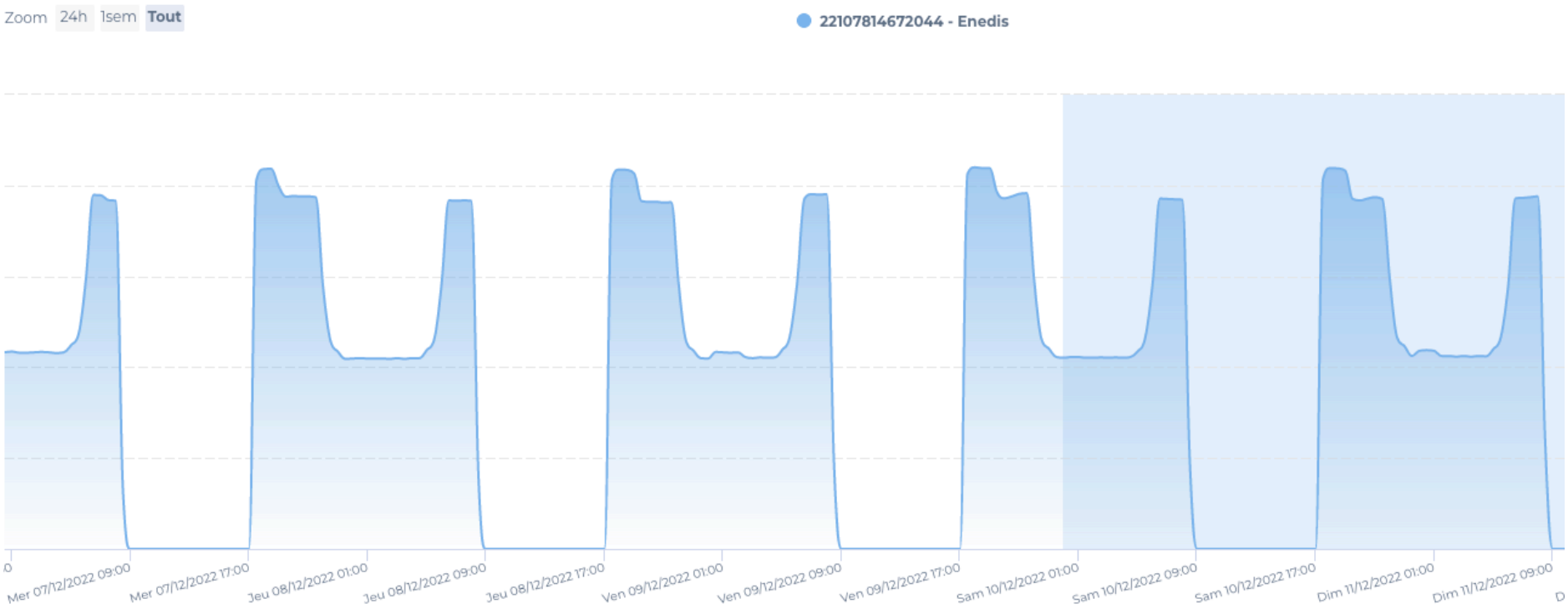
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



L'armoire 03 à un cout de 4813 ttc pour l'année 2022 soit 27300 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

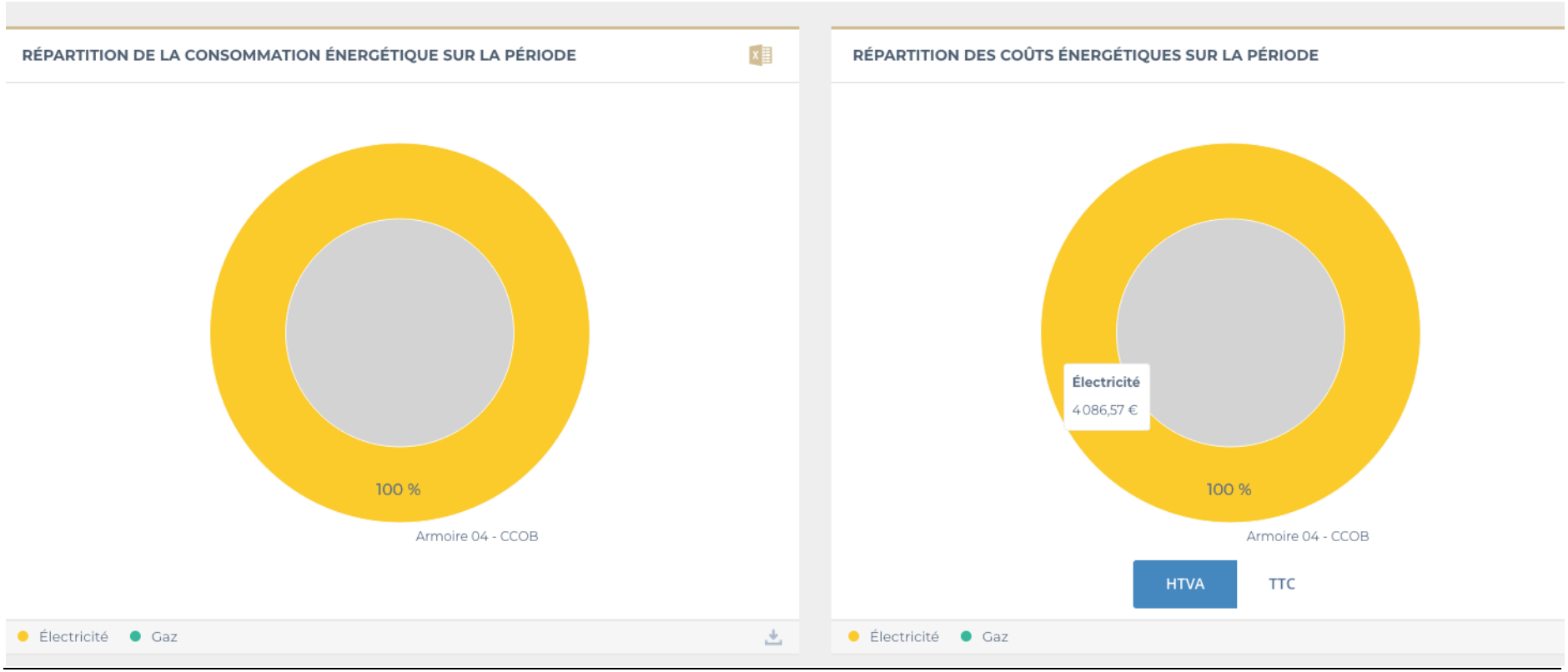
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 04 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



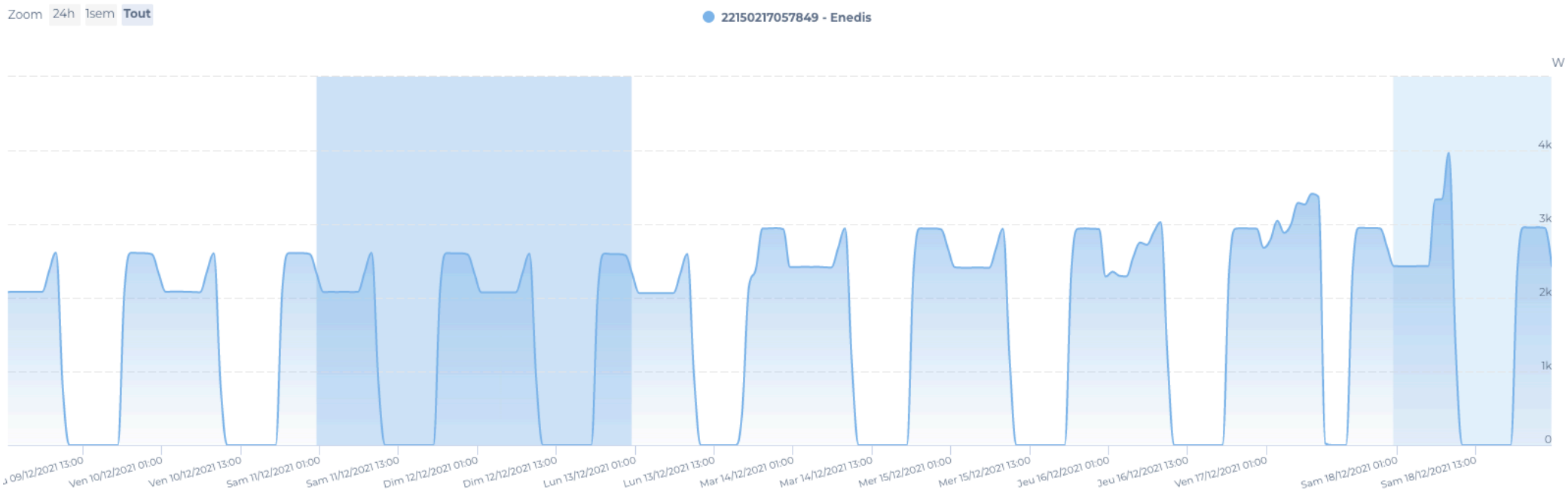
L'armoire 04 à un cout de 314 ttc pour l'année 2022 soit 3349 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

BIR GROUPE BIR

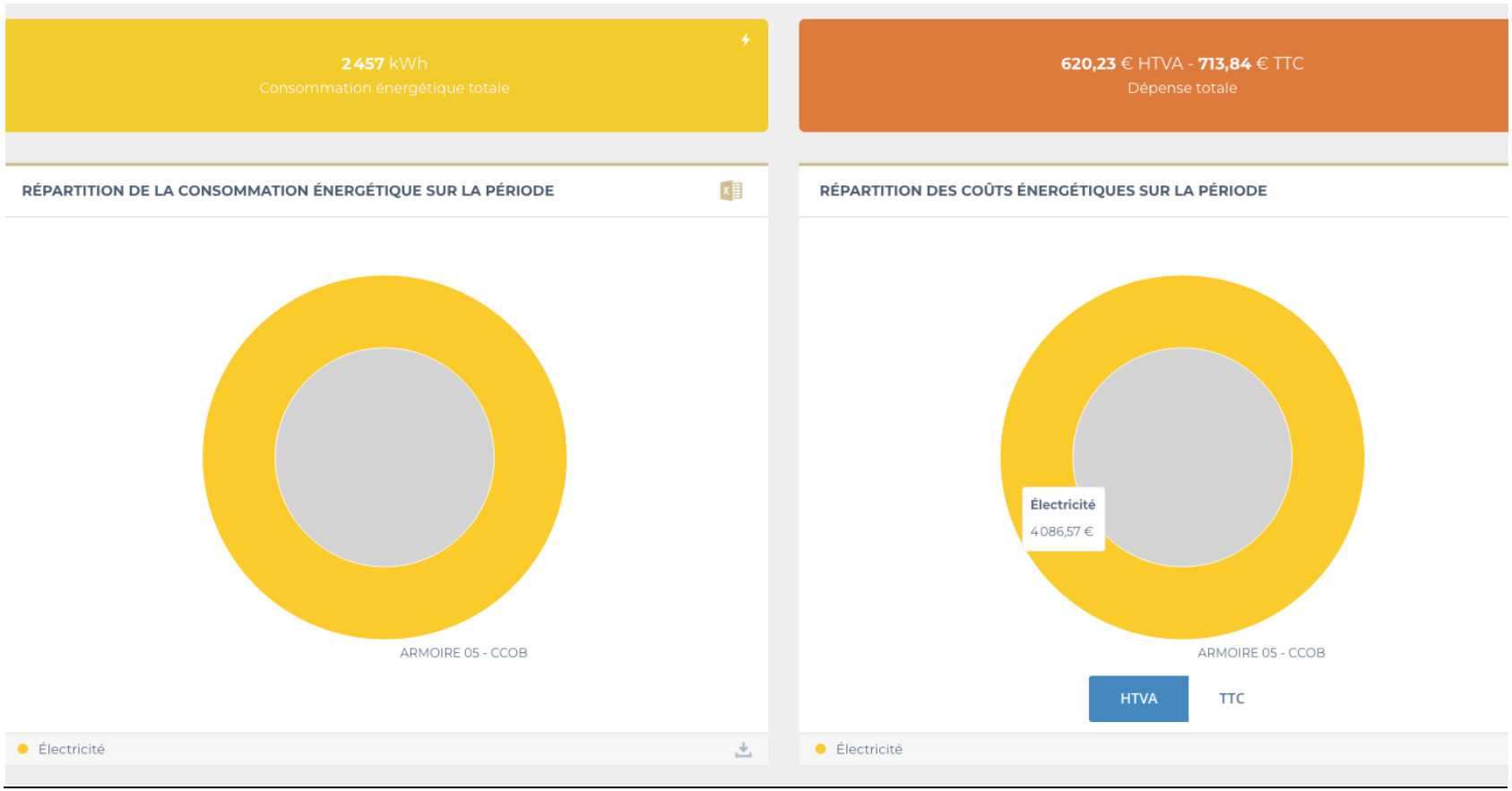
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 05 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



L'armoire 05 à un cout de 713 ttc pour l'année 2022 soit 2457 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

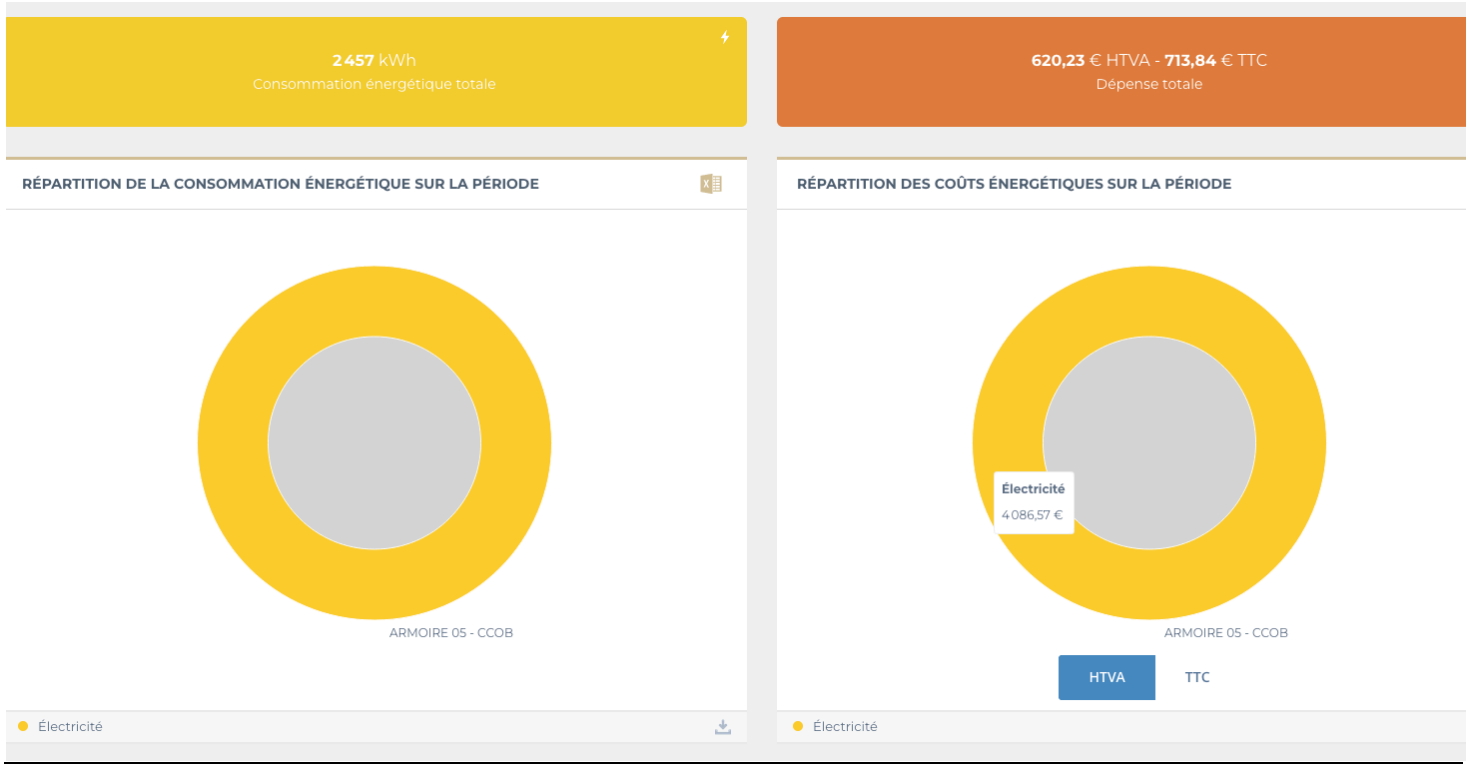
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 07 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



L'armoire 07 à un cout de 502 ttc pour l'année 2022 soit 2097 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

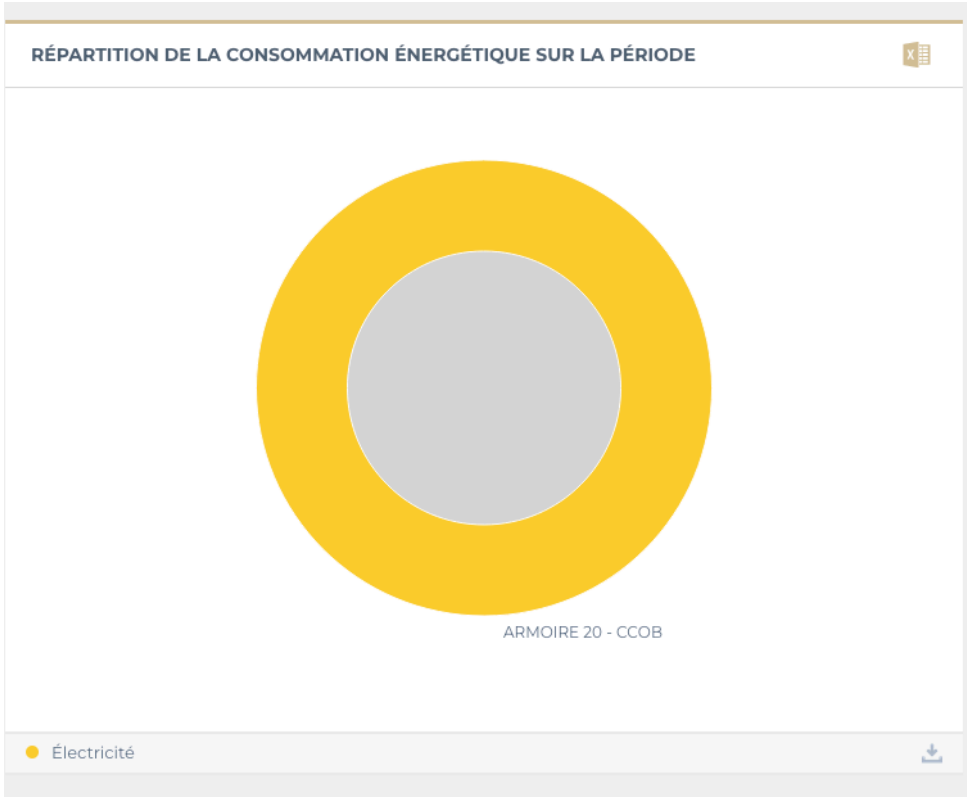
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

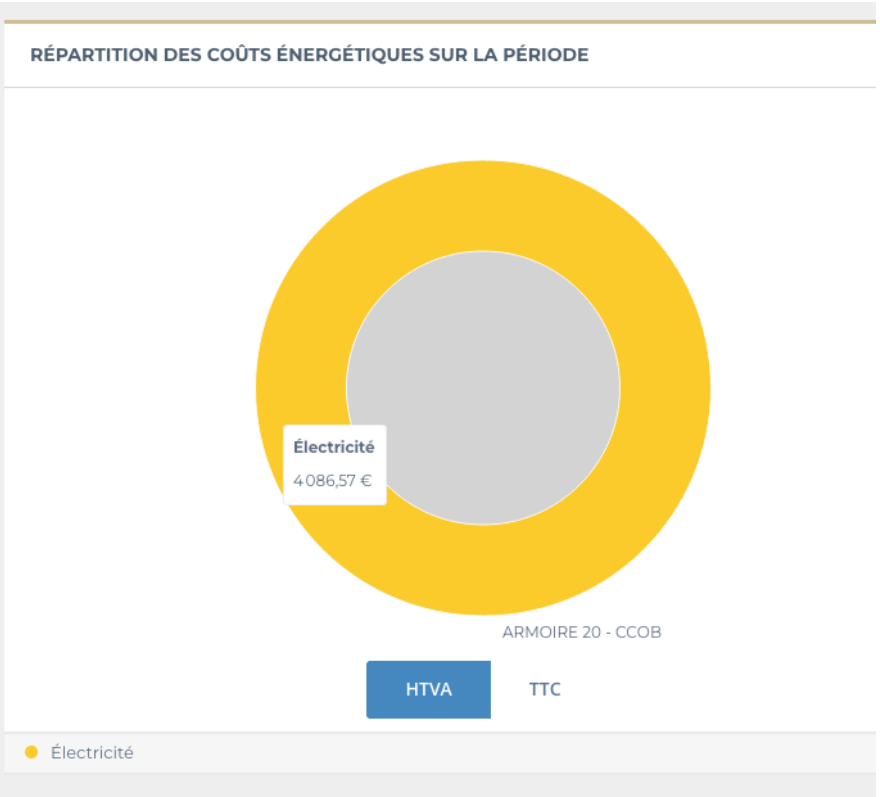


ARMOIRE 20 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

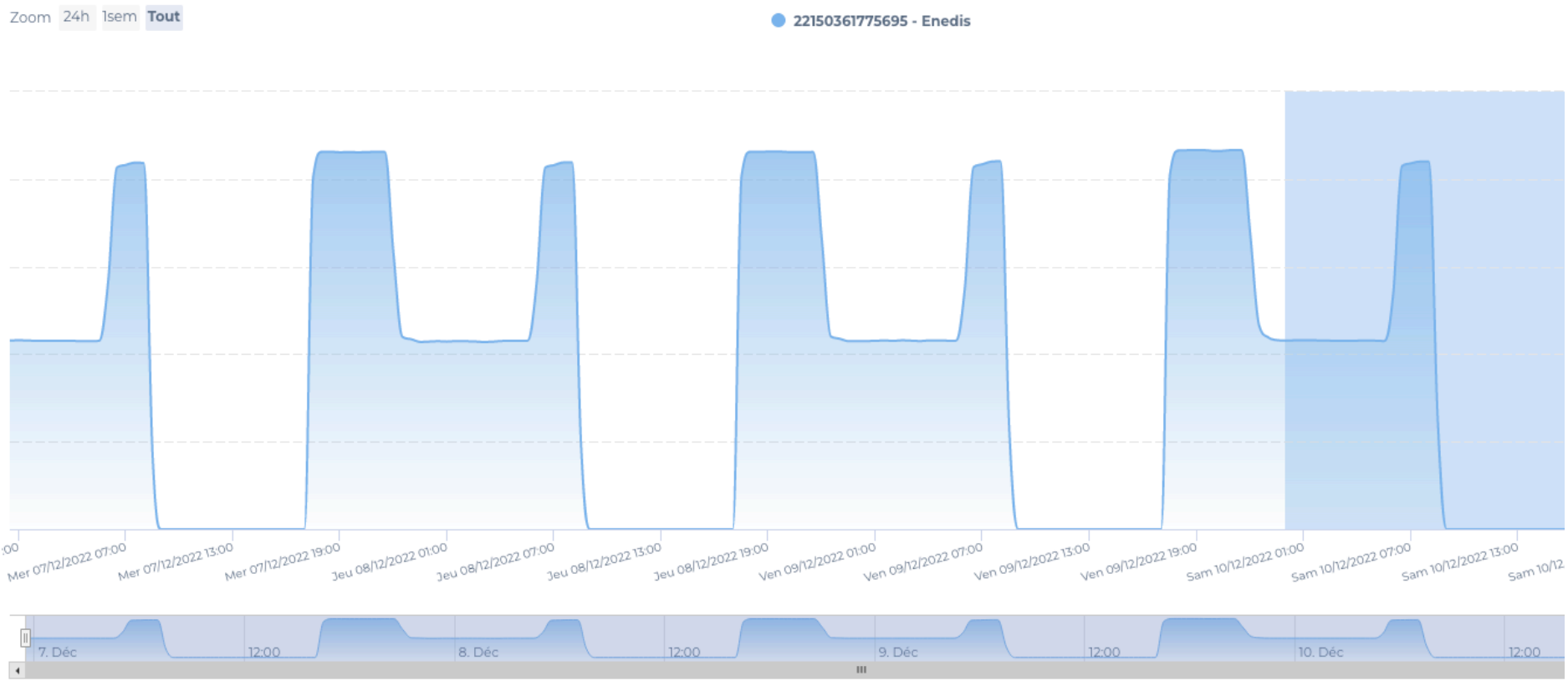




L'armoire 07 à un cout de 1655 ttc pour l'année 2022 soit 7290 KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

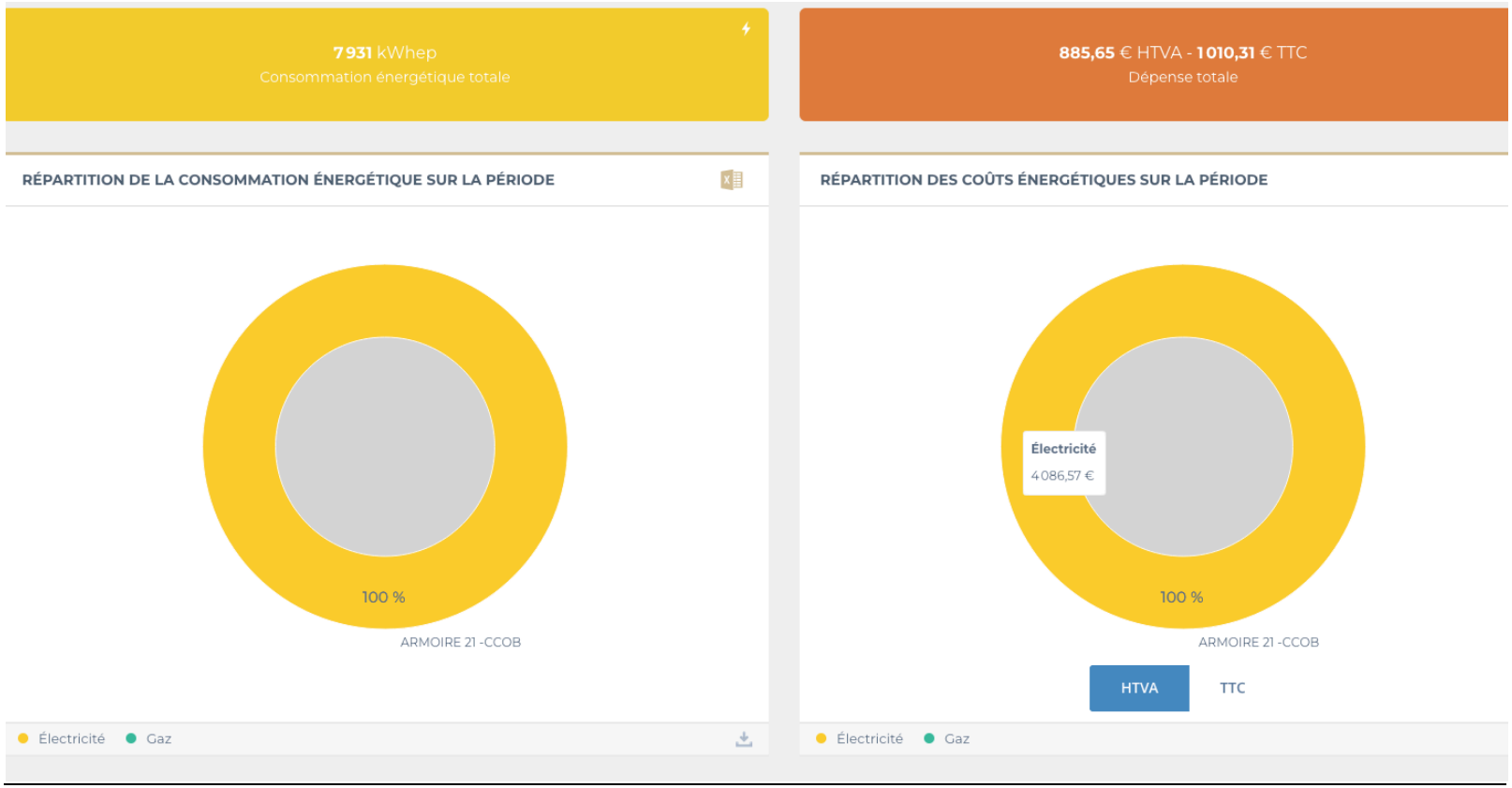
Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



ARMOIRE 21 : Courbe de charge et suivi des consommations

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



L'armoire 21 à un cout de 1010 ttc pour l'année 2022 soit 7931KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022



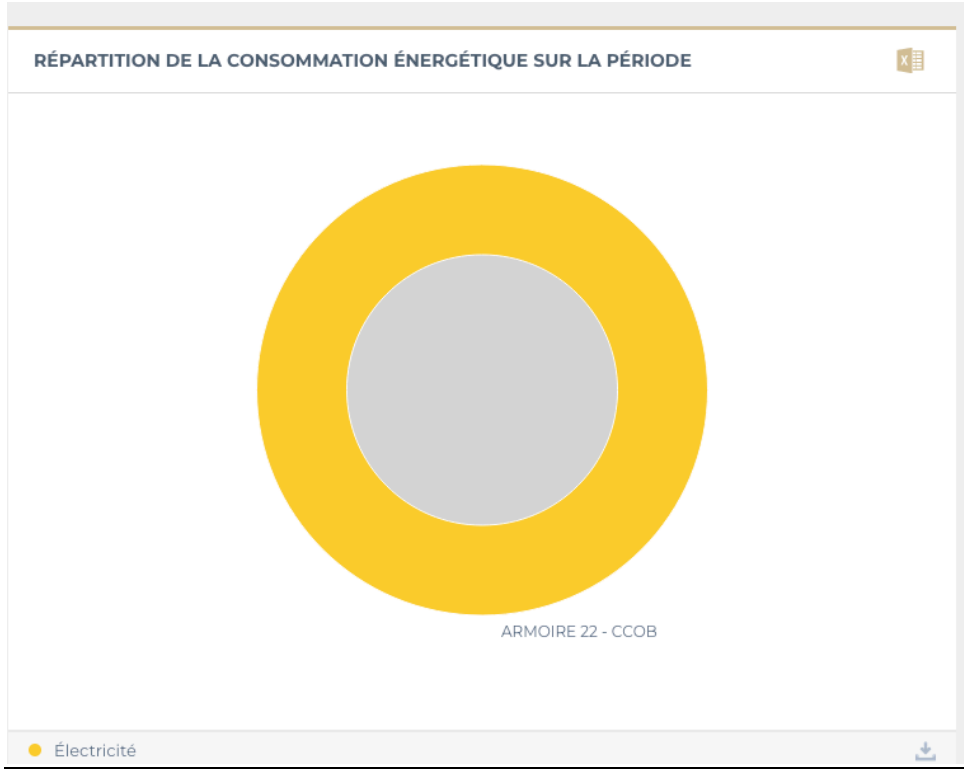
ARMOIRE 22 : Courbe de charge et suivi des consommations

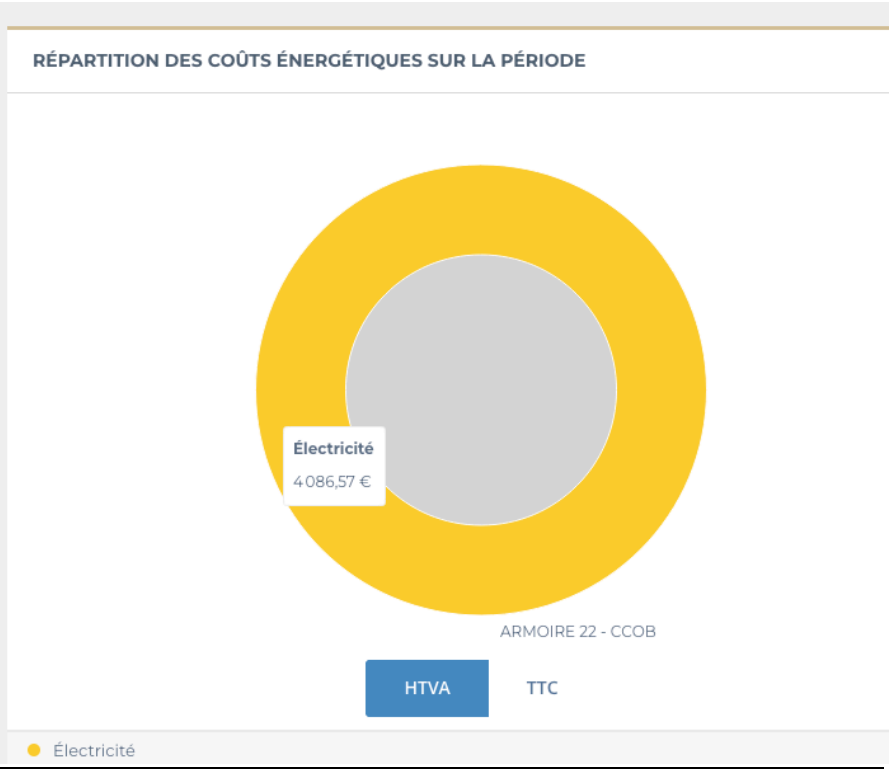
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

L'Orée de la Brie

BIR GROUPE BIR

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022





L'armoire 22 à un cout de 2506ttc pour l'année 2022 soit 10199KWh.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-62-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Gestion de l'Énergie par Armoire – G4 – 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-63-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

N° 63-2023
Objet : Décisions du Président

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Prend acte des décisions suivantes,

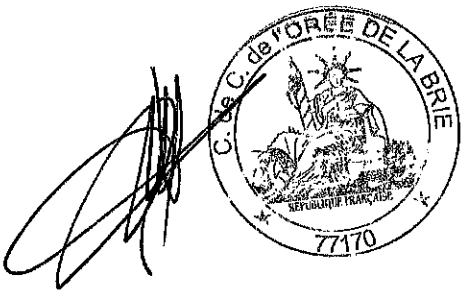
N° 29-2023	TS CONSTRUCTION - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 1 : Gros œuvre
N° 30-2023	Union Technique Bâtiment - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 2 : Charpente Bois - Ossature Bois - Bardage bois
N° 31-2023	MULTIBAT - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 3 : Couverture
N° 32-2023	Miroiterie Belle Ombre - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 4 : Menuiseries extérieures aluminium
N° 33-2023	Atelier DALBERGIA - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 5 : Menuiseries intérieures bois
N° 34-2023	AGD SAS - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 6 : Cloisons sèches - Isolation - Plafonds suspendus

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-63-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

N° 35-2023	SAS Design Construction Rénovation (DCR) - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 7 : Carrelage - Faïence
N° 36-2023	CERAMOD SA - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 8 : Sols collés
N° 37-2023	Entreprise BERNIER - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 9 : Peinture - Revêtements muraux
N° 38-2023	RMH - Attribution du marché N° 1-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 12 : Electricité Courants forts - Courants faibles
N° 39-2023	Société ANDICT - mission de contrôle pour le suivi des travaux du futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie
N° 40-2023	SAS RENOVE Plomberie - Attribution du marché N° 2-2023 portant sur l'extension du complexe multisports situé rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny - Création d'une salle de gymnastique - lot 11 : Plomberie sanitaire - Chauffage - Ventilation
N° 41-2023	Association Les Pyromanciens Excentriques - Contrat de droit d'exploitation pour un spectacle de fin d'année

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 septembre 2023.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20230920-63-2023_Del-DE
Date de télétransmission : 22/09/2023
Date de réception préfecture : 22/09/2023

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le quatorze septembre deux mille vingt-trois s'est rassemblé salle du conseil de la Mairie de Brie-Comte-Robert sise 2 rue de Verdun.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LABRUYERE (arrivée avant le vote de la délibération N° 56-2023), LAFORGE, NOEL, SAUVIGNON, SANTIN, VINIIT et Messieurs BEZOT, CHEVALIER, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, RALLIERE, SAMANIEGO, SAUVIGNON, SERGEANT, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame BOYER pouvoir à Madame VINIT.
Madame GONZAGUE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame MERIAUX pouvoir à Madame SAUVIGNON.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame ROLLET pouvoir à Monsieur VILLAÇA.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame SANTIN a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **24 puis 25**
Membres excusés et représentés : **5**
Membre absent non représenté : **1** puis **0**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 28 juin 2023.